

# La Vie Intellectuelle

LIV

1938



10<sup>e</sup> ANNEE

NOUVELLE SÉRIE — T. LIV

# La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF  
29, boulevard La-Tour-Maubourg,  
PARIS-VII<sup>e</sup>





**10<sup>e</sup> ANNEE**

**10 JANVIER 1938**

# **La Vie Intellectuelle**



**LES EDITIONS DU CERF**

**29, boulevard La-Tour-Maubourg,  
PARIS-VII<sup>e</sup>**

# Sommaire

10 JANVIER 1938

## QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS .	Jeunesse .....	
J. LECLERCQ..	Réflexions sur l'esprit catho- lique .....	

- *La persécution religieuse dans le troisième Reich*, par K. TÜRNER, 25.
- *La pensée religieuse de Mme Tchang Kai Chek*, par PAUL CATRICE, 37.

## QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS .....	Méthodes d'opposition ....	4
LOUIS LE FUR.	La conception chrétienne de l'ordre international ....	4

- *Une nouvelle politique américaine ?* par A. VIATTE, 77.
- *Chronique de politique étrangère*, par A.-D. TOLÉDANO, 80.
- *La Chine rouge en marche*, par P. CATRICE, 85. — *A travers les revues*, 86.

## PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT

R. PITROU.	Le système éducatif du Troisième Reich .....	9
------------	---	---

- *Un éducateur moderne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par M. LECOMTE, 100.
- *Document : Une étude du système Decroly*, par P. DE LALLEMAND, 109.
- *L'Évangile expliqué aux petits, par une maman*, par P. D., 123.

## LES LETTRES ET LES ARTS

A. LOURIÉ.	De la forme musicale .....	12
------------	----------------------------	----

- *Chronique littéraire*, par J. MADAULE, 126.
- *Le peintre André Dunoyer de Segonzac*, par G. POULAIN, 150.
- *Théâtre*, par H. GOUHIER, 157.

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS.

*Jeunesse.*

Si le catholicisme, c'est « la continuation du christianisme primitif, continuation vraiment objective, ininterrompue, conséquente et pure », la jeunesse lui est facile. S'il est dans l'histoire, il est nécessaire qu'en conservant invariable son essence propre, il change avec le monde qu'il doit sauver.

LECLERCQ.

*Réflexions sur l'esprit catholique.*

Un esprit préside à cet adaptation assimilatrice qui est la loi de la vie de l'Église à travers le temps. Tout ce qui émane de l'Église catholique a une saveur commune, répand un parfum identique, « odeur de mort pour les uns, odeur de vie pour les autres ». C'est un tel esprit que l'auteur s'attache à définir vigoureusement.

TÜRMEYER.

*La persécution religieuse  
dans le troisième Reich.*

Le dernier chapitre de l'histoire des persécutions chrétiennes.

## DOCUMENTS

CATRICE.

*La pensée religieuse  
de Mme Tchang Kai Chek.*



## Jeunesse

Rarement nouvel an n'a mieux porté son nom. Rarement tant de nouveauté dans les idées, les mouvements, les rêves des hommes. Nouveauté n'est certes pas toujours jeunesse. Et telle nouveauté politique et sociale a été fabriquée avec de très vieilles choses : vieilles passions, vieilles erreurs et vieilles injustices. Il reste cependant que, par ses impatiences, ses poussées et ses violences, le monde manifeste un fébrile désir de se renouveler et de naître.



Rien, là, qui puisse étonner un chrétien. Naître, n'est-ce pas l'essentiel du christianisme ?

Tous nos dogmes sont une invitation au renouvellement incessant. Tous nos mystères : Immaculée-Conception, Nativité, Résurrection, Pentecôte... sont des sources de vie nouvelle et de jeunesse. A-t-on songé avec quelle hardiesse l'Eglise, voulant renouveler un monde vieilli et sclérosé, a mis au XIX<sup>e</sup> siècle, en pleine chair de la civilisation scientifique et industrielle naissante, le dogme de l'Immaculée-Conception — réservoir de tout le christianisme — comme une source toute neuve de vie chrétienne ? Tout dans le christianisme est source vive, naissance, élan créateur. Il a une âme nouvelle pour toute transformation temporelle.

Aucune autre conception ni aucun autre mouvement n



peuvent se flatter d'avoir une telle jeunesse à leur origine. Le christianisme puise à la Jeunesse Éternelle. Noël! Noël! Jeunesse du monde.

Il y a des périodes où les chrétiens alimentent de jeunesse spirituelle tous les jeunes événements temporels, toutes les jeunes expériences sociales, où rien ne naît sans recevoir de l'âme chrétienne. Ce sont les grandes époques de la chrétienté. Les institutions elles-mêmes sont alors modelées par l'influence chrétienne, ainsi que cela se fit au Moyen-Age.

Il y en a d'autres où les chrétiens ne modèlent rien, parce que leur religion ne fait plus sentir sa jeunesse; ce sont eux qui seraient plutôt modelés par la jeunesse des événements. En ce temps, la religion et l'Église sont sans prestige. Tous les mouvements se forment en dehors de leur influence. Le plus souvent, ils se font contre elles, parce qu'ils se trouvent en opposition avec des institutions dont, injustement d'ailleurs, ils les rendent responsables. Temps de disputes, de luttes, de déchirements, jusqu'au désordre et jusqu'au désarroi... et jusqu'à mettre en péril la civilisation et l'ordre social.

Nous voici à notre temps. Mais pour que toutes ces poussées, ces essais, cette fermentation, cette tension d'aujourd'hui aboutissent à un ordre meilleur, pour que le monde renaisse, il faut que les chrétiens y infusent la jeunesse éternelle dont ils ont le dépôt.

Il est naturel que pour l'animation chrétienne de nouvelles formes sociales, de tous les âges, le plus apte soit celui de la jeunesse. La jeunesse sympathise d'instinct avec la jeunesse. Ainsi s'explique la prépondérance et la réussite exceptionnelle des mouvements de jeunesse dans l'apostolat d'aujourd'hui, et que ce soit l'un d'entre eux qui ait trouvé, au jugement même du Souverain Pontife, la forme la plus déquate d'Action catholique.

Il a suffi de ce flux de jeunesse chrétienne, si mince qu'il soit encore, pour que l'effet s'en soit fait sentir dans les sphères politiques et sociales qui avaient le plus d'antipathie pour l'influence chrétienne.

Si seulement les milieux chrétiens bénéficiaient, eux aussi,

de ces sources de jeunesse spirituelle qui viennent de se rouvrir en chrétienté!

Sans l'esprit de jeunesse il n'est pas possible de comprendre ce qu'il peut y avoir d'avenir dans telle transformation sociale. C'est dans la jeunesse qu'est l'avenir, — je redis que toute nouveauté n'est pas jeunesse. Mais c'est le point de la jeunesse qui est le point *vif*, le point d'influence. C'est avec lui que l'Action catholique doit prendre contact et par lui qu'elle doit passer.



Comment est-il si difficile pour beaucoup de chrétiens de se mettre en esprit de jeunesse? Comment sont-ils plutôt en défiance contre tout ce qui est nouveau? Ils ne sont pas en défiance contre les nouveautés industrielles ou scientifiques. Ils les admirent et sont avides d'en profiter. Je suis sûr qu'à l'Exposition aucun stand n'a suscité, chez eux, autant d'étonnement et de merveillement que le Palais de la Découverte.

Pourquoi en matière sociale traduisent-ils tradition par conservation?

Tradition signifie permanence de la doctrine, continuité du courant, rattachement à la source, mais pas stagnation. Au contraire, plus on est fidèle à la tradition, plus on est rattaché à la source, plus le courant est *vif* et neuf.

S'il est permis à CHRISTIANUS, en ces jours de souhaits, d'en faire un, c'est que les chrétiens de notre temps s'établissent en esprit de jeunesse et pour que, par eux, croisse la chrétienté — il n'y a que la jeunesse qui soit susceptible de croître —, qu'ils sachent appliquer leur apostolat au point de jeunesse du monde.

CHRISTIANUS.

# Réflexions sur l'esprit catholique

L'esprit catholique est un esprit d'union au Christ, dans l'Église et par l'Église. Dans l'Église, parce que c'est dans l'Église qu'on trouve la vie du Christ pleinement épanouie, et par l'Église, non seulement en se servant du ministère sacerdotal de l'Église comme de l'instrument nécessaire à la vie surnaturelle, mais en s'imprégnant de l'esprit de l'Église, par lequel se manifeste la direction de l'Esprit-Saint.

L'Église continue le Christ et le Christ se continue dans l'Église, dans un sens très précis, parce que le Christ continue à agir sur la terre de manière visible par l'Église ; et bien que les imperfections de ceux qui la composent se fassent sentir en elle de mille façons, l'action du Christ aussi se fait sentir en elle, et l'esprit catholique nous donne un certain sens spécial grâce auquel nous discernons ce qui est du Christ dans l'Église, et grâce auquel nous nous formons nous-mêmes à l'union au Christ par l'union à l'Église.

\*  
\* \*

L'Église est tout autre chose qu'une école de philosophie, et elle est plus qu'une société humaine ; elle est une société humaine, et, extérieurement, c'est à certains ca-

dres sociaux qu'elle se reconnaît; mais il y a plus en elle que ces cadres visibles, et les théologiens, pour en exprimer la richesse, ont dû distinguer l'Église visible et l'Église invisible.

L'Église, tout d'abord, est le Christ lui-même en tant qu'il vit dans les âmes; elle est aussi toutes les âmes dans lesquelles vit le Christ, et elle est la société hiérarchisée établie par le Christ et parlant en son nom; l'Église se retrouve ainsi dans toutes les activités des âmes unies au Christ, dans la mesure où ces activités correspondent à l'esprit du Christ.

Comme le Christ est un être vivant, l'Église est un organisme vivant qui se développe sous la poussée de son élan vital, qui n'attend pas pour vivre que les théoriciens l'aient défini et aient déterminé les conditions dans lesquelles ils lui permettent de vivre. L'Église a vécu dans les apôtres et les premiers chrétiens dès le temps même de la prédication évangélique; elle a vécu, elle a agi, elle a pratiqué la vie chrétienne et elle a prêché le Christ sans attendre que ses docteurs eussent résolu les difficultés théoriques ou même pratiques de la foi. Elle n'a pas attendu pour administrer les sacrements qu'on eût défini leur nature, leurs conditions de validité, ni même qu'on eût distingué parmi les rites ceux qui étaient sacramentaux et ceux qui ne l'étaient pas. Elle a vécu; les chrétiens ont vécu de sa vie; les raisonnements des docteurs sont venus par après.

Et ceci n'est pas du tout la défense d'un système; il n'y a pas de système là-dedans; c'est un simple fait. L'Église n'est pas comme cet homme d'État anglais qui déclarait au soir de sa carrière : « Si nous avons aussi bien réussi, c'est parce que nous n'avons jamais été logiques. » L'Église ne demande pas mieux que d'être logi-



que, et lorsque des docteurs proposent une explication rationnelle satisfaisante de n'importe lequel des aspects de sa vie, elle les accueille avec satisfaction et fierté; mais, en fait, elle a vécu et elle vit toujours avant de raisonner, parce que c'est ainsi que sont faits tous les êtres vivants.

On trouve donc dans l'Église un certain irrationnel. Je n'entends point par là de l'antirationnel, mais toute une série de choses qui, ne procédant pas de la raison raisonnante, n'en ont ni le système ni la raideur.

Si le développement de la doctrine procédait d'un travail systématique, on eût sans doute commencé par définir l'autorité dans l'Église; or ce point n'a été défini qu'en 1870; on eût ensuite défini l'inspiration des Écrivains; ce point n'est pas encore défini; car s'il est défini que les Écritures sont inspirées, il n'est pas défini en quoi consiste exactement cette inspiration.

Le développement de l'Église dans tous les domaines se fait donc selon un rythme tout à la fois continu et irrégulier, une sorte d'ondulation dont la direction ne varie pas, mais dont les courbes varient aussi bien en hauteur qu'en ampleur, ou comme une rivière dont les eaux, par moments, semblent immobilisées, tandis qu'à d'autres, elles se précipitent en cataractes, tournent en tourbillons ou glissent en rapides. Il faut se défier des théoriciens qui, après coup, veulent tout expliquer par des raisons logiques, du moins par une logique autre que celle de l'action.

Une des manifestations les plus claires de ce développement de l'Église se trouve dans le culte. La liturgie est comme un résidu de la vie de l'Église à tous les moments de son histoire. Ou, si le mot résidu manque de noblesse, disons une expression. Chaque siècle chrétien

y apporte sa note; le costume, les fêtes, les formules portent l'empreinte de tous les siècles qui les ont déposés dans les livres liturgiques; et le contraste même des époques confère une beauté poétique que n'ont pas les œuvres plus régulières qui résultent des systèmes. Mais cette irrégularité entraîne inévitablement des fautes de détail; il y a de bonnes époques et de mauvaises, des époques de goût et de fautes de goût; il y a des répétitions parfois fastidieuses et des obscurités; mais tout cela est profondément humain et souple.

Souple comme il faut l'être pour s'accorder à la diversité des hommes. Cette diversité, cette superposition de couches d'alluvions qui s'ajoutent de siècle en siècle sans se détruire finit par produire de l'éternel. Ce qui se dégage de cette diversité, c'est, en fin de compte, ce qui est commun à tous, l'humain, et le divin dans sa tonalité d'union à l'humain que le Christ lui a donnée.

Encore un exemple de la liturgie : la dévotion aux saints. L'Église ne supprime jamais un saint de son calendrier, mais elle en ajoute. D'âge en âge, de nouveaux saints attirent la piété des fidèles, et certaines dévotions fort en honneur à une époque passent ensuite à l'arrière-plan. Sainte Marie l'Égyptienne, saint Antoine ermite, sainte Catherine d'Alexandrie, qui étaient vénérés partout au moyen âge, sont presque oubliés des fidèles de nos jours, qui s'adressent à saint Antoine de Padoue, à saint Joseph, à sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Mais de toute la dévotion aux saints, avec ses changements d'objectifs, se dégage une image de plus en plus riche de la sainteté elle-même et de toutes les manières, diverses à l'infini, selon lesquelles la perfection du Christ se propose à notre imitation.

Il n'en est pas autrement du développement doctrinal

Lorsqu'on recherche de quelle manière l'Église a été amenée, au cours de l'histoire, à définir ses dogmes et à organiser sa discipline, on voit que c'est sous l'empire des nécessités vitales, sous l'influence des circonstances qui lui imposaient de porter son attention d'une façon plus spéciale, tantôt d'un côté et tantôt de l'autre. Elle a défini le dogme de l'Eucharistie et développé le culte de la sainte Hostie, à partir du XI<sup>e</sup> siècle, d'abord, en réaction contre l'hérésie de Bérenger, au XVI<sup>e</sup> siècle ensuite, en réaction contre le protestantisme. Chaque hérésie, chaque mouvement anticatholique provoque dans l'Église une réaction sur le point le plus immédiatement menacé et tourne ainsi à un développement doctrinal accompagné d'un développement vital. De nos jours encore, les doctrines libérales et socialistes ont amené l'Église à insister sur les exigences de la morale chrétienne en matière sociale, et la campagne de l'amour libre et du mal-éousianisme amène l'Église à mettre davantage à l'avant-plan de ses préoccupations la sainteté du mariage. Nous voyons se développer sous nos yeux, en réaction contre l'immoralité familiale du monde moderne, une mystique familiale chrétienne, un esprit de conquête de la perfection par le mariage, dont les siècles passés ne fournissent que quelques signes précurseurs.

Et il en est encore ainsi dans le développement des institutions ecclésiastiques. Les ordres religieux, par exemple, ne se sont pas développés selon un plan conçu à l'avance, mais au fur et à mesure des besoins ressentis par les âmes, et on a pu retrouver en chacun d'eux la marque de son temps : on a pu comparer l'abbaye bénédictine au grand domaine mérovingien, les traces de l'époque communale se retrouvent dans l'organisation démocratique des ordres mendiants, et celles de la monar-

chie absolue ou de la discipline militaire dans la Compagnie de Jésus.

\*  
\* \*

Le mobile qui domine toute la vie de l'Église n'est pas le goût de la science ou le désir d'une belle organisation, mais la charité, un amour dévorant pour les âmes, qui est l'amour même que le Christ leur porte. Et il ne faut pas chercher d'autre motif à ce primat de l'action sur la spéculation.

Si l'Église, dans la personne des apôtres, est partie de la conquête des âmes dès le lendemain de la Pentecôte, c'est par cette fièvre du salut des âmes qui les poussaient en avant. Si nous voulons comprendre l'Église, nous nous unir à elle, être de vrais catholiques, nous devons comprendre cela et nous imprégner de cet esprit.

L'action du Saint-Esprit se manifeste dans l'évolution de l'Église; l'histoire de l'Église, dans ses grandes lignes, est l'histoire de la manière dont l'Esprit de Dieu tire parti des événements de l'histoire, de la sainteté et des infidélités même des chrétiens, pour développer le royaume de Dieu en ce monde. Ce développement n'est pas, en ordre principal, un développement quantitatif, un accroissement du nombre des catholiques, mais un développement interne, un enrichissement continu de la vie et de la pensée chrétienne, un approfondissement croissant de la vie du Christ dans les hommes. Le développement de la doctrine sociale de l'Église et de la mystique du mariage en est un exemple actuel.

L'esprit catholique ouvre notre esprit à cette action divine. Il est fait avant tout d'amour pour l'Église, et d'amour dans l'Église.



4 Nous ne pouvons pas ne pas l'aimer plus que toute chose au monde, si nous savons d'une connaissance vivante qu'elle est l'Épouse du Christ, avec tout ce que ce mot évoque d'union étroite, ou encore qu'elle est la voix du Christ, sa main, son visage parmi nous.

5 Cet amour de l'Église nous donne le désir de la connaître et de nous unir à elle aussi étroitement que possible; pour cela, de nous imprégner de son esprit. Il nous rend dès lors docile vis-à-vis de l'Église, nous donnant le désir de discerner ce qui est la vraie tradition de l'Église, sans tenir compte de nos désirs, de nos goûts, de tout ce que nous pouvons tenir du milieu humain, du siècle où nous vivons. Il nous pousse à nourrir notre esprit aux sources que l'Église nous indique, ses docteurs, toute la tradition théologique, spirituelle, la tradition d'action où l'esprit de l'Église s'est exprimé au cours des siècles. Dans la mesure où nous nous formons ainsi au contact de l'Église, nous pouvons être nous-mêmes sans danger; l'expression de notre personnalité est catholique dans la mesure où nous le sommes de tout nous-mêmes.

6 C'est ce qui explique la hardiesse des saints; les grands fondateurs d'ordre, les grands réformateurs ont été des novateurs hardis; on en qualifie certains de révolutionnaires; et il y a place dans l'Église pour des révolutions, dans le domaine des méthodes d'action et de la réforme des abus, pour autant que ces révolutions soient dans la ligne de la charité du Christ et de la tradition.

7 Et l'esprit catholique est amour dans l'Église, c'est-à-dire que tout l'amour qui nous vient du Christ pour Dieu et pour nos frères se centre sur l'Église; notre soif du salut des hommes est une soif de les voir connaître et comprendre l'Église et entrer dans l'Église. Notre amour

s'ordonne ainsi dans l'Église et autour de l'Église; c'est à elle que tout revient; c'est sa grandeur à elle, sa santé, sa pureté qui nous rend possible de satisfaire l'amour que nous avons pour tous les hommes, l'amour même que nous avons pour Dieu, car l'amour divin nous porte à vouloir que Dieu soit loué, et Dieu est loué dans la mesure où son Église est pure.

\*  
\* \*

L'esprit catholique se heurte dans l'Église à plusieurs adversaires.

Il y a d'abord l'esprit naturel.

L'esprit du Christ est un esprit surnaturel. La charité chrétienne substitue à la prudence humaine une autre prudence plus haute, qui est, s'il faut en croire saint Paul, folie aux yeux du monde. La folie de la croix, la sagesse des béatitudes. La sagesse du Christ fait entrer en ligne de compte dans nos jugements les éléments surnaturels. Le Christ nous en a donné l'exemple dans sa Passion; les saints l'ont suivi; et il y a là quelque chose qu'on peut encore qualifier d'irrationnel, mais qui est en réalité suprarationnel.

Cette opposition entre la sagesse du Christ et la sagesse du monde éclate dans le passage suivant de l'Évangile : « En ce temps-là Jésus commença à découvrir à ses disciples qu'il fallait qu'il allât à Jérusalem, qu'il souffrît beaucoup de la part des anciens, des scribes et des princes des prêtres, qu'il fût mis à mort et qu'il ressuscitât le troisième jour. Pierre, le prenant à part, se mit à le reprendre en disant : « A Dieu ne plaise, Seigneur, « cela ne vous arrivera pas. » Mais Jésus, se retournant

Il dit : « Retire-toi de moi, Satan, tu m'es un scandale; car tu n'as pas l'intelligence des choses de Dieu; tu n'as que des pensées humaines » (Matthieu, xvi, 21-22).

Il faut reconnaître que Pierre, dans cet épisode, s'exprime comme nous nous serions tous exprimés, qu'il parle selon la sagesse humaine, qui ne comprendra jamais la mort volontaire de Jésus, ni tous les sacrifices, le luxe des sacrifices de ceux qui le suivent selon son esprit.

Parmi les chrétiens, et spécialement parmi ceux qui ont été élevés dans la foi depuis l'enfance, — et c'est la grande masse, de notre temps, — la foi chrétienne se concilie souvent avec une absence de goût pour ce qui est plus proprement chrétien dans le christianisme, c'est-à-dire précisément pour ce qui est proprement surnaturel, et pour l'héroïsme de la charité. Ils s'attachent de préférence à la sagesse naturelle que le christianisme oppose et consacre, religion naturelle, morale naturelle, prière, respect de la vie, des biens, du mariage, — et s'attachent, parfois sans s'en rendre compte eux-mêmes, à minimiser dans le christianisme tout ce qui est action et la grâce ou don de soi.

Ils ne nient pas la loi de charité, mais comme ils s'intéressent aux biens de la terre plus qu'à la charité du Christ, ils insistent sur la légitimité de tous les droits humains, ils portent toute leur réflexion sur cet humain, et à force de raisonner, ils arrivent, pratiquement, à sauter tout ce qui, dans le christianisme, dépasse la sagesse humaine.

Ils se croient chrétiens, parce qu'ils revêtent leur vie d'un manteau chrétien; leur prière, par exemple, se plie aux formes chrétiennes : ils vont à la messe; ils reçoivent les sacrements de l'Église; ils professent le *Credo* sans

émettre de contradictions. Mais ils ne voient pas que lorsqu'on professe que le Christ est mort pour nous, cela entraîne certaines conséquences pratiques qui doivent faire sentir dans nos rapports avec les autres hommes, tous, de quelque peuple ou de quelque classe sociale qu'ils soient, ou encore dans l'usage de nos biens.

Les questions relatives à nos rapports avec nos semblables, par exemple, aux rapports entre classes sociales ou aux rapports entre nations sont tellement compliquées, lorsqu'on veut justifier son égoïsme ou son orgueil, qu'on trouve toujours pour cela des raisons apparentes. Les religieuses de cette abbaye noble du XVII<sup>e</sup> siècle qui avaient chacune trois servantes à leur suite étaient sans doute parvenues à se donner une justification qui les satisfaisait, de même que nos catholiques contemporains, nationalistes ou usuriers.

Pour adopter, en ces matières, une solution vraiment chrétienne, il faut d'abord avoir l'esprit chrétien, et cet esprit chrétien nous fait aimer tous nos semblables. Dans la mesure où nous les aimons vraiment, nous éprouvons une répugnance pour les séparations de classes ou de nations; — je dis bien : pour les séparations, non pour le fait qu'il y ait des classes ou des nations, mais pour le fait qu'elles séparent les hommes. Dès lors, nous comprenons que nous ne pouvons, étant chrétiens, accepter les exclusivismes et les mépris, et nous réagissons contre eux. On est là sur un plan moral, très différent du plan social, mais se répercutant sur le social.

Il en est de même pour la disposition des biens. Si on est vraiment chrétien, on ne pourra accepter d'être riche quand il y a tant de misérables, sans faire tout ce qu'on peut pour que la fortune dont on dispose serve à diminuer la misère; et s'il existe un ordre social qui favori



la misère de certaines classes, on réagira contre cet ordre social. Celui qui a le sens chrétien voit que son attitude, en ces matières ne peut être la même que s'il n'était pas chrétien.

\*  
 \* \*

L'esprit naturel, qui dissout en quelque sorte la charité du Christ dans la sagesse humaine, produit dans l'Église un rationalisme chrétien dangereux à l'épanouissement de la vie chrétienne dans la mesure même où il paraît entièrement raisonnable.

Le danger de ce rationalisme chrétien n'épargne même pas les théologiens; il explique beaucoup d'hérésies qui veulent plier le Christ à la sagesse humaine; il explique, en morale, aussi bien certain laxisme que certain rigorisme; et il explique aussi que l'Église exige la sainteté de ceux qu'elle reconnaît comme ses docteurs. Celui qui a l'ambition de se faire l'interprète de la doctrine ou de la morale du Christ doit avant tout viser à être un saint, c'est-à-dire à être uni à l'Église, et au Christ dans l'Église, aussi étroitement et aussi intimement que possible.

\*  
 \* \*

Un certain évangélisme naïf, ou d'un littéralisme étroit, est d'ailleurs aussi en opposition avec l'esprit véritable de Jésus. On le trouve chez certains pacifistes qui condamnent à l'aveugle toute organisation nationale particulière ou toute défense, quelle qu'elle soit, d'intérêts collectifs, comme encore, dans une tendance à repousser ce qu'il y a de plus légitime dans la propriété privée ou

dans la distinction des classes. Je dis distinction des classes, non séparation : on entend la nuance. Le sens chrétien véritable ne se trouve que par une imprégnation du Christ et de son Église dans toute notre pensée et toute notre vie.

\*  
\* \*

Il faut donc se défier d'un certain cérébralisme religieux qui s'enthousiasme intellectuellement de la foi chrétienne sans éprouver un désir égal de s'unir au Christ par la sainteté de vie.

Notre temps a connu un exemple de ce cérébralisme poussé jusqu'à l'extrême dans M. Maurras, qui se déclarait enthousiaste de tout le catholicisme, défendait l'Église et toutes les positions de l'Église, se proclamant lui-même apologiste du dehors, mais déclarait ne pouvoir adhérer à la foi, parce que les preuves de l'existence de Dieu ne le satisfaisaient pas. Et on s'est aperçu, un jour, que les catholiques qu'il entraînait à sa suite perdaient le sens chrétien.

On retrouve le même phénomène chez des penseurs comme Joseph de Maistre, qui se donnent pour des défenseurs de la foi, mais dont la pensée s'écarte sur tant de points de la tradition catholique. Ou même chez Bossuet, nourri des Pères cependant et qui en a traduit la pensée dans une langue magnifique, mais qui s'écarte de la tradition de l'Église lorsqu'il veut tirer la politique de l'Écriture Sainte ou lorsqu'il rédige des articles sur les libertés de l'Église gallicane, parce que son union à la tradition catholique cède lorsqu'elle devrait l'amener à s'opposer à son prince.

Par contre, on a pu écrire de la pensée de saint Tho-

mas qu'elle a été la seule tentative de modernisme qui ait réussi dans l'Église. C'est dire que saint Thomas était un esprit hardiment novateur. Mais il était, lui, tellement imprégné de l'esprit de l'Église que celle-ci a reconnu dans ce « modernisme » l'expression la plus achevée de sa tradition et a proclamé son auteur son *doctor communis*, le docteur qu'elle invite à prendre comme point de départ de toute spéculation nouvelle.

\*  
 \* \*

Un autre adversaire de l'esprit catholique est la routine.

La routine est une forme de paresse qui amène à s'attacher à des habitudes, non pour les motifs qui les ont justifiées quand on les a prises, mais pour elles-mêmes, par facilité.

La vie chrétienne et le développement de l'Église amènent la formation d'usages et d'institutions, dont les uns correspondent à des exigences permanentes de la vie de l'Église, d'autres à des exigences passagères, dont d'autres enfin sont des abus. Quand l'Église veut modifier des usages ou des institutions qui ont perdu leur raison d'être, quand elle veut corriger des abus, elle se heurte toujours à la routine.

La routine ne réfléchit pas à la raison des usages; elle les respecte parce qu'ils existent, et les respecte tous, sans aucune distinction, car, pour distinguer, il faudrait réfléchir. Et la routine ne distingue pas l'essentiel de l'accessoire; elle s'attache simplement à faire comme on a fait jusque-là.

A la routine s'oppose un esprit novateur inconsideré

qui se plaît aux bouleversements et qui croit faire preuve de liberté d'esprit en changeant pour changer.

L'esprit catholique est entre ces extrêmes; il s'attache à la tradition de l'Église, qui est continue et dans laquelle on trouve donc une permanence; mais il distingue cette tradition des habitudes adventices d'importance secondaire, qui peuvent disparaître lorsque les causes qui les ont fait naître disparaissent. A mesure que l'esprit catholique se développe, il dissout la routine; à mesure que l'esprit catholique diminue dans un pays, ou même dans l'ensemble de l'Église, à une époque donnée, la routine s'étend, l'Église se fige et le visage du Christ s'efface.

Tous les réformateurs ont eu à lutter contre cet esprit de routine; chaque fois qu'un saint a voulu fonder une œuvre hardie, il a été combattu par la routine qui prétendait être la tradition; chaque fois que l'Église veut corriger un abus, elle se heurte aux habitudes prises. « Nous n'avons jamais fait comme cela »; ou : « Nous avons toujours vu faire ainsi » est, pour le chrétien simplement d'habitudes, l'argument décisif.

La liberté d'esprit n'est sans danger qu'à la condition d'être profondément imprégnée de l'esprit de l'Église; le sens catholique qu'on acquiert ainsi donne un instinct conforme à la tradition catholique, des réactions proprement catholiques. Il y a pas d'autre moyen d'être sûr de se développer dans la ligne de l'Église; toute la science du monde n'y peut suffire.

\*  
\*\*

En conclusion de ces réflexions, on s'aperçoit que l'É-



se a un immense besoin de littérature catholique, littérature de l'écrit et de l'image, images mobiles et immobiles.

Seuls des intellectuels d'un niveau assez élevé sont capables de se former à l'esprit catholique au contact direct des grands docteurs. La masse ne peut communier avec leur esprit que par des adaptations en langage moderne à l'esprit moderne. C'est le rôle de la presse, du périodique, du livre, du cinéma. Il y a là un immense travail à fournir, et ce travail suppose l'esprit catholique chez ceux qui l'exécutent.

Le même problème se pose pour l'enseignement religieux qui doit adapter la tradition aux esprits qui le reçoivent.

C'est peut-être le premier besoin de l'Église à notre époque que de disposer d'un certain nombre de catholiques assez entièrement catholiques pour pouvoir en quelque sorte penser sans se préoccuper d'être orthodoxes, assez profondément unis à l'Église, assez profondément imprégnés de sa tradition pour s'adapter aux exigences du temps et à ses exigences de forme comme à ses exigences de pensée, sans pouvoir réagir autrement que dans la ligne de la tradition catholique. Ceux-là pourraient sans danger présenter le Christ et l'Église à leur manière au monde moderne, comme saint Thomas l'a fait pour son temps.

Mais il n'y a pas que la formation intellectuelle, car la formation intellectuelle, c'est du cérébralisme. On ne devient entièrement catholique qu'en s'unissant étroitement à l'Église dans sa vie.

On s'unit à la vie de l'Église dans sa liturgie; on s'unit en s'associant à son activité, en se mettant à son service dans ses œuvres; et il faut pour cela que les bar-

rières entre clergé et laïcs, si rigides pendant les derniers siècles, s'abaissent, qu'il y ait collaboration et confiance de l'un à l'autre. C'est avant tout le rôle de l'Action catholique, qui développe un esprit nouveau de collaboration et d'action proprement religieuse chez l'élite des fidèles.

Et, enfin, on ne développe pas le sens catholique sans développer l'amour, l'amour tout pur du Christ qui conduit à l'Église.

Bruxelles, janvier 1938.

JACQUES LECLERCQ.

## NOTES ET RÉFLEXIONS

### La persécution religieuse dans le troisième Reich

*Vogliamo chiamare le cose col loro nome. Nella Germania c'è infatti la persecuzione religiosa. Da molto tempo si va dicendo, si va facendo credere che la persecuzione non c'è : sappiamo invece che c'è, e grave ; anzi, poche volte v'è stata una persecuzione così grave, così temibile, così penosa ; e sì triste nei suoi effetti più profondi. E' una persecuzione alla quale non mancano nè il prevalere della forza, nè la pressione della minaccia, nè i raggiri dell'astuzia e della fizione.*

(S. S. Pie XI, dans l'allocution de Noël.)

#### I

#### LES PAROLES DU SOUVERAIN PONTIFE

Les graves paroles prononcées par le Saint-Père dans son allocution de Noël ne supportent plus désormais d'équivoque. « Notre protestation ne saurait être ni plus explicite ni plus solennelle devant le monde entier », a-t-il dit lui-même. Non seulement rien n'est retiré de ce qui a été dit dans l'encyclique *Mit brennender Sorge*, mais il ne peut plus y avoir aucun doute sur ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne : ce n'est ni un simple conflit entre l'État et l'Église, ni la violation permanente

d'un traité, ni une lutte entre le christianisme et le paganisme, mais bien une *persécution*. Huit fois le Pape a prononcé ce mot dont il avait évité l'usage dans son encyclique. « *La persécution, dit le Souverain Pontife, est si grave, si terrible, si pénible et si triste dans ses effets, les plus profonds.* » « *C'est une persécution à laquelle ne font défaut ni l'usage de la force, ni la pression de la menace, ni les embûches de l'astuce et du mensonge.* » Sa Sainteté a voulu maintenant appeler les choses par leur véritable nom, afin qu'au moins on ne puisse appliquer au Pape le mot de l'historien classique : *Vera etiam rerum perdidimus nomina.*

Dans sa réponse aux vœux des cardinaux et des prélats romains, Pie XI a prononcé une autre parole, une parole « de principe et de haute protestation ». Il n'est pas vrai que l'Église fasse de la politique et que les mesures de persécution des maîtres du Troisième Reich ne soient que des actes de défense contre les ingérences de l'Église dans le domaine politique. Le Pape rappelle que le Christ lui-même a été livré à Ponce Pilate sous l'accusation de fauteur politique, d'usurpateur, de conspirateur contre l'autorité, d'ennemi de César.

Le Pape repousse d'avance les accusations ridicules qui ne manqueront pas de le prétendre « mal informé ». Non seulement, « lorsqu'il parle de choses si graves et qui touchent de si près à ses responsabilités, le Vicaire du Christ ne peut pas ne pas être bien informé », mais le Saint-Père a toujours apporté aux choses d'Allemagne un intérêt personnel tout particulier.

■  
En Allemagne, à peu près tout le monde le sait, et on l'a aussi souvent répété ailleurs, parfois avec bruit, que le Pape a été et est toujours un grand ami de l'Allemagne. Nous avons connu peu de pays aussi bien que l'Allemagne, où Nous avons vu surtout ce qu'il y a de plus exquis et de plus représentatif pour le savoir, l'esprit, la culture et les hautes études. Ceux d'entre les Allemands que Nous avons admirés sont légion, non seulement parce qu'ils sont venus ici en pèlerins, mais parce que Nous les avons connus



chez eux : dans leurs maisons, dans leurs bibliothèques, dans leurs grands instituts, dans leurs grandes villes. Il est d'autant plus douloureux pour le Souverain Pontife d'avoir à dénoncer ce qu'on commet dans ce pays contre la Vérité...

Ajoutons que le Pape lit et parle couramment la langue allemande, et que son Secrétaire d'État, le Cardinal Pacelli, a passé une partie de la guerre et un long temps après la guerre à Munich et Berlin, où il fut accrédité, de 1917 à 1929, comme Nonce Apostolique. Le Cardinal-Secrétaire d'État connaît l'Allemagne mieux que tout autre pays au monde. On peut donc affirmer que depuis des siècles le Saint-Siège n'a jamais été aussi qualifié que de nos jours pour juger avec justice et équité les choses d'Allemagne.

### L'ATTITUDE DU SAINT-SIÈGE

ENVERS L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE, DE 1933 A 1938

Il est peut-être utile de récapituler quelle a été l'attitude du Saint-Père à l'égard du national-socialisme, de 1933 jusqu'à nos jours. Nous utilisons en partie la chronique des *Deutsche Briefe* de Lucerne (Éditions Ligator-Verlag).

1933. Immédiatement après la signature du Concordat, M. von Papen, vice-chancelier du Reich, se rend à l'abbaye bénédictine de *Maria-Laach*, où l'Association des Universitaires Catholiques (*Katholischer Akademiker-verband*) tient son congrès. Il déclare que « le Pape, en considération de la lutte du national-socialisme contre le bolchevisme et le mouvement des sans-Dieu, s'est déclaré prêt à soutenir le mouvement national-socialiste ».

Dans son numéro du 26-27 juillet, l'*Osservatore Romano* précise que la conclusion du Concordat ne signi-

fait aucunement une approbation de la forme du gouvernement hitlérien ou même une reconnaissance de certaines doctrines ou opinions politiques du national-socialisme.

Le lendemain, le docteur Goebbels contraint tous journaux allemands, sans excepter les journaux catholiques, à prendre position contre l'article de l'organe du Saint-Siège.

L'an 1933 fut riche en innovations dangereuses (loi de stérilisation, premières arrestations de prêtres, dissolution d'œuvres catholiques, suppression de journaux, incidents du Munich à l'occasion du congrès du *Gesellenverein*, dissolution des syndicats chrétiens); mais l'allocution de Noël du Saint-Père témoigna cependant de la volonté de ne pas intervenir par des critiques prématurées. Le Saint-Père rappela que l'Église condamne la stérilisation, mais refusa d'en dire davantage sur les événements d'Allemagne.

Les choses étant ce qu'elles sont, au milieu des incertitudes, de la méfiance et des négociations infructueuses qui semblent être la réalité de vains essais, il nous faut donner cette réponse faite un jour par un grand banquier que l'on interrogeait sur la situation financière. On lui demandait son jugement. « Mon jugement répondit-il, je ne puis me former un jugement. » — « Alors, donnez-moi votre opinion! » — « Je n'ai pas d'opinion à exprimer. » — « Alors, au moins vos pensées! » — « Je ne pense rien de tout. » — « N'avez-vous donc rien à faire remarquer? » — « Je ne peux que dire mon impression, et cette impression, dont je ne connais pas tous les motifs, est que personne ne sait rien de certain. » C'est peu, mais c'est net, et c'est tout ce que le Saint-Père peut dire aujourd'hui.

(Cité d'après *Ecclesiastica*, Fribourg-en-Suisse)

Le Pape finit par un appel pressant et plusieurs fois répété à la prière.

1934. Mgr Klens, aumônier général de l'Association

des Jeunes Filles Catholiques et président de la Confédération des associations de jeunesse catholiques, reçoit du Souverain Pontife une lettre écrite de sa propre main en disant :

Malgré toutes les difficultés à travers lesquelles la Providence vous conduit, et à l'encontre d'une propagande qui agit par des invites et des pressions en faveur d'une nouvelle conception de vie s'éloignant du Christ et ramenant au paganisme, vous avez tenu votre serment d'amour et de fidélité au Sauveur et à l'Église. Nous connaissons par nos soucis de pasteur la situation des jeunesses allemandes, et nous savons que c'est aussi le grand souci de vos évêques. *Que vos associations sachent que votre cause est aussi la nôtre.* Nous vous garderons paternellement sous l'emblème de la croix qui brille sur vos bannières...

Recevant, le 5 avril, un pèlerinage de jeunes catholiques allemands, le Saint-Père prononce une allocution en langue allemande, où il dit :

Nous savons combien l'heure est grave et pénible pour vous, pour l'Allemagne catholique et pour les jeunes catholiques. Tous les jours nous recevons des nouvelles, et malheureusement pas de bonnes nouvelles... Il ne dépend pas du Pape que l'autre partie accomplisse son devoir fixé par un traité, mais il est extrêmement douloureux de voir que, tandis que les chefs responsables négocient, d'autres maltraitent ce qui est le plus cher au cœur du Pape... *Recevez Notre bénédiction pour tout ce que vous avez déjà souffert et pour tout ce que vous allez encore souffrir... Nous dirons et défendrons la vérité, coûte que coûte...*

L'année 1934 est l'année des mesures de police contre la jeunesse catholique, de la propagande en faveur du *Mythe du Vingtième Siècle*, de la prohibition de la lettre pastorale par la police et des massacres du 30 juin, où plusieurs dirigeants catholiques sont assassinés par les nazis.

1935. Le 6 mai, le Pape parle à un groupe de pèlerins allemands et dit :

Tout est tenté pour détruire la vie chrétienne et catholique en Allemagne... Presque tous les jours, nous recevons des nouvelles disant que les fidèles catholiques en Allemagne sont persécutés, entravés dans l'exercice de leur foi. Non seulement les fidèles, mais aussi les prêtres et les évêques sont exposés à ces persécutions. C'est vouloir, au nom d'un prétendu « christianisme positif », aliéner l'Allemagne à la foi chrétienne et la mener vers un paganisme barbare.

Les paroles du Souverain Pontife, on le voit, deviennent de plus en plus graves et énergiques.

1936. A l'ouverture de l'Exposition Internationale de la Presse Catholique, le Saint-Père constate que deux grands pays sont absents : la Russie et l'Allemagne.

Le second absent est l'Allemagne parce qu'on y combat, à l'encontre de toute justice et vérité, l'existence d'une presse catholique à l'aide de confusions artificielles et volontaires entre la politique et la religion...

Dans son allocution aux réfugiés d'Espagne, le Souverain Pontife fait allusion à la déchristianisation de l'Allemagne :

Il est bien clair que l'unique et véritable obstacle à la triste mission des forces de haine, de subversion et de destruction, c'est la doctrine chrétienne, c'est la pratique cohérente de la vie chrétienne, telle qu'elle est enseignée par la religion et par l'Eglise catholiques. C'est dire, d'une manière certaine et évidente, que là où l'on combat l'Eglise et la religion catholique et sa bienfaisante influence sur l'individu, sur la famille, sur les masses, on combat en union avec les forces subversives, en leur faveur et pour le même désastreux résultat. *C'est dire encore que là où, par des procédés insidieux ou violents, selon le cas, par des distinctions factices et non sincères entre religion catholique et religion politique, on oppose des difficultés, des obstacles et des empêchements à l'exercice*

*tier développement de l'influence de la religion et de l'Église catholiques, selon le divin mandat qui l'autorise, on favorise et on facilite, dans cette même proportion, l'influence de l'œuvre délétère des forces subversives.*

Enfin, dans son message de Noël, le Saint-Père fait le procès du national-socialisme dans les termes suivants :

Parmi ceux, toutefois, qui affirment être les défenseurs de l'ordre contre les forces subversives, de la civilisation contre les débordements du communisme, et qui vont même jusqu'à s'arroger la primauté sur ce terrain, nous en voyons avec douleur un grand nombre qui, dans le choix des moyens et dans le discernement même de leurs adversaires, se laissent dominer et guider par des idées fausses et funestes... Idées fausses et funestes, car qui cherche à diminuer ou à éteindre dans le cœur des hommes, et spécialement de la jeunesse, la foi au Christ et à la révélation divine, qui ose représenter l'Église du Christ, dépositaire des divines promesses et éducatrice des peuples de par sa mission divine, comme ennemie déclarée de la prospérité et du progrès de la nation, non seulement n'est pas artisan d'un heureux avenir pour l'humanité et son propre pays, mais détruit les moyens de défense les plus efficaces et les plus décisifs qui soient contre les maux redoutés, et collabore, sans en avoir même conscience, avec ceux qu'il se flatte et qu'il se fait gloire de combattre.

La réponse de la propagande naziste fut : « Le Vatican fraternise avec le Kremlin. »

L'année 1936 est l'année de l'extermination de la jeunesse catholique, sous prétexte d'antibolchevisme, et de la première campagne de grande envergure contre le clergé.

1937. Après tant d'avertissements, tant d'essais de négociations, tant de protestations discrètes par la voie diplomatique, le temps est venu désormais d'une parole solennelle de constatation et de condamnation. L'encyclique *Mit brennender Sorge* est rédigée sur un ton modéré, mais qui n'en souligne que plus fortement la gra-



tivité. Elle fait cependant allusion aux petites chances d'amélioration, et si les responsables du Troisième Reich avaient montré des intentions sérieuses de revenir au respect du Concordat et au respect des principes fondamentaux du christianisme, le Pape n'aurait certainement pas hésité à les en féliciter dans une forme telle que la réconciliation entre l'État et l'Église en eût été facilitée. Mais il n'en fut rien.

Au cours de six ou sept allocutions adressées à des pèlerins allemands, Pie XI revint sur le triste sujet des persécutions allemandes. Le message de Noël, dont les termes sont particulièrement graves, n'est donc que la constatation finale d'un mal que le Pape voyait depuis longtemps, mais dont il espérait toujours et malgré tout la guérison.

### LES ÉVÊQUES « POLITICIENS »

Voyons ce que peut contenir de vrai cette allégation des nazis qu'il n'y aurait aucunement persécution religieuse, mais seulement liquidation des activités politiques du clergé et de l'épiscopat. Les évêques allemands ont-ils fait de la politique? Peut-être, mais alors reconnaissons qu'elle fut plutôt en faveur des nazis. Les évêques — et cela n'est pas seulement vrai pour l'Allemagne — préfèrent presque toujours un excès de confiance et de loyauté envers le pouvoir établi; s'il y a un doute, ils aiment en faire bénéficier l'autorité d'État. Peut-être y avait-il quelque illusion dans cet excès de confiance et de loyauté envers le régime de Weimar, — mais ce fut bien tout de même le régime le plus favorable à l'Église qui ait jamais existé en Allemagne depuis les jours de Martin Luther. On ne peut nier, cependant, que, sous le régime hitlérien, les évêques ont fait le possible et même l'impossible pour démontrer leur loyauté envers l'État nouveau. En 1936, par exemple, ils ont

conseillé officiellement aux catholiques de voter pour les listes nazistes dans cette comédie qui s'appela l'élection du *Reischstag*. Les évêques recommandèrent de voter pour des listes où figuraient les Rosenberg, les Schirach et tous les autres persécuteurs. Ils le faisaient parce que l'État leur disait que c'était un devoir patriotique et que le refus de le faire signifiait une prise de position contre l'État. Sous le régime weimarien, les évêques n'ont jamais donné de mot d'ordre pour les élections au *Reichstag*, abstraction faite des avertissements contre les partis ouvertement hostiles à l'Église; sous le régime hitlérien, au contraire, ils ont recommandé de voter pour les candidats nazis. Est-ce de la politique? Quand Hitler déchira le traité de Locarno et envoya ses troupes occuper la zone démilitarisée, les évêques de l'Ouest lui envoyèrent des télégrammes de félicitation. On leur disait que c'était un devoir patriotique, bien qu'ils n'ignorassent pas que ceux qui se plaignent de la violation d'un traité n'améliorent pas leur position en semblant approuver la violation d'autres traités. Après la mort de Hindenburg, les évêques recommandèrent aux catholiques de voter pour Hitler comme chef d'État. Était-ce de la politique? Avant le plébiscite de la Sarre, les évêques ne donnèrent pas seulement le mot d'ordre de voter pour le retour à l'Allemagne, mais ils interdirent formellement aux prêtres qui étaient moins optimistes pour l'avenir (plus de soixante prêtres étaient présents à la réunion de fondation du *Volksbund* antihitlérien) de prendre la parole dans des réunions publiques. Même après les plus graves crimes des nazis, les évêques firent toutes leurs démarches d'une façon si discrète qu'elles demeurèrent toujours inconnues du peuple allemand. Ils n'ont pas dit un seul mot en public au sujet des massacres du 30 juin, des camps de concentration, etc. En face des déclarations fanfaronnantes des nazis sur Hitler défenseur du monde occidental contre le bolchevisme, les évêques allèrent, dans leur lettre pastorale de 1935, jus-

qu'à prendre cette affirmation naziste au sérieux et féliciter le *Führer* de sa campagne anticomuniste. Pour éviter toutes difficultés sur ce point, ils s'abstenaient même de faire certaines réserves sur la façon dont on combat le communisme en Allemagne. Depuis 1933, par exemple, plus de soixante anciens parlementaires communistes et socialistes ont été assassinés par les nazis, torturés à mort dans les camps de concentration, « tués dans la fuite », « suicidés » dans des conditions peu douteuses, etc.; des milliers d'autres sont devenus les victimes des mêmes méthodes. Pour les catholiques, la lutte, d'une part, contre l'erreur, la charité et la justice; d'autre part, envers les hommes qui suivent ou même propagent cette erreur ou qui en sont même les propagandistes, doivent s'allier l'une à l'autre. Nous savons par de nombreux exemples que les prêtres allemands n'ont point oublié. Mais les évêques n'en ont rien dit dans leurs messages officiels, afin de ne pas donner le moindre prétexte aux nazis de mettre leur patriotisme en doute. Leur prudence a été vaine. Tous les jours, la presse brune les accuse d'être des alliés de Moscou.

*Les évêques allemands n'ont pris position contre les nazis que là où la religion et l'Église étaient immédiatement en jeu.* Ils ont protesté contre la suppression des écoles catholiques, de la presse catholique, des œuvres de jeunesse catholiques, contre les lois de stérilisation, contre la propagation officielle d'idées antichrétiennes, contre la censure exercée sur les sermons et les lettres pastorales, même sur les messages du Saint-Père, contre les injustices dont les fonctionnaires catholiques étaient les victimes, etc. Était-ce de la politique?

Depuis l'avènement de Hitler au pouvoir, les évêques allemands ont fait preuve de beaucoup de bonne foi et de bonne volonté envers le nouveau régime. Quelques-uns sont allés jusqu'à prédire au christianisme le plus bel avenir en Allemagne nazie. Si d'autres ont eu plus de retenue, ils avaient leurs bonnes raisons. Le Cardinal

Faulhaber, par exemple, qui, à Munich, avait eu l'occasion d'observer le national-socialisme à partir de sa naissance et de son enfance, était un peu sceptique. Mais il aurait été heureux de voir ses craintes démenties par les faits. Il a toujours limité ses interventions à la défense de la foi chrétienne et des droits de l'Église.

Les nazis reprochent aux évêques de fomenter une agitation « antiallemande » en différents pays, en livrant des documents à la presse étrangère. Ce n'est pas vrai. Or les évêques ont, au contraire, fait de multiples efforts pour empêcher à l'étranger les campagnes de presse sur les persécutions allemandes. Mgr Groeber, archevêque de Fribourg-en-Brisgau, rendit personnellement visite aux directeurs de plusieurs journaux catholiques étrangers (paraissant en langue allemande) afin de leur demander de ne rien écrire sur la lutte religieuse d'outre-Rhin. Les négociations en cours, disait-il, ne tarderaient pas à supprimer le malaise et les nombreux incidents, tandis que les articles de la presse étrangère ne pouvaient qu'envenimer les choses. L'archevêque n'en reçut des nazis aucune reconnaissance. Dans son archidiocèse, les persécuteurs continuèrent plus que jamais leur triste besogne, et commencèrent même une odieuse campagne de diffamation contre l'archevêque, blessante non seulement pour son patriotisme, mais aussi pour son honneur personnel.

Non, les évêques n'ont pas facilité l'information de l'étranger. Naguère un de mes amis, un prêtre fort connu à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne, rendit visite à un archevêque. On s'entretint des persécutions, et le prêtre suggéra de laisser venir certains faits et certains documents à la connaissance de la presse catholique de l'étranger. Il se heurta, de la part de l'archevêque, à un refus catégorique et indigné. Même les nouvelles de l'*Osservatore Romano* ne lui viennent pas des évêques, mais de son correspondant particulier à Zurich. Il est très rare que le journal du Vatican pu-

blie le texte intégral d'une lettre pastorale ou d'un sermon d'évêque. Dans ces cas, les textes viennent probablement des archives du Cardinal-Secrétaire d'État.

Il n'est d'ailleurs pas besoin de chercher si loin : les meilleures informations sur la persécution allemande viennent de la presse naziste. Un seul numéro de *Das Schwarze Korps* nous en apprend plus sur l'atmosphère empoisonnée dans laquelle les catholiques allemands ont à vivre que tout un volume de *Greuelmeldungen*.

(A suivre.)

KURT TÜRMER.



## DOCUMENTS

### La pensée religieuse de Mme Tchang Kai Chek

*A plusieurs reprises, Mme Tchang Kai Chek, femme du généralissime et dictateur de fait de la Chine, a donné à un poste de radio des Missions protestantes à Shanghai des conférences religieuses qui produisirent une profonde impression. Ces conférences témoignent d'un très grand esprit religieux. Quelque réserve que l'on puisse apporter sur certains passages de ce témoignage d'origine protestante, il nous a paru bon de traduire de l'anglais l'une de ces conférences radiophoniques, publiée il y a quelques années à Shanghai sous le titre : My religion. PAUL CATRICE.*

Je ne suis pas de nature une personne religieuse. Au moins pas au sens ordinaire de cette expression. Je n'ai pas une nature mystique. Je suis un esprit pratique. Les choses mondaines m'intéressent beaucoup, peut-être trop. Les choses mondaines, mais non les choses matérielles. J'apprécie davantage un beau vase que de coûteux bijoux. Je suis plus troublée quand je traverse les quartiers populeux et malpropres des villes de l'intérieur que je le suis par les incertitudes d'un vol d'aviation presque sans visibilité, comme je l'ai expérimenté l'autre jour avec mon mari. Un danger personnel ne me fait pas peur. Mais je me préoccupe de l'éducation donnée dans les écoles que j'ai fondées pour les enfants des héros de la Révolution et aussi du milieu dans lequel ces enfants vont retourner, de leur manière de vivre.

Je suis, en outre, plus ou moins sceptique. J'étais portée à croire que la Foi, la Croyance, l'Immortalité étaient choses plus ou moins imaginaires. Je croyais au monde visible, mais non au monde invisible. Je ne pouvais accepter des choses simplement parce qu'elles avaient toujours été acceptées. En d'autres termes, une religion bonne seulement pour mes parents ne me paraissait pas nécessairement me convenir. Et je ne puis croire encore en une religion assimilée à l'avance en choses agréables et enrobées de sucre.

Ma mère vivait très près de Dieu. Je reconnaissais quelque chose de grand en elle. Et je pense que ma première éducation

m'a beaucoup influencée, bien que, alors, je me rebellais plus ou moins. J'ai dû souvent peiner ma mère chérie lorsque je trouvais ennuyeuses les prières familiales et que souvent je me trouvais alors assez assoiffée pour m'échapper de la chambre. Tout comme mes frères et sœurs. Je suis toujours allée à l'église, mais je hais les longs sermons. Aujourd'hui, je comprends que cette habitude d'aller à l'église m'a donné quelque chose, une sorte de stabilité, dont je suis reconnaissante à mes parents.

Ma mère n'était pas sentimentale. A beaucoup de points de vue, elle était spartiate. Mais une de mes plus fortes impressions d'enfance est celle de ma mère se rendant pour prier à sa chambre du troisième étage. Elle passait des heures en prière, souvent commençant avant l'aube. Quand nous demandions son avis sur quelque chose, elle disait : « Je vais d'abord demander à Dieu. » Et nous ne pouvions pas la presser. Demander à Dieu, ce n'était pas passer cinq minutes pour le prier de bénir son enfant et d'accorder la demande. Cela signifiait se tenir en présence de Dieu jusqu'à ce qu'elle sentît son inspiration. Et je puis dire que chaque fois que mère priait et consultait Dieu pour prendre une décision, l'entreprise tournait invariablement bien.

C'est peut-être pourquoi je pense parfois que j'ai progressé spirituellement parce que mère m'a été enlevée. Ou, pour être tout à fait juste, je pense parfois que peut-être Dieu a enlevé mère à ses enfants pour que nous puissions progresser. Aussi longtemps que mère vécut, j'ai eu l'impression que, quoi que je fasse ou aille faire, mère prierait pour moi. Bien qu'elle répétait qu'elle n'était pas notre intercesseur, que nous devons prier nous-mêmes, j'ai pourtant la certitude que beaucoup de ses longues heures de prière passaient en supplications pour nous. C'est peut-être parce que la religion est associée dans mon esprit avec une telle mère que je n'ai jamais été capable de m'en séparer complètement.

Avant de quitter ce sujet de la prière, je voudrais vous dire une leçon que j'appris de ma mère. C'était peu avant sa mort. Elle était malade et ne pouvait déjà plus quitter son lit. Le Japon avait commencé à menacer la Mandchourie. Nous cachions la plupart de ces nouvelles à mère. Un jour je lui parlais de l'imminente menace japonaise et je criais soudain, dans l'irrésistible violence de mon sentiment : Mère, vous êtes si puissante par la prière. Pourquoi ne demandez-vous pas à Dieu d'anéantir le Japon par un tremblement de terre ou quelque fléau de ce genre ? Elle détourna un moment son visage, puis, avec gravité,

elle me dit : Quand vous priez ou que vous me demandez de prier, n'insultez pas l'intelligence de Dieu en Lui demandant de faire quelque chose qui serait indigne même de vous, simple mortelle.

Cette remarque me fit une profonde impression. Et aujourd'hui je puis prier pour les Japonais, sachant qu'il y en a beaucoup qui, comme Kagawa (1), souffrent de ce que leur pays fait à la Chine.

\*  
\*\*

Durant les sept dernières années, j'ai beaucoup souffert. J'ai éprouvé de grandes tristesses à cause de la situation chaotique de la Chine, de la perte de nos plus riches provinces, de la mort de ma sainte mère, des inondations, de la famine, des intrigues de ceux qui auraient dû aider à l'unité du pays. Tous ces événements m'ont fait voir ma propre insuffisance; plus encore toute l'insuffisance humaine. S'efforcer de faire quelque chose pour le pays, c'est comme vouloir éteindre un grand incendie avec un verre d'eau. En considérant l'histoire, je commençais à saisir le néant de la vie. Parfois, je voudrais me dire à moi-même, mais jamais à mon mari : Même si nous arrivions à organiser un pays fort et uni, à quoi cela importe-t-il dans l'ensemble du monde ? Un pays peut décliner aussi sûrement qu'il peut monter à l'horizon.

Durant ces années de ma vie, j'ai traversé trois phases au point de vue religieux. Ç'a d'abord été un enthousiasme patriotique délirant, un désir passionné de faire quelque chose pour mon pays. Je voulais travailler sans cesse avec mon mari pour rendre la Chine forte. J'avais les meilleures intentions. Mais quelque chose me faisait défaut ; je n'avais rien sur quoi m'appuyer et j'étais livrée à moi-même.

Puis vint la seconde phase : après tous les événements survenus, j'étais plongée dans un sombre désespoir. Une terrible dépression s'abattait sur moi : désespoir spirituel, vide, tristesse. L'obscurité fut la plus grande au moment de la mort de ma mère : des envahisseurs dans le Nord; des luttes politiques dans le Sud; famine au Nord-Est; inondations menaçant les millions d'habitants de la vallée du Yang-tzé. Et ma mère chérie m'était enlevée. Qu'est-ce qui me restait ?

(1) Apôtre protestant japonais.

Alors je compris que, spirituellement, je manquais à mon maître. L'influence de ma mère sur le Général a été étonnante. Sa propre mère était une bouddhiste pieuse. C'est l'influence de ma mère et son exemple qui le décidèrent à devenir chrétien. Très honnête pour ne promettre que juste le nécessaire à son consentement à notre mariage, il avait promis à ma mère d'étudier le Christianisme et de lire la Bible. Et soudain je compris qu'il tenait sa promesse, même après la mort de ma mère, mais qu'il n'avait beaucoup de choses qu'il ne comprenait pas. Je devais le guider dans sa lecture quotidienne de l'Ancien Testament, car sans explication, elle ne lui était que d'un faible secours.

Je commençais à voir que ce que je faisais pour lui, en vue du salut du pays, ne suffisait pas à le satisfaire. Je le dirigeais vers un mirage alors que je connaissais l'oasis. C'est cette pensée et le sentiment de la faiblesse humaine qui me ramena au Dieu de ma mère. Je connus qu'il y avait là une puissance plus grande que moi-même. Je connus que Dieu était là. Mais ma mère n'était plus là pour prier pour moi. Il me semblait que je m'élevais spirituellement en aidant le Général.

C'est alors que commença ma troisième étape : je désirais faire non plus ma volonté, mais celle de Dieu. La vie est vraiment très simple, et pourtant comme nous la compliquons ! Dans l'ancien art chinois, il n'y a qu'un seul objet, une fleur par exemple, qui domine sur le rouleau (1) : toute autre chose est subordonnée à cette seule belle chose. Telle est une vie bien ordonnée. Qu'est-ce qui est la fleur unique ? C'est, comme je le comprends maintenant, la volonté de Dieu. Mais connaître Sa volonté et la réaliser réclament une absolue sincérité, une honnêteté absolue avec soi-même, et chacun doit agir au mieux de ses capacités. Aucune arme ne peut battre la sincérité et l'honnêteté. La vie politique est pleine de fausseté, de diplomatie et d'expédients. La ferme conviction est que la meilleure arme est non pas une fausseté plus trompeuse, une diplomatie plus subtile, des expédients plus nombreux, mais l'arme simple, invincible, de la sincérité et de la vérité.

\*  
\* \*

Salomon a montré toute sa grandeur en demandant à Dieu non la santé ni la gloire ou la puissance, mais la sagesse, pour le

(1) Les peintures chinoises sont en forme de rouleau.

bien de son pays. Il n'est nullement suffisant d'être bon, ce qui souvent veut dire : bon à rien. Mais il faut avoir la conviction morale, la sagesse et l'énergie d'accomplir le bien. J'avais autrefois l'habitude de demander à Dieu telle ou telle chose. Maintenant je demande simplement à Dieu qu'Il me fasse connaître Sa volonté. Et Dieu me parle dans la prière. La prière n'est pas un hypnotisme sur soi-même ; c'est plus qu'une méditation. Le prêtre bouddhiste passe de longs jours à méditer. Mais, dans la méditation, la source de force est soi-même, tandis que dans la prière l'on s'adresse à une source de force plus grande que la sienne propre. J'attends de sentir l'inspiration de Dieu, et Sa direction donne toute certitude.

Dans les temps féodaux des Trois Royaumes, il y avait un vieux général nommé T'sao T'sao. Un jour il partit pour une longue marche. Lorsque ses soldats furent fatigués, il leur dit : « De mon cheval, je vois un beau jardin plein de fruits délicieux. » Leurs lèvres s'humectèrent ; une nouvelle vigueur les entraîna. Mais pour combien de temps ? Car le jardin de fruits ne fut jamais atteint, et les soldats étaient plus fatigués qu'auparavant. Telle me paraît la méditation : elle donne à l'âme de l'élan pour un moment. Mais, quand j'éprouve une soif spirituelle, je ne pense pas aux jardins de fruits, je vais à la fontaine d'Eau Vive.

Il y a dans la Bible deux passages qui m'impressionnent plus les autres. Le premier est : « Que votre volonté soit faite », et l'autre : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toutes tes forces et de tout ton esprit. » Nous devons nous servir de nos esprits aussi bien que de nos cœurs. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Et je ne connais rien de plus énervant qu'une personne bien intentionnée qui n'a pas de jugement. La prière est notre source de direction et de jugement. Dieu peut éclairer notre esprit. Je suis souvent étonnée de ce que mon esprit est limité. Je m'interroge et je doute de mes propres jugements. Je cherche alors une direction, et quand je suis certaine je vais de l'avant, en confiant à Dieu les résultats.

Nos esprits limités à côté de l'Esprit infini de Dieu m'apparaissent ainsi : dans ma promenade, les collines me surplombent, l'une à côté de l'autre. Je ne puis dire où l'une commence et où l'autre finit. Mais, dans l'atmosphère, chacune a sa couleur et sa forme distincte. Je puis ainsi voir les choses beaucoup plus



clairement. Peut-être en est-il ainsi de l'Esprit divin et du mien. Et, quand je marche avec Dieu, Il me conduit jusqu'où je puis voir clairement.

Je ne crois pas possible de faire comprendre cela à qui n'en a pas fait l'expérience. Expliquer à quelqu'un qui n'a pas l'expérience d'être conduit ce que cela signifie serait comme d'essayer de faire comprendre à une personne complètement sourde la beauté d'une sonate de Chopin. Un physicien ou un spécialiste de la musique pourraient peut-être lui en donner quelques aperçus, mais je suis sûre que je ne le pourrai pas.

Ce que je désire exprimer c'est que, recherchons-nous ou non la direction divine, elle est toujours là. C'est comme pour la radio. Il y a de la musique dans l'air, que nous tournions le bouton du récepteur ou non. Comment cela se fait-il ? « En pratiquant la présence de Dieu » par une communion quotidienne avec Lui. L'on ne peut s'attendre à saisir la présence de Dieu si l'on a seulement avec Lui un contact intermittent.

En conclusion, pour moi, la religion est une chose très simple. C'est m'efforcer avec tout mon cœur, toute mon âme, toutes mes forces et tout mon esprit de faire la volonté de Dieu. Je sens que Dieu m'a donné un travail à faire pour la Chine. Dans cette province du Kiangsi, des milliers de *li* (1) de rizières fertiles sont maintenant dévastés ; des centaines de milliers de familles sont sans abri. La menace des bandits communistes s'est fortement accrue dans quelques provinces de Chine au cours des cinq dernières années. L'hostilité avouée des bandits contre la loi et l'ordre oblige le gouvernement à lutter contre eux. Mais l'occupation militaire des territoires repris ne suffit pas. Il faut une reconstruction rurale pour aider les fermiers à retourner à la terre et à obtenir de meilleures conditions de vie. Ce n'est pas une médiocre tâche. En fait, les problèmes de la Chine sont aujourd'hui plus graves qu'ils ne l'ont jamais été. Mais le découragement et le désespoir ne sont pas mon affaire aujourd'hui. Je regarde vers Dieu, qui peut tout faire, même plus que nous Lui demandons. En écrivant ceci, je me trouve avec mon mari au cœur du territoire communiste. Constamment exposée au danger, je n'ai pas peur. Je sais que rien ne peut arriver au Général ou à moi jusqu'à ce que notre travail soit réalisé. Pour la suite, pourquoi nous en préoccuper ?

(1) Mesure de surface.

# QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS.

*Méthodes d'opposition.*

Nouvelles réflexions sur l'opposition.

CIVIS en a déjà dit (10 décembre) la nature et les lois : Quels en doivent être les moyens d'action ?

L. LE FUR,

Professeur à la Faculté  
de Droit de Paris.

*La conception chrétienne de l'ordre  
international.*

Dans l'ordre international comme en toute réalité, l'Eglise est « cette mesure de levain qui fait lever toute la pâte ». Tandis qu'elle dépose en l'âme des fidèles du monde entier ces semences de paix — les vertus de justice et de charité — elle propose, selon les époques, les vérités nécessaires au salut de la civilisation. L'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris en dégage ici les solutions primordiales et nécessaires, et montre du même coup — avec quelle actualité, au moment où l'Italie quitte Genève ! — combien il serait fou de renoncer, en raison d'échecs malheureux, aux immenses bienfaits d'une société des Nations.

A. VIATTE.

*Une nouvelle politique américaine ?*

Tous les regards de ceux qui espèrent encore sauver la paix sont tournés vers M. Roosevelt.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

La triste année 1937.

P. CATRICE.

*La Chine rouge en marche.*

A TRAVERS LES REVUES

## Méthodes d'opposition

On nous encourage à revenir sur cette question de l'attitude à prendre par l'opposition. Nous ne le faisons pas sans hésitation. Non pas que nous n'en sentions l'opportunité. Comment la question cesserait-elle d'être d'une obsédante actualité? Mais l'opposition ayant été représentée depuis soixante ans, de façon presque constante, par les partis modérés, un jugement porté sur ses méthodes s'adresse uniquement à ces partis dont les responsabilités sont cependant beaucoup moins engagées dans les erreurs de la situation présente que celles des partis qui ont tenu presque sans interruption la barre du gouvernement. Peut-être aussi jugera-t-on que la politique du moment offre matière à d'autres soucis que la règle à observer dans la lutte des différents groupements entre lesquels se partage l'opinion publique. Qu'on veuille bien nous accorder que nous ne sommes pas aveugles au point de ne pas voir la gravité des dangers qui menacent l'ordre national ou international. Mais nous pensons que l'opposition n'a pas renoncé à modifier la politique de la majorité. Lui signaler les raisons de sa faiblesse, c'est travailler à un meilleur équilibre des forces politiques, dont le pays a grand besoin. Si les partis révolutionnaires étaient parmi les opposants, nous n'aurions aucun motif de leur éviter des fautes qui seraient un profit pour le bien public.



Nous voulons donc examiner la tactique employée par les partis qui continuent parmi nous la tradition et l'esprit des anciens conservateurs, avec un programme analogue pour la défense et la protection d'un certain ordre matériel et spirituel. Notre dessein n'est pas de discuter le bien-fondé

de ce programme, mais d'étudier si les moyens employés sont appropriés au succès de leur cause. L'échec persistant, dont ils sont très naturellement affligés, ne tiendrait-il pas en partie à la nature des moyens qui se sont montrés si constamment inefficaces ?

Nous ne saurions ici les dénombrer et les passer au crible, quelque intérêt que la question présente. Mais l'occasion vient de nous être donnée de considérer au moins la valeur de l'un d'entre eux.

Un article récent a tiré de l'oubli un écrivain politique des premiers temps du régime actuel, Gaston de Saint-Valry, qui offre cette particularité d'avoir été un conservateur fervent en même temps qu'un censeur très pénétrant des erreurs de son parti. Ce M. de Saint-Valry a trouvé peu d'historiens attentifs à sauver sa mémoire. Ses adversaires politiques n'y avaient pas plus d'intérêt que ses amis, sa critique n'étant pas moins déplaisante aux uns qu'aux autres.

Nous avons eu la curiosité de nous reporter à ses Souvenirs et réflexions politiques, où il a recueilli principalement les articles qu'il envoyait à un journal belge, *Le Nord*, de 1875 à 1878. Sa franchise, en effet, si courtoise et mesurée fût-elle, ne trouvait pas à s'exercer en France dans les colonnes d'un organe de son parti. La mort dans l'âme, il assiste à l'effondrement du rêve caressé par ses compagnons de lutte. Il ne peut pas s'empêcher de voir les fautes de leur action politique et de les dire. De même qu'ils ont fait la République en travaillant à restaurer la Monarchie, il voit chaque jour leurs combinaisons tourner à l'avantage des adversaires dont ils scellent l'unité. D'immenses réserves de talent, de courage, de probité sont dépensées pour un résultat contraire à celui qui est voulu. Plein d'estime pour les vertus des hommes, mais contraint de censurer leur esprit de division et leur manque de clairvoyance, il les prévient qu'ils fournissent des armes terribles à leurs adversaires, comme dans la matinée où M. de Fourtoul remplace quarante préfets républicains par autant de préfets conservateurs. Il se plaît à leur rappeler le devoir de s'informer avec plus de soin du sentiment général du pays, et d'y adapter leurs principes autant qu'il est légitime de le faire. Ce conservateur aime bien ses amis, mais leur défaut de sens politique excite sa verve et la rigueur de sa sévérité.



Un des chapitres, dont l'actualité me semble avoir pu vieillir, porte ce titre curieux : « De la mauvaise humeur considérée comme principe d'opposition. »

La mauvaise humeur ne se confond pas avec la colère qui naît d'une juste indignation contre des doctrines perverses ou des adversaires détestés. Elle est plutôt un état d'âme permanent, et toute l'action en reçoit une sorte d'agression qui devient vaine à force d'être habituelle et déplaisante. Elle rétrécit le champ de l'observation, expose au risque inconscient de mauvaise foi, et « s'oppose à toute reprise de conscience, à tout retour de l'opinion en faveur des partis qu'elle délaisse ». J'atténue à dessein la vigueur de certains griefs.

Mon Dieu ! cette mauvaise humeur était explicable. Saint Valry en convient. Il écrivait cet article après le 16 Mai, le lendemain du jour où les républicains venaient, à leur tour, et à l'imitation de M. de Fourtou, de congédier les préfets qui avaient remplacé les leurs. Ces coups-là sont durs, et on admettait qu'on laissât très large marge aux lamentations. Mais, ce qui importe, c'est de savoir si cette mauvaise humeur était politique. Notre écrivain ne pensait pas, il y avait déjà soixante ans, qu'on pût « avoir raison des idées démocratiques » en blaguant la pipe ou le chapeau mou d'un de leurs partisans. On se livrait alors, paraît-il, à ce petit jeu.

Il ajoutait : « Les conservateurs n'ont jamais voulu comprendre le déplacement d'influence qui s'est opéré au sein de la société française. » Il ne s'agissait alors que de l'ancien régime de la moyenne bourgeoisie. Aujourd'hui, nous assistons à un nouveau déplacement d'influence qui est d'un tout autre ampleur.

Citons enfin ces dernières lignes : « Il faudra en arriver à accepter l'inévitable, et, sur le seul terrain qui reste au conservatisme, à défendre par la liberté certains grands principes sociaux qu'un développement exagéré de la démocratie peut mettre quelquefois en péril. Saura-t-on y venir, quand on y viendra ne sera-t-il pas trop tard ? »

La question reste posée.



## La conception chrétienne de l'ordre international

En dehors du christianisme, la question du fondement du droit des gens est très contestée ; les doctrines volontaristes, positivistes, étatistes, fascistes, soviétiques, d'autres encore s'affrontent dans des luttes sans merci. Je pourrai, dans cette revue, m'appuyer, en même temps que sur des arguments d'expérience et de raison, sur la doctrine de l'Église, et je citerai donc plus d'une fois les enseignements des Papes sur ces questions.

Nous pouvons d'ailleurs constater avec fierté, sur le terrain des faits historiques ou de la sociologie, qu'il n'y a pas au monde une institution actuellement existante qui possède l'ancienneté, l'importance, l'extension mondiale de l'Église catholique, et qui puisse au même point se recommander à tous les hommes par l'immensité des services rendus au cours des siècles. Elle a apprivoisé les Barbares à la chute de l'Empire romain, et elle se trouve ainsi à l'origine du mouvement féodal, lui-même période de transition par rapport à l'État moderne. Il lui faudrait aujourd'hui, pour arriver à l'établissement de la paix mondiale et d'une communauté internationale organisée, amener à ses conceptions des nations moins primitives mais tout aussi égoïstes que les chefs barbares et les grands féodaux et qui, lorsque leur intérêt est en jeu, sont prêtes, tout comme eux, aux pires violences pour

les faire triompher ; de cruelles expériences récentes m l'ont que trop démontré.

Avant d'arriver aux précisions juridiques que réclame aujourd'hui l'organisation pacifique de la communauté internationale, il faut d'abord rappeler certains principes qu'on ne peut rejeter qu'en rejetant la foi chrétienne elle-même, et qui nous serviront à nous diriger dans le labyrinthe des opinions adverses. Tout chrétien doit travailler à la gloire de Dieu ; notre propre gloire à tous individus et nations, y est attachée ; il faut que l'Église puisse parler avec honneur des *gesta Dei* accomplis par les nations chrétiennes. Depuis l'avènement du christianisme, à travers les invasions barbares, puis la féodalité, le moyen âge, la période de découverte et d'occupation des autres continents, on peut dire que, du sud au nord de l'Europe, plus tard de l'ouest à l'est, et plus tard encore dans les autres continents, le progrès (je ne vise pas seulement le progrès matériel, mais aussi le progrès au point de vue de la civilisation, de ce qu'en Allemagne on préfère appeler la culture) a marché de front avec la christianisation des pays occupés ou convertis. Et s'il y a eu parfois trop de taches dans cette histoire au cours de certaines périodes de conquête ou de colonisation, en Afrique ou en Amérique, en Asie ou en Océanie, c'est parce que, si les vérités éternelles du christianisme n'étaient guère niées jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, trop souvent elles étaient bien peu pratiquées ; l'amour du prochain, le soin de ses intérêts légitimes étaient trop souvent qui manquait le plus aux *conquistadores* anciens et récents, comme aux souverains des États qui bénéficiaient de leurs conquêtes.

Or, un chrétien ne peut, sans renier ses convictions, mettre de côté, non pas seulement l'esprit de justice, dont la nécessité avait déjà été proclamée par les peuples

païens, mais aussi l'esprit de charité, c'est-à-dire d'amour du prochain qui doit l'inspirer dans ses relations avec les ressortissants des autres États. Ce serait une grave erreur de croire que ses enseignements ne s'étendent qu'à notre vie privée; ils dominent tout aussi bien la vie publique, celle des gouvernants et celle des nations elles-mêmes. La vie chrétienne ne tolère pas l'anarchie morale, elle nous force à opter et à maintenir dans tous les domaines notre option une fois faite; le devoir d'agir conformément à nos convictions n'est pas pour nous, gouvernés ou gouvernants, une simple faculté personnelle, c'est un devoir inspiré par l'Église parlant au nom d'un Dieu qui s'est fait homme pour nous enseigner la conduite à tenir.

Où pourrons-nous trouver les précisions nécessaires pour constituer les directives de notre vie sociale? Aujourd'hui, ce n'est plus seulement dans les Évangiles que nous les trouvons; au cours des siècles, et spécialement dans ces dernières cent années, au fur et à mesure que ces questions étaient débattues, l'Église a parlé par la voix de ses chefs; les derniers papes, parlant *ex cathedra*, ont multiplié les Encycliques dont les enseignements imposent à nous et, sur les points que nous allons aborder, ces enseignements sont si clairs que personne ne peut les interpréter fausement. J'y insisterai autant ici que sur les conditions tirées de la raison ou de l'expérience que j'ai développées dans mon *Précis de Droit international public* et dans mes *Grands Problèmes du Droit*. Ces enseignements des Papes sont si nombreux que j'aurais pu en invoquer à tout instant; pour éviter des longueurs, je ne ferai que les citations essentielles.

Je tiens seulement à faire remarquer, avant de m'y référer, leur parfait accord avec la raison; c'est souvent en eux que se trouvent le mieux indiquées les réformes

nécessaires à la société. C'est naturel en un sens : comme le disait déjà saint Thomas, la grâce ne fait que perfectionner la nature, *gratia naturam non tollit sed perficit*. On s'aperçoit maintenant que, si l'on avait écouté plus tôt les enseignements d'un grand Pape comme Léon XIII, certaines questions ne se poseraient pas avec l'acuité qu'elles ont aujourd'hui ; la partie XIII du Pacte de la Société des Nations consacrée à l'organisation du travail est pour une bonne part la reproduction de son enseignement, parfois presque textuellement, quand à l'affirmation, par exemple, que le travail n'est pas une marchandise et ne doit pas être traité comme tel. De même, dès 1917, dans le Message adressé le 11 avril 1917 à Benoît XV aux belligérants, message antérieur de plusieurs mois aux XIV Points du Président Wilson, on trouve déjà tous les éléments de la fameuse trilogie que devait plus tard chercher à réaliser la Société des Nations : arbitrage, sécurité, désarmement. Que cette concordance des enseignements pontificaux avec les vérités démontrées par la raison et les besoins de la société inspire donc confiance aux catholiques toujours inquiets, effrayés de se trouver trop en retard ou trop en avance par rapport aux enseignements de la science positive.

Mon rôle dans cette brève étude ne pourra d'ailleurs consister qu'à bien poser le problème et à montrer la nécessité de certaines solutions.

## I

Le premier point essentiel, la première démarche de l'esprit humain au moment de la formation d'une société

c'est la condamnation de l'emploi de la force entre ses membres pour la solution de leurs conflits, c'est-à-dire la renonciation à ce qu'on a appelé le droit de justice privée. Ce prétendu droit, il est facile de s'en rendre compte, sera trop souvent le droit du plus fort, c'est-à-dire la négation du droit ; avec lui, c'est le droit de la force qui se substitue à la force du droit. Dès la première ébauche de toute société politique, le recours à la force pour la solution des conflits qui peuvent surgir entre ses membres est remplacé par un mode juridique, arbitrage ou juridiction. Il en est de même en droit des gens ; personne ne peut nier aujourd'hui l'existence entre États de relations souvent même très étroites, au double point de vue politique et économique ; il existe donc une communauté internationale ; du jour où elle cherche à s'organiser juridiquement, comme pour les sociétés nationales déjà formées, la première conquête de l'esprit sur la matière, de la raison sur les passions, sera la suppression de la loi de la force, et la loi de la force en droit des gens c'est la guerre. Il s'agit ici d'une condamnation de principe, bien entendu ; condamnation de la guerre ne veut pas dire malheureusement sa suppression réelle, totale, de même que condamnation des crimes par la loi pénale ne signifie pas qu'il n'en sera plus commis ; mais la guerre est désormais condamnée en tant que procédure régulière, licite, du droit des gens pour arriver à la solution des conflits internationaux ; et l'on peut espérer que cette condamnation de principe, le jour du moins où elle sera munie de sanctions positives, en diminuera considérablement le nombre, comme le nombre des crimes diminue considérablement dans un État policé.

Cette exigence de la raison qu'est la condamnation de la guerre a été soulignée à vingt reprises par les différents Papes qui se sont succédé au cours de ces cent der-



nières années. Je citerai seulement Léon XIII, condamnant « les principes funestes qui ont consacré la force matérielle comme la loi suprême du monde » (Encyclique du 19 mars 1902), ou encore ce « droit nouveau fondé sur l'intérêt utilitaire, sur la prédominance de la force, sur le succès des faits accomplis, sur d'autres théories qui sont la négation des principes éternels, immuables de justice ; ce fut l'erreur capitale qui conduisit l'Europe à un état désastreux » (Note du 15 septembre 1899).

En effet, « s'il est admis par la nature que l'on défend son droit par la force des armes, ce que la nature ne permet pas, c'est que la force soit la cause efficiente du droit » (Allocution consistoriale du 11 février 1889). Pie Benoît XV, dans son Message du 1<sup>er</sup> août 1917, déclare expressément : « Le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force spirituelle du droit » ; d'où il conclut logiquement en faveur d'« un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements » et la substitution à la force des armées d'un arbitrage garanti par des sanctions duquel pourra enfin résulter la sécurité des peuples.

Cette condamnation de la guerre, considérée comme un crime international, et on peut dire le plus grand de tous, a été également prononcée par l'Assemblée de la Société des Nations et par la dernière Conférence panaméricaine. On n'ose plus guère aujourd'hui reproduire le paradoxe de Joseph de Maistre, que d'ailleurs lui-même présente un peu comme tel, déclarant la guerre un fait divin. A ce compte, il serait possible d'en dire autant de tous les crimes, ils sont non pas voulus, mais tolérés par Dieu, qui a voulu l'homme libre ; cette liberté n'autorise pas à faire remonter jusqu'à Dieu toutes les erreurs et les fautes de l'homme.

Je rappelle qu'il y a quelques années, en 1931, une

consultation signée par des théologiens de renom, dont quatre Allemands, trois Français et un Suisse, réunis à Fribourg en Suisse, n'a pas hésité, sous la seule réserve du cas de légitime défense strictement entendu (qu'il faut bien se garder de confondre avec le prétendu droit de nécessité), à déclarer illégitime au nom du droit naturel et de la théologie la guerre moderne entreprise par un État de sa propre autorité, à titre de procédure régulière, pour se faire attribuer un droit prétendu. La guerre actuelle, disent avec raison ces théologiens, « entraîne de si grandes ruines matérielles, spirituelles, individuelles, familiales, sociales, religieuses, et devient une telle calamité mondiale, qu'elle cesse d'être un moyen proportionné à la fin qui seule pourrait éventuellement justifier l'emploi de la force, à savoir : l'instauration d'un ordre plus humain et la paix ».

En même temps que la guerre, par une logique qui s'impose, sont condamnés ses résultats. « Il est faux, déclare Pie IX, que, dans l'ordre politique, les faits accomplis, par cela même qu'ils sont accomplis, aient la valeur du droit » (Encyclique du 8 décembre 1864). Et les dernières Conférences panaméricaines, celle de Buenos-Ayres notamment, précisent que les vingt et une Républiques américaines s'engagent à ne reconnaître aucune occupation territoriale ou annexion effectuée par la voie de la conquête. Le Protocole de Genève l'avait déjà fait ; il allait même plus loin encore, trop loin peut-être ; au nom de l'article X du Pacte, il interdisait toute amputation de territoire imposée à l'injuste agresseur une fois vaincu.

Mieux encore, ce ne sont pas seulement les résultats de la guerre qui se trouvent condamnés avec elle, c'est aussi le principe juridico-philosophique d'où elle dérivait, cette souveraineté absolue et illimitée de l'État, dont Hegel déclarait que la guerre est la plus haute manifes-

tation. En vertu de ce prétendu principe, l'intérêt de l'État était son seul but, et sa volonté sa seule règle. L'État dans la doctrine allemande du XIX<sup>e</sup> siècle (Laband, Rosin, Jellinek, Zorn, etc.), ne peut être obligé ou déterminé que par sa propre volonté. Quand il consent à se lier c'est qu'il l'a bien voulu, et il ne l'est qu'autant qu'il continue de le vouloir. C'est la théorie de l'auto-limitation qui est la négation du droit international, car on ne peut qualifier de droit une règle qui ne s'impose à chaque État qu'autant qu'il le veut bien.

C'est cette théorie inadmissible qui a amené, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, certains juristes comme Léon Duguit et aujourd'hui MM. Politis et Scelle, à nier toute souveraineté. Il y a là une exagération en sens inverse ; la souveraineté ne peut pas ne pas exister dans un pays donné en tant que droit du dernier mot, comme disait Joseph de Maistre ; elle est le droit de commander en dernier ressort dans les limites de sa compétence ; c'est ce droit qui appartient en principe à l'État, sauf à lui à respecter les droits des autres sociétés nécessaires, soit inférieures comme la famille, la société professionnelle, la commune ; soit supérieure comme la communauté internationale. Mais il ne s'agit plus ici que d'une souveraineté relative, subordonnée au droit, seul vrai souverain, — non pas au droit positif bien entendu qui est dit par l'État lui-même, mais au droit naturel ou objectif, le droit à fondement moral et religieux. Car s'il n'y a pas de droit sans morale, si l'on ne peut, en dehors de la morale, concevoir un droit qui s'impose en conscience au lieu de reposer exclusivement sur l'emploi de la force, il faut aller plus loin et dire qu'on ne conçoit guère une morale sans religion ; une morale scientifique n'en est pas une ; comme l'ont fait remarquer les plus grands savants, Henri Poincaré par exemple, la science

parle à l'indicatif et non à l'impératif, elle conseille et ne commande pas.

## II

Avec la condamnation du recours à la force comme sanction normale du droit des gens, même en y joignant la condamnation de la doctrine du fait accompli et celle de la souveraineté absolue de l'État, nous ne sommes encore arrivés qu'à des solutions négatives, donc insuffisantes, et il nous faut nous demander par quoi vont pouvoir être remplacées les notions supprimées.

Nous l'avons déjà vu pour la souveraineté absolue remplacée, comme la liberté absolue de l'individu à l'état de nature dans la théorie de Rousseau, par l'institution d'un régime de droit, ici le droit international ou droit des gens. Quand à son mode d'action, sa « plus haute manifestation », le droit de guerre considéré comme une procédure régulière et le mode normal de mettre fin aux conflits internationaux, il faut qu'il soit remplacé lui aussi, comme en droit interne, par des modes pacifiques de solution. Or, ces modes pacifiques ne sont pas nombreux ; en dehors de l'entente amiable, à la suite, par exemple, de congrès ou de conférences internationales, — mode dont on peut rapprocher la médiation et la conciliation, puisque toutes deux ne consistent que dans la présentation de projets qui doivent être acceptés par les deux parties en cause, — il n'y en a que deux, l'arbitrage et la juridiction. On pourrait même dire qu'il n'y en a qu'un, la solution donnée par un tiers impartial, comme disait Pascal, puisque l'arbitre est un juge nommé par les parties et qui, comme le juge, rend une sentence exécutoire s'imposant aux intéressés. Recours à la force ou

recours à un tiers impartial, en droit international comme en droit interne, il n'y a que ces deux modes de solution des différends, et il semble qu'entre les deux, aux hommes de bon sens et de bonne foi, il ne soit pas permis d'hésiter.

Aussi, du jour où on a cherché à limiter la guerre est-ce à ce mode qu'on a pensé. Il existait déjà chez les anciens Grecs, entre eux du moins, dans les Amphictionies ; il existait au Moyen-Age, où fréquemment les Papes et parfois les souverains d'une haute élévation morale, comme saint Louis, étaient pris comme arbitres. Il avait disparu avec l'apparition de l'État et des rois absolus, vite grisés par la notion de leur souveraineté illimitée. Il s'agissait de le rétablir. Les conférences de La Haye, en 1899 et 1907, avaient déjà entrepris en ce sens un effort en partie couronné de succès, bien qu'elles aient échoué sur deux points essentiels : la reconnaissance de certains cas d'arbitrage obligatoire et la création d'une véritable Cour permanente d'arbitrage international. Elles avaient eu le tort, pour ne pas déplaire à l'Italie, de se priver de l'appui du Saint-Siège ; ce dernier ne leur en voulut pas, et les Papes, à plusieurs reprises, se prononcèrent en faveur de l'arbitrage international ; Léon XIII, Pie X, Benoît XV, Pie XI, l'ont recommandé : « L'institution de la médiation et de l'arbitrage apparaît donc comme le remède le plus opportun, elle répond à tous égards aux aspirations du Saint-Siège », a dit Léon XIII (Lettre du 10 février 1899) ; « ce sera la plus belle et la plus glorieuse conquête des peuples », ajoute Benoît XV dans son Message du 1<sup>er</sup> août 1917.

Tel fut également le grand but de la Société des Nations. Malheureusement, les difficultés éprouvées à la Conférence de La Haye, en 1907, dissuadèrent les Puissances d'établir dans le Pacte une Cour permanente d'



justice internationale ayant une compétence obligatoire pour la solution des conflits juridiques ; et quand, dès l'année suivante, cette Cour eût pu être établie plus promptement qu'on n'avait osé l'espérer, l'égoïsme mal compris des États et leur crainte de porter atteinte à leur souveraineté les empêchèrent d'adopter à ce moment les propositions du Comité de juristes en faveur de sa compétence obligatoire pour ce genre de conflits.

C'est par des actes de faiblesse de ce genre que la Société des Nations devait échouer dans sa difficile mission d'empêcher le renouvellement des guerres ; et c'est parce qu'elle a échoué sur ce point essentiel qu'on parle aujourd'hui de sa faillite, alors que sur tant d'autres points, pour les questions d'organisation du travail, d'hygiène, de lutte contre les épidémies, contre la traite des femmes et des enfants, contre l'abus de l'opium et de ses succédanés, elle a accompli une tâche considérable et extrêmement utile. Même en ce qui a trait à la solution des conflits internationaux, il faut lui savoir grand gré d'avoir réussi à instituer cette Cour permanente de justice internationale que les Conférences de La Haye avaient dû renoncer à établir et qui est aujourd'hui l'organe international le plus important peut-être et le plus considéré. Certes, sa juridiction n'est encore que facultative, mais déjà une cinquantaine d'États ont signé la clause spéciale du Statut de la Cour, qui la rend obligatoire ; si tous n'ont pas encore ratifié cet engagement, il en est plus de quarante qui l'ont déjà fait, ou qui avaient signé sans la réserve de ratification à intervenir, de sorte que, en cas de conflit entre eux, ils sont liés et doivent recourir à la juridiction de la Cour.

Un tel engagement, qui, jusqu'ici, n'a jamais été ouvertement violé, est la meilleure preuve d'une volonté de paix effective ; le seul regret qu'on puisse avoir est que

quelques grands États aient refusé de figurer parmi ceux qui ont accepté de recourir à la juridiction de la Cour, c'est le cas notamment pour les États-Unis, qui s'y sont toujours refusés, faute d'avoir pu obtenir au Sénat la majorité des deux tiers requise, malgré l'acceptation par les autres États de toutes les réserves proposées par eux comme conditions d'adhésion ; c'est aussi le cas de l'Allemagne depuis son retrait de la Société des Nations, en 1935.

Cette volonté de paix, pour être réelle, effective, suppose non pas seulement une volonté de justice, mais aussi, comme le constate avec raison Pie XI (Encyclique *Ubi arcano*), une volonté de charité, la justice ayant surtout pour but d'écarter les dommages et torts réciproques qui constituent les grands obstacles à la paix. Malheureusement, cet esprit de justice, qui constitue le fond même de l'esprit international, est loin d'être encore universellement répandu ; or, comme l'a fait remarquer Pie XI dans son Encyclique *Divini Redemptoris* du 19 mars 1937 sur le communisme, « la justice ne peut être observée par chacun que si tous s'accordent à la pratiquer ensemble ».

La nécessité de l'esprit de justice entraîne la condamnation du nationalisme exclusif, pire ennemi de l'esprit d'entente entre nations. Le fameux *Deutschland über Alles in der Welt* est donc certainement condamnable, et avec lui, bien entendu, toute autre formule mettant un État quelconque au-dessus de tout, comme le *Right or wrong, my country* des Anglo-Saxons. C'est là un point si essentiel que les derniers Papes y sont tous revenus avec insistance : Pie IX, dans le *Syllabus* du 8 décembre 1864, a condamné la doctrine d'après laquelle « la violation d'un serment, quelque saint qu'il soit, et toute action criminelle et honteuse, opposée à la loi éternelle, non seulement ne devrait pas être blâmée, mais serait tout à

ait licite et digne des plus grands éloges quand elle est inspirée par l'amour de la patrie ». Pie XI, dans l'Encyclique *Ubi arcano*, déclare que l'amour de la patrie devient un principe de nombreuses injustices et de désordres lorsque, outrepassant les limites de la justice et du droit, il s'exagère en nationalisme déréglé. Ceux qui s'y laissent emporter arrivent comme nécessairement à perdre de vue que tous les peuples, étant membres de la grande et unique famille humaine, sont rattachés entre eux par des relations fraternelles, et que les autres nations ont aussi le droit de vivre et de travailler à leur prospérité ». En effet, explique-t-il dans son allocution de Noël 1930 : « Il est difficile, pour ne pas dire impossible, que la paix dure entre les peuples et les États si, au lieu du vrai et pur patriotisme, règne et sévit un égoïste et dur nationalisme, c'est-à-dire la haine et l'envie au lieu du mutuel désir du bien, la défiance et la suspicion au lieu de la confiance fraternelle, la concurrence, la lutte au lieu de la bonne entente et de la coopération, l'ambition d'hégémonie et de prépondérance au lieu du respect et de la protection de tous les droits, fussent-ils ceux des faibles et des petits ».

J'insiste également sur ce point, car c'est une erreur fréquente dans certains pays, en Allemagne notamment, de mettre l'intérêt de l'État, de la nation ou de la race au-dessus de tout ; cette proposition, formulée comme un dogme, constitue une véritable hérésie (1).

(1) Voici quelques-unes des nombreuses déclarations des Papes sur la question : « Si nous recherchons profondément les causes des maux présents, nous verrons qu'ils découlent de ce que la charité des hommes entre eux s'est ralentie, en même temps que se refroidissait leur amour pour Dieu ; car ils ont oublié qu'ils sont fils de Dieu et frères en Jésus-Christ » (Enc. du 28 mai 1902). — Les accords d'Etat à Etat que les hommes ont pu imaginer ne

La suppression, ou du moins la limitation, de la guerre interdite en tant que guerre d'agression et même, d'une façon plus générale, comme mode de solution des conflits internationaux, a été le grand but du Pacte de la Société des Nations, repris et perfectionné sur les points où présentait des lacunes, par les Accords de Locarno (1925) et, avec une plus grande extension, par le Pacte Briand-Kellogg, signé la même année que l'Acte général de Genève (1928). Tous ces pactes ont dû, pour les substituer à ce mode condamné, créer ou perfectionner des procédures multiples de solution juridique des conflits : médiation du Conseil, Commissions de conciliation (qui peuvent être permanentes depuis l'Acte général de Genève), arbitrage, juridiction de la Cour permanente de justice internationale ; certaines de ces procédures ont déjà eu

seront durables et n'auront de force, de paix véritable qu'à la condition d'être fondés sur la pacification des cœurs » (Benoît XV, Enc. du 6 janvier 1921). — Du même Pape (Enc. *Pacem Dei*) : « C'est l'Eglise qui rapproche les citoyens des citoyens, les nations des nations, et qui, par le souvenir de leur commune origine, groupent tous les hommes, non seulement en une société, mais en une sorte de fraternité. » Et enfin de Pie XI (Allocation de Noël 1930) : « C'est une grave erreur de croire qu'une paix réelle et durable puisse régner entre les hommes et entre les peuples aussi longtemps que ceux-ci s'appliquent tout d'abord et avant tout à rechercher avec le plus d'avidité les biens sensibles, matériels et terrestres. Car plus grand est le nombre de ceux qui y participent, plus petite est la part de chacun ; par où ces biens sont inévitablement une source de cupidité, de jalousie, de discorde et de conflits. — Il ne peut y avoir de vraie paix extérieure entre les hommes et entre les peuples où il n'y a pas de paix intérieure, c'est-à-dire là où l'esprit de paix ne possède pas les intelligences et les cœurs, les âmes tout entières : les intelligences pour reconnaître et respecter les raisons de la justice, les cœurs pour que la justice soit aussi la charité et que celle-ci prévale même sur elle. — Car si la paix, suivant Isaïe, doit être œuvre et fruit de justice, elle appartient plutôt à la charité qu'à la justice, comme l'enseigne lumineusement saint Thomas, conformément d'ailleurs à la nature des choses. »

souvent mises à l'épreuve, presque toujours avec succès quand on a bien voulu y recourir, elles constituent la conquête la plus précieuse du droit des gens contemporain.

Ce n'est pas seulement à ce double résultat que nous venons de constater, résultat négatif de l'interdiction de se rendre justice à soi-même et résultat positif de la création de procédures pacifiques de solution des conflits, que s'est borné le droit international de notre époque ; il a aussi apporté des précisions importantes et une solution — tout au moins un début de solution — à certains points particulièrement contestés du droit international ancien. Je ne puis ici retenir que deux d'entre eux, qui constituent des applications particulièrement importantes du principe général de justice, le principe du respect des traités et celui de la responsabilité des États pour le cas de violation du droit international.

### III

Le principe du respect des traités — *pacta sunt servanda* — a été particulièrement mis en valeur par certaines doctrines récentes qui veulent y voir, à tort d'ailleurs, l'unique fondement du droit international. Il y a là une double exagération. D'un côté, un engagement pris ne doit pas toujours être respecté : un traité passé en vue de favoriser la piraterie ou la traite des nègres ou celle des femmes, et bientôt, il faut l'espérer, la production ou la vente non autorisée de l'opium et de ses dérivés, serait nul même en droit international positif, sa conclusion constituerait une faute, et son exécution, s'il y était procédé, en constituerait une plus grave encore ; d'un autre côté le consentement des États est loin d'être



la seule source d'obligation en droit international ; coutume internationale et les principes généraux du droit en font naître également qui s'imposent en dehors de tout contrat ; ce sont même ces principes généraux qui fondent la validité des traités licites : car s'il n'en existait pas, préalablement à tout traité, ce principe général de morale et de droit qu'il faut respecter la parole donnée, pourquoi devrait-on s'y tenir quand on a changé d'avis ?

Mais, sous cette double réserve, la maxime *pacta sunt servanda* est exacte, en effet, et elle constitue un des fondements premiers du droit des gens. A plusieurs reprises les États, par des déclarations formelles et par leur comportement en pratique, se sont prononcés en ce sens, de sorte qu'on peut affirmer ici l'existence d'une coutume internationale non douteuse, malgré les violations qu'elle a pu subir. Elle a été affirmée de façon solennelle en plusieurs occasions : d'abord en 1871, à Londres, lors de la condamnation de la Russie qui, en 1870, avait profité de la guerre franco-allemande pour se dégager unilatéralement des obligations du traité de Paris relatif à la neutralisation du Danube et du mer Noire. En ces dernières années, le principe du respect des traités a été proclamé solennellement à de nombreuses reprises par le Conseil de la Société des Nations, à la suite de violations unilatérales des traités de paix par l'Allemagne : en avril 1935 lors du rétablissement du service militaire obligatoire, et en mars 1936 après la réoccupation militaire de la Rhénanie. Je cite ici le premier de ces deux textes, pour montrer comment le principe a été affirmé de la façon la plus nette et la plus formelle :

Le Conseil, considérant :

1. Que le respect scrupuleux de toutes les obligations des traités est une règle fondamentale de la vie internationale et une condition primordiale du maintien de la paix ; -
2. Que c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucun

puissance ne peut se délier des engagements d'un traité, ni en modifier les stipulations que d'accord avec les autres Parties contractantes;

3. Que la promulgation de la loi militaire du 16 mars 1935 par le Gouvernement allemand est en contradiction avec ces principes;

4. Que, par cette action unilatérale, il n'a pu se créer aucun droit;

5. Que cette action unilatérale, en apportant un nouvel élément de trouble dans la situation internationale, devait nécessairement apparaître comme une menace contre la sécurité européenne;

6. Déclare que l'Allemagne a manqué au devoir qui incombe à tous les Membres de la Communauté internationale de respecter les engagements qu'ils ont contractés et condamne toute répudiation unilatérale d'engagements internationaux.

Les Papes, dans leurs Encycliques, n'ont pas manqué eux aussi d'affirmer fréquemment ce principe essentiel. Je me borne à citer ici une Encyclique de Pie X, du 11 février 1906 :

Tous les traités que les États concluent entre eux sont des contrats bilatéraux qui obligent des deux côtés; et la règle de ces contrats, c'est qu'ils ne peuvent en aucune manière être annulés par le fait de l'une seule des deux Parties ayant contracté. Pour la sécurité réciproque de leurs rapports mutuels, rien n'intéresse autant les nations qu'une fidélité inviolable dans le respect sacré des traités.

Le principe du respect de la parole donnée s'impose avec une telle évidence qu'il est bien rare de le voir nié ouvertement; les États qui se refusent à tenir compte d'un engagement pris invoquent presque toujours une raison ou mieux un prétexte pour s'en dispenser : par exemple une clause célèbre en droit international, la clause *rebus sic stantibus*, dont je dirai un mot tout à l'heure, ou encore la notion de justes représailles motivées par une violation du droit accomplie à leur rencontre par un autre État. En dehors de la Russie soviétique, qui, au début, a paru vouloir renier tout le droit interna-

tional au nom du principe absolu de la souveraineté de l'État seul maître chez lui, principe auquel elle a depuis comme à beaucoup d'autres proclamés au début de son régime, apporté certaines atténuations, il n'y a guère qu'un pays qui, par les déclarations de ses publicistes et la pratique de ses gouvernants ait, d'une façon assez générale, contredit la maxime *pacta sunt servanda* et tenté d'effectuer sur ce point un véritable renversement de valeurs, c'est l'Allemagne.

Au lieu de parler de la sainteté des traités, un grand nombre d'Allemands, à la suite de leurs philosophes et de leurs juristes, affirment que les traités internationaux n'ont jamais qu'une valeur conditionnelle, et cette condition de validité, c'est l'intérêt de l'État. L'un des plus grands philosophes allemands, Hegel, affirme qu'un traité n'est valable qu'aussi longtemps que l'État a intérêt à l'observer. Ce n'est là d'ailleurs qu'une conséquence logique de la divinisation de l'État, seul absolu. L'État a donc le droit et même le devoir de rejeter tout traité contraire à son intérêt ; il ne le fera que s'il le peut, bien entendu, et l'on voit par là comment ce principe nous ramène au criterium de la force remplaçant le droit ; le succès prouve le droit, suivant une autre formule allemande.

Hegel a été fidèlement suivi sur ce point par un grand nombre de ses compatriotes. Dès le siècle dernier, cette théorie était d'une façon générale admise en Allemagne à la fois par les juristes et les historiens, par les diplomates et les hommes d'État. Von Treitschke déclarait qu'« le plus haut devoir de l'État est d'accroître sa puissance au mépris des traités » ; le prince de Bismarck affirmait que l'observation des traités n'est jamais que conditionnelle et peut cesser dès que la lutte pour la vie le réclame ; on sait que toute sa politique a été l'application de cette

maxime. Il serait facile de multiplier les citations analogues.

Bien entendu, la doctrine nationale-socialiste ne pouvait qu'accepter avec enthousiasme une telle règle d'action ; elle a même essayé de justifier ce renversement des valeurs traditionnelles par une nouvelle théorie de la bonne foi. La bonne foi allemande, « *deutsche Treue* », ne consiste plus comme auparavant à respecter toujours la parole donnée, mais uniquement à tenir les engagements pris envers celui à qui l'on a juré fidélité. Ainsi fidélité au Führer ou aux amis, possibilité ou même devoir de ne pas tenir les promesses faites aux autres hommes, voilà en quoi consisterait la bonne foi allemande. Il est clair qu'elle n'est pas précisément d'accord avec celle des autres pays, et moins encore avec celle de la doctrine chrétienne ; c'est exactement ce que partout ailleurs on appelle le manque de bonne foi, c'est revenir à plusieurs siècles en arrière, aux pratiques de l'antiquité païenne condamnées depuis des siècles par tous les esprits droits : *etiam hosti fides servanda est*.

Dans la doctrine nationale-socialiste, un traité ne peut être considéré comme valable que s'il est conforme à l'honneur et au droit de conservation de l'État, ces deux notions ne relevant, bien entendu, que de son appréciation subjective. Avec de tels principes, la pratique allemande ne peut être douteuse. Quand le gouvernement allemand voit pouvoir impunément déchirer un traité gênant, il n'y manque pas ; il semble même se faire une joie de recourir à ces *Machtproben* ; l'Allemagne contemporaine a réalisé le record, nous venons de le voir, d'avoir été à deux reprises en moins d'une année l'objet d'une condamnation solennelle prononcée au nom de tous les États membres par le conseil de la Société des Nations.

Aujourd'hui la doctrine nationale-socialiste ne se borne

même pas à poser en principe le droit de ne pas exécuter un traité contraire à l'intérêt de l'État, elle arrive à une formule plus absolue encore, elle distingue entre le droit et la morale ordinaires — ceux en vigueur dans les autres pays — et une morale et un droit supérieurs réservés au peuple allemand. Comme l'a déclaré le Führer au moment de l'occupation de la Rhénanie : « Nous ne réclamons d'une morale plus haute que la morale ordinaire et d'un droit supérieur au droit ordinaire. » En fond, comme dans l'ancienne théorie allemande, ce droit et cette morale supérieurs se confondent avec l'intérêt allemand ; la seule modification, c'est qu'il existe désormais en Allemagne un pouvoir quasi divin dont une seule parole fait le droit, non seulement en Allemagne, mais partout où cette dernière peut imposer sa volonté, puis que tout droit étranger doit céder devant le droit allemand.

Au principe général du respect des traités, on admet généralement qu'il y a lieu d'apporter deux réserves : l'une qui aurait un caractère très général, et l'autre qui vise spécialement les traités de paix.

La réserve générale consiste dans une clause célèbre du droit international sous le nom de clause *rebus sic stantibus* : d'après cette clause, toute convention doit être interprétée sous la réserve qu'elle n'est valable qu'autant que la situation ne changera pas. Je ne puis insister ici longuement sur cette clause, qui a fait l'objet de longues discussions (1). Je me bornerai à dire ici qu'elle est un exemple trappant de l'adage qu'il y a une part de vérité dans toute chose fausse. Le principe général, celui d

(1) Voir dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international* de La Haye, t. LIV (1935), mes *Règles générales du droit de paix*, pp. 215 et suiv.



respect de la parole donnée, doit rester intangible. Mais, comme tout principe, il doit être interprété raisonnablement, je dirais volontiers honnêtement. Or il est clair que ni l'homme ni les sociétés qu'il forme ne peuvent s'engager à perpétuité. De même qu'il n'y a pas de *lex in perpetuum valitura* et qu'il ne serait pas sérieux d'opposer aux Français et aux Anglais de notre époque une loi datant des Mérovingiens ou de Guillaume le Conquérant parce qu'elle aurait été déclarée valable à perpétuité, de même il n'y a pas de traité éternel. Les traités comme les lois doivent rester en harmonie avec les nécessités de la vie sociale. En droit interne, le législateur intervient, le cas échéant, pour modifier une loi qui a cessé de répondre à ces nécessités ; parfois même, comme dans la théorie de l'imprévision, le juge pourra être autorisé à le faire. Le malheur, c'est que pour décider quand on peut invoquer une modification essentielle à l'état de chose ancien, il n'y a eu jusqu'ici en droit international ni juge ni législateur ; aussi l'application de cette clause avait-elle donné lieu à de graves abus. Appliquée sans ménagements, elle permettait d'arriver au même résultat que la théorie allemande de la valeur conditionnelle des traités que je critiquais tout à l'heure : pour les traités conclus sans limitation de durée, on pourra presque toujours, après un certain nombre d'années, invoquer une modification des circonstances qui permettra de n'en plus tenir compte.

Aussi certains juristes se refusent-ils à admettre une clause aussi dangereuse. La vérité est qu'il est nécessaire de la préciser, d'indiquer en quel cas elle peut jouer ; ce ne devra jamais être d'une façon unilatérale, sans essai de négociation préalable, et jamais non plus à la suite de modifications ne portant sur aucun point essentiel. Le Pacte de la Société des Nations a essayé d'aménager cette clause dans son article 19, d'après lequel : « L'Assemblée

peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. J'ai montré ailleurs les insuffisances de ce texte et j'ai indiqué comment il pouvait être précisé et complété en vue d'une application possible (1) ; il ne faut pas se dissimuler que la révision d'un traité, comme la modification d'une constitution ou d'une loi existante, pour être effectuée régulièrement, suppose non pas seulement un juge comme on le croit parfois, mais un législateur, et il n'en existe pas encore en droit international.

La seconde réserve proposée au principe du respect des traités vise les traités entachés d'un vice de consentement. A raison du soin avec lequel sont rédigés les traités et de la compétence présumée des négociateurs, ce cas sera rare en ce qui concerne les trois premiers vices de consentement du droit privé, l'erreur, le dol ou la lésion ; mais l'intervention du dernier d'entre eux, la violence, constitue au contraire presque le cas normal pour certains traités particulièrement importants, les traités de paix, imposés par le vainqueur au vaincu (2). Je me borne à dire ici que, non pas seulement du point de vue de la morale ou de la religion, mais aussi pour tout juriste qui admet l'existence du droit naturel ou objectif, la guerre est un pur fait de force, donc en soi injuste, amoral, et qui devient illégitime quand il a été interdit par des traités auxquels ont pris part les États en cause. Dans une société internationale juridiquement organisée, — ce qui n'est pas encore tout à fait le cas actuel, —

(1) *Loc. cit.*, pp. 221 et suiv.

(2) Sur cette question, l'une des plus graves du droit international, voir mes observations dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, t. XLI (1932), pp. 74 et suiv.

la guerre ne sera plus licite, en dehors du cas de légitime défense, toujours réservé comme en droit interne, qu'à titre de voie d'exécution forcée dirigée par la société internationale contre un État violateur du droit.

Chacun sait que c'est ce vice du consentement, la violence, que l'Allemagne invoque pour écarter toute obligation des traités d'après-guerre. Elle les rejette en vertu de ce raisonnement qu'elle n'a pas à respecter un *diktat* qui lui a été imposé. Il n'y a là, d'ailleurs, qu'un prétexte; en réalité ses gouvernants appliquent la théorie déjà exposée d'après laquelle un traité contraire à l'intérêt allemand — apprécié unilatéralement par les gouvernants du moment — n'oblige pas l'Allemagne. La preuve en est que l'Allemagne n'a pas respecté davantage les accords de Locarno, qu'elle avait cependant signés librement; et elle ne respecte pas davantage en ce moment le Concordat avec le Saint-Siège, qui lui aussi cependant ne lui a pas été imposé à la suite d'une guerre malheureuse.

Même à l'objection du *diktat* imposé, il est facile d'opposer la réponse que voici. Jusqu'à notre époque, ce sont les traités de paix qui presque partout ont déterminé les frontières de tous les États d'Europe, y compris l'Allemagne. En particulier, la Prusse minuscule du XVII<sup>e</sup> siècle n'est devenue le grand empire actuel qu'à la suite de traités imposés par la force; l'Allemagne serait-elle prête, au nom du principe qui exige le libre consentement, à abandonner toutes ses conquêtes réalisées par la force? Il lui en reste encore plus d'une, une partie du Slesvig-Holstein, la Silésie, bien des territoires de la Prusse de l'Est. Elle considérerait évidemment cette proposition comme aussi injuste que ridicule; est-ce donc qu'à son sens les traités de paix ne sont valables que lorsqu'ils sont conclus en sa faveur, jamais lorsqu'ils le

sont à son détriment ? Quand l'Allemagne proteste contre le « traité infâme » de Versailles, elle oublie que, lorsqu'il a été conclu, elle venait d'imposer à la Russie et à la Roumanie les traités singulièrement plus durs de Brest-Litovsk et de Bucarest (mars 1918). Contrairement à la France en 1871 et à d'autres pays en 1918, l'Allemagne ne perdait pas au traité de Versailles une seule province en violation de la volonté des habitants, pas même le fameux Couloir polonais ; elle n'avait pas été dévastée comme tant d'autres pays, elle n'avait pas à réclamer réparation de ruines causées par la guerre, souvent en violation de la convention concernant les lois et les coutumes de la guerre sur terre ; et, à la Roumanie envahie, elle imposait un traité qui la dépouillait de toutes ses richesses, elle organisait méthodiquement le transport de tout ce qui pouvait être emporté. L'Allemagne ne peut sortir de cette contradiction qu'en déclarant que le droit ne peut être le même pour le peuple élu, le peuple des maîtres, et pour les autres peuples, mais c'est ce qu'aucun autre peuple ne pourra accepter.

Il viendra peut-être un jour, si la communauté internationale devient puissante et respectée, où un traité de paix sera son œuvre à elle, donc une loi internationale et non plus l'œuvre unilatérale du vainqueur, dissimulée sous l'apparence d'un traité imposé au vaincu ; mais, faut bien se dire que jusqu'ici c'est ce dernier cas qui s'est toujours réalisé. Les frontières actuelles de tous les États reposent sur des traités de ce genre ; on peut même dire à ce point de vue que le traité de Versailles est très supérieur aux traités anciens. On peut affirmer qu'il n'y a pas un traité de paix ancien, pas un de ceux qui ont constitué l'Europe actuelle, qui se rapproche autant de la situation d'un traité-loi internationale, que le traité de Versailles, auquel ont pris part non seulement presque

tous les États de l'Europe autres que les Empires vaincus, mais aussi presque tous les États des quatre autres continents ; il a été signé par un ensemble, jamais réuni jusque-là, de vingt-sept États, trente-deux même en comptant les grands Dominions anglais ; ces trente-deux États sont tous tombés d'accord pour imposer ce traité à l'Allemagne. Lorsque, obligée de quitter ce terrain peu sûr pour elle, l'Allemagne réplique en opposant le « dynamisme » de son droit au « statisme » du droit français, il suffit de répondre que c'est toujours la même conception unilatérale du droit, considérée ailleurs comme un manque de bonne foi. D'un côté le droit comporte toujours une certaine stabilité ; de l'autre, pourquoi ce prétendu dynamisme fonctionnerait-il toujours dans le même sens, au profit du même État ? Car l'Allemagne se garderait bien d'admettre qu'il pût fonctionner contre elle. C'est le retour pur et simple au droit du plus fort, puisque l'intérêt, même affirmé majeur ou vital, ne comptera pas s'il n'est pas appuyé sur la force. On cherche à ridiculiser le juridisme ou le légalisme français, mais autant le juridisme est condamnable quand il fait triompher la lettre d'un texte sur son esprit, autant, quand les deux sont d'accord, leur violation sape une des bases indispensables de la vie sociale.

Quand il s'agit du fondement du droit, droit à base de justice ou reposant sur la force, il faut opter ; on ne peut pas miser à la fois sur les deux tableaux, invoquer le droit du plus fort quand on est vainqueur, les grands principes du droit quand on est vaincu ; on ne peut se réclamer du droit dynamique ou encore, comme nous allons le constater bientôt, du droit de nécessité quand on est en cause, et en refuser l'application à tous les autres États si elle doit nuire à l'Allemagne. C'est toujours l'idée que le droit ne peut être le même pour le *Vollkultur-*

*volk*, le peuple à culture complète, et pour les autres ; mais c'est précisément cette affirmation de supériorité répétée à plusieurs reprises par le Führer dans *Mein Kampf*, que les autres peuples, dont beaucoup ont un passé au moins aussi brillant que celui de l'Allemagne, ne peuvent admettre ; ce qu'ils affirment, eux, au contraire, c'est le principe juridique — qui est aussi, nous pouvons l'ajouter ici, la vérité chrétienne — de l'égalité des États devant le droit.

#### IV

Le quatrième point dont je voulais parler, mais je ne pourrai le faire que très brièvement, c'est la question de la responsabilité pour faute. Avec le respect des engagements pris, c'est un des principes qui commandent tout le droit, public ou privé, civil ou pénal, national ou international. En droit interne, la théorie traditionnelle de la faute a été attaquée en ces derniers temps parce qu'on la trouvait trop étroite en certains cas, en matière de responsabilité pour les accidents du travail, notamment, ou pour les accidents causés par l'automobile ; on tend à la remplacer en ce cas par la théorie du risque. Mais la nouvelle théorie a pour but, non de supprimer mais d'élargir la conception de la faute, qui subsiste pour tous les cas de faute délictuelle ou quasi-délictuelle.

Au contraire, en droit international, se sont répandues en certains pays des théories qui ont pour but d'arriver au rejet de toute responsabilité, même pour les actes accomplis en parfaite connaissance de cause et qui causent de graves dommages à d'autres États. C'est le résultat auquel on arrive avec le prétendu principe du droit de nécessité tel qu'il a été exposé en Allemagne à



moment de l'invasion de la Belgique, État perpétuellement neutre dont l'Allemagne avait garanti la neutralité. Du moment qu'un acte est indispensable à la sécurité de l'État, ses gouvernants ont le droit d'y procéder, et si d'autres États résistent, les dommages qu'ils pourront souffrir sont une juste punition de leur faute.

Il est clair qu'il y a là une application pure et simple du droit de la force, puisque ce n'est jamais qu'un État fort qui pourra, sans encourir de responsabilité, accomplir à l'égard d'un État faible, sous prétexte de nécessité, un acte nettement condamné par le droit des gens. Le droit peut et doit certainement tenir compte de la nécessité; c'est là un de ces éléments de fait qu'il ne peut négliger. Mais, en droit international, comme d'ailleurs aussi en droit interne, le champ d'application du droit de nécessité est à peu près restreint au cas de la force majeure et à celui de la légitime défense. Toutes deux, en effet, reposent sur le droit de nécessité; mais ce sont là des applications particulières qui, en présence de situations de fait données, ont pour résultat de réintroduire la justice dans les relations entre hommes, c'est la justice qui serait violée si l'on pouvait exiger du débiteur l'exécution d'une obligation devenue impossible par un cas de force majeure, ou si l'on empêchait de se défendre un homme brusquement attaqué et qui ne peut recourir à la force publique.

Au contraire, lorsque, comme dans le cas de la Belgique envahie, le droit de nécessité est présenté comme un droit absolu, permettant de rejeter ou de dominer tout autre droit qu'on pourrait lui opposer, même celui de conservation, la justice est directement violée par l'État qui, comptant sur sa force, apprécie subjectivement que, son existence ou seulement peut-être son intérêt mal compris étant en jeu, les autres doivent s'incliner devant

lui. Comme ces autres États peuvent évidemment invoquer le même droit, c'est le heurt inévitable, et il n'y a plus qu'une solution, qui est précisément celle désirée par les partisans du prétendu droit de nécessité, la solution de la force. Or un État n'a pas plus le droit de porter atteinte à l'existence d'un autre État qu'un individu ne peut revendiquer le droit de vivre sa vie aux dépens des autres. A moins qu'il ne se considère, en vertu d'une théorie racique par exemple, comme supérieur à tous les autres ; mais nous savons qu'une telle prétention mène à des contradictions inévitables, elle va contre la notion même de droit international qui, comme le droit interne des États civilisés, repose sur le principe de l'égalité de tous les États devant la loi internationale, égalité juridique bien entendu, non pas en force, mais en droit.



Je m'arrête après ce dernier point : la responsabilité des États pour les torts qu'ils ont injustement causés ; apparaît, de même que le point précédent, comme une application directe de l'idée de justice. A moins donc qu'on se refuse à admettre cette notion de justice, fondement avec la charité, de l'ordre social chrétien, ce sont tous les prétendus droits que je viens de citer qu'il faut rejeter. Ces prétendus droits qui sont en réalité de simples facultés, des pouvoirs contraires au droit, comme ceux qui ne pas tenir compte d'un traité qui gêne ou qui déplaît, d'invoquer un faux droit de nécessité pour écraser un État auquel on n'a rien à reprocher, de rejeter enfin lorsqu'on est le plus fort, toute responsabilité pour les torts causés à autrui. Ce sont là autant de pouvoirs détournés à tort du nom de droits, car ils sont directement con-

traires au droit juste à fondement moral, et même aussi au droit commun des nations, le droit international positif actuel ; ils ne reposent que sur la force, qui est le contraire du droit.

Remarquons d'ailleurs que, lorsqu'on aura réussi à rejeter dans la société internationale le recours à la force, c'est-à-dire le droit de guerre unilatérale et arbitraire, et à faire triompher dans les esprits le règne du droit, il ne faudra pas s'en tenir à ce triomphe théorique, il faudra de toute nécessité arriver à mettre la force sociale au service du droit. C'est ce dont se rendent compte maintenant les Anglo-Saxons, qui ont cru un moment pouvoir se contenter du recours à l'opinion publique pour empêcher ce crime international qu'est la guerre d'agression. L'échec momentané de la Société des Nations leur a enfin ouvert les yeux. Ils ont compris la vérité du mot ancien, *ubi societas, ibi jus*. Le droit n'est pas seulement une morale ou une religion. Morale et religion sont nécessaires, certes, et elles suffiraient peut-être si les hommes étaient parfaits, tous justes et capables de comprendre et de vouloir le bien général. Malheureusement tel n'est pas le cas, et ils sont portés à lui préférer leur bien particulier, parfois même malhonnête ou mal compris. Il faut donc, dans la communauté internationale comme dans toute autre société, qu'une autorité sociale puisse indiquer en cas de doute, où est le bien commun et travailler à le faire respecter. Le fondement du droit, — et, en le disant, je ne fais que répéter une vérité mille fois affirmée par l'Église et par les grands philosophes et juristes qui ont honoré l'humanité, — ce n'est pas dans la volonté humaine indépendante de toute loi divine ou morale qu'il faut le chercher ; ce n'est pas davantage dans la prétendue volonté souveraine du peuple ou de l'État national ou raciste, comme si toujours en fin de compte il ne

fallait pas en revenir à la volonté d'un ou de quelques hommes, roi, dictateur ou majorité du peuple. Le droit pour fondement premier — non pas unique, car il faut tenir compte aussi de l'histoire et des intérêts légitimes — la justice, et il a pour but l'ordre social, c'est-à-dire l'ordre de la communauté internationale, le bien commun de l'humanité, son bien non pas exclusivement matériel, bien entendu, mais aussi et même d'abord spirituel, puisque l'homme n'est pas seulement corps, mais bien corps et esprit, et qu'en lui la partie la plus noble, celle laquelle, quand il faut opter, on doit s'attacher de préférence, c'est non pas le corps, mais bien l'esprit.

LOUIS LE FUR.

## NOTES ET RÉFLEXIONS

### Une nouvelle politique américaine ?

La conférence de Bruxelles s'est terminée. On en chercherait vrainement le fruit. Les puissances démocratiques ont fait preuve, une fois de plus, d'une lamentable indécision ; aucune n'a su proposer autre chose que de belles phrases : et si elles escomptaient l'appui des États-Unis, peut-être leur véritable but était d'exploiter à fond le discours de Chicago, force leur a été de constater qu'en Amérique, plus encore qu'ailleurs, il y a loin des paroles aux actes...

Non que M. Roosevelt n'ait compris. L'écrasement de la Chine a mis en cause, très directement, des intérêts américains : fille spirituelle des États-Unis, la République du Kouomintang leur offrait des possibilités commerciales illimitées ; tout cela s'effondre au bénéfice de la grande rivale asiatique ; même des hommes que l'Europe laisserait indifférents se sentent atteints, et M. Stimson, l'ancien secrétaire d'État du président Hoover, prêcherait volontiers une intervention qu'il proposait dès 1932... D'autre part, la guerre civile d'Espagne passionne l'Amérique latine : la plupart de ses dictateurs sympathisent avec le général Franco ; ne seront-ils pas tentés d'organiser leur pays à sa façon, ne baptiseront-ils pas du nom de « communistes » tous leurs adversaires politiques, et si des troubles surviennent, n'invoqueront-ils pas le secours

de l'alliance Berlin-Rome-Tokyo? Le nouveau continent ne se sent plus entièrement à l'abri des luttes idéologiques. Il ne peut plus se croire une terre d'asile où ne pénétreront jamais les désordres européens. Avec une certaine naïveté, les États-Unis s'imaginaient que la démocratie y ferait régner la paix : ils savaient, mais peu leur importait, que souvent cette démocratie n'existait qu'en théorie ; du moins les principes étaient saufs ; les diverses Constitutions reflétaient la Constitution américaine, les Américains du Nord trouvaient partout des institutions semblables aux leurs et un terrain favorable à leur influence. Voici que cela change. Le Brésil, après son coup d'État, se modèle sur le Portugal, non plus sur les nations anglo-saxonnes : et sans doute, une fois passée la première émotion, les observateurs de Washington respirent : ils admettent, un peu à contre-cœur, qu'une démocratie « corporatiste » peut être une vraie démocratie, ils se persuadent que le Brésil n'entend pas leur tourner le dos ; mais ailleurs, demain, que se passera-t-il ?

De toutes ces considérations, l'idéologie, certes, n'est pas non plus absente. Les États-Unis se font de la démocratie une religion. Dans leur grand disparate, c'est le seul principe commun, celui qui les unifie, celui que l'on enseigne dans les écoles et que l'on inculque aux naturalisés. Devenir Américain, cela veut dire avant tout s'insprégner d'un état d'esprit démocratique. Un Américain peut être chrétien, Juif ou athée, il peut s'exprimer en anglais, en allemand, voire en français, il peut même être blanc ou noir : mais à tous les Américains de toute origine et de toute croyance on a fait vénérer la Constitution, norme suprême de leur vie publique. Ils portent sur elle leurs réserves d'enthousiasme. Pour les émouvoir c'est cette corde qu'il faut toucher : d'où la croisade du président Wilson, et sa ressemblance avec les discours que prononce aujourd'hui son successeur.

Pour qu'ils agissent, cependant, il faut une longue édu-



cation, dont nous ne pouvons affirmer qu'elle réussira. Tout pousse les États-Unis à l'isolement : leur situation géographique, leur recrutement ethnique parmi des hommes qui ont fui l'Europe et ses querelles, les déceptions d'après-guerre, l'ignorance ; au désir de rester neutres, ils ont sacrifié même leur impérialisme ; c'est hier que cette neutralité passait dans les lois. Assurément, il n'est pas question en ce moment d'entrer dans une guerre, mais de coaliser les bonnes volontés pour empêcher que cette guerre n'éclate : distinction essentielle, que M. Roosevelt ne manque pas de faire ; il montre à bon droit qu'un incendie, une fois allumé, se circonscrit difficilement. Qui ne voit pourtant la difficulté ? nous qui tremblons à la seule pensée d'un geste imprudent, ne comprendrons-nous pas les répugnances de ces millions d'électeurs qui n'aspirent, et véhémentement, qu'à tirer leur épingle du jeu ?

Ceci survient en outre au moment où, pour la première fois, le prestige de M. Roosevelt semble quelque peu ébranlé. Une baisse persistante affecte la Bourse de New-York ; l'industrie s'inquiète ; les Chambres deviennent rétives. Bien des gens se demandent où l'on va. N'oublions pas que, par la largeur de ses vues, M. Roosevelt constitue dans son pays une exception : la période 1920 à 1932 représentait bien mieux l'esprit américain moyen. Ainsi de la politique extérieure. A vouloir créer le sentiment d'une solidarité internationale permanente, le président Wilson s'était cassé les reins. Nous ne nous étonnerons pas si le retentissement européen du discours de Chicago a suscité des méfiances, si l'avidité trop grande avec laquelle on semblait attendre une « initiative américaine » a mal impressionné, si des parlementaires ont immédiatement déposé des projets visant à restreindre les pouvoirs du gouvernement en matière diplomatique... Sur ce terrain, la majorité se divise. Pour la conserver, M. Roosevelt devra éviter tout ce qui pourrait irriter l'o-

pinion ; ses manœuvres devront rester extrêmement prudentes.

Voilà pourquoi la conférence de Bruxelles s'est soldée négativement. Le même sort attend, pour l'instant, toutes les démarches où l'on spéculerait trop volontiers sur le concours américain (et quoi qu'en pense M. Herriot, la question des dettes n'y a rien changé). M. Roosevelt apporte aux démocraties son appui moral ; il est prêt à les aider par des accords économiques ; c'est quelque chose que ce n'est même pas négligeable, mais c'est tout. Fera-t-il davantage, plus tard, comme sans doute il le désire ? Nous ne pouvons raisonner que sur les circonstances actuelles : bien qu'il puisse les modifier à la longue, elles paralysaient une action immédiate, et si ses manifestations de sympathie nous illusionnaient, mieux vaudrait qu'il n'en rien dit.

AUGUSTE VIATTE.

## La triste année 1937

Le passage de 1937 à 1938 est donc un fait accompli : nous aurons désormais à mettre un 8 au lieu d'un 7. Encore une année entrée tout entière dans l'histoire — et quelle histoire !

Deux grands faits dominent ces douze mois écoulés, deux grands faits qui sont deux grandes guerres : celle d'Espagne, celle de Chine. L'Espagne, « cette péninsule déjà presque africaine », écrivait jadis Élisée Reclus. Or, l'Afrique du Nord s'offre à nous comme une des portes de l'Orient, et l'Espagne est le seuil de cette porte. La Chine, elle, est celle de l'autre porte. La question d'Orient longtemps obsédée

L'Europe. Marathon, Salamine, Platée figurent comme des phases du duel; et les invasions lombardes, arabes, et les Croisades, et l'apparition des Turcs, portant en plein XVII<sup>e</sup> siècle leur menace jusqu'au cœur du continent. L'« homme malade » s'est désormais régénéré. Y aurait-il, pour prendre sa place, deux autres « hommes malades » ?

Les idéologies sont venues compliquer une situation déjà fort embrouillée. Les Nippons, comme les nationalistes espagnols, estiment qu'ils sauvent la civilisation du bolchevisme. Mais si c'est pour la faire verser dans le totalitarisme statolatricque, nous craignons fort qu'elle n'y gagne point. Franco nous a, il est vrai, déjà rassurés à cet égard; l'empire du Mikado inquiète plus. De surcroît, il menace les établissements européens non pas seulement en Chine, mais par contrecoup dans toute l'Asie. Les Nippons seront-ils les réveilleurs de l'Orient, et nos enfants verront-ils aux guerres nationales se substituer les guerres de continent à continent ?

\*  
\* \*

La guerre d'Espagne a donc continué avec âpreté tout le long de 1937, marquée par de constants succès des nationaux, qui gardaient l'initiative des opérations. Sur le front du Nord, ils ont pu réduire les deux saillants des provinces basques et des Asturies, faisant disparaître ainsi la menace ennemie sur les derrières de leurs armées. Les dirigeants de Barcelone — puisque le gouvernement de Madrid-Valence s'est transporté dans la capitale catalane — ont tenté, en fin d'année, un gros effort pour prendre Teruel, entre Madrid et Valence. Était-ce pour prévenir la grande offensive annoncée du côté de Franco ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le sort de Teruel paraît être fixé; l'effort des gouvernementaux a fait long feu. Aux dires des experts, ils ne possédaient pas d'artillerie, de munitions et d'avions en quantités suffisantes, et leur ravitaillement était défectueux. Ils ne pouvaient donc entreprendre que des opérations limitées, et celle de Teruel a échoué.

Si l'on rapproche cet échec du manque de réaction des gouvernementaux alors que les nationaux entreprirent de dégager Bilbao et Oviedo, on en conclura à l'absence d'es-

prit offensif chez les premiers. Franco attaquait au nord mais il était vulnérable au sud et à l'est. Or, à part deux attaques locales, l'une à Brunette et sur le front de Madrid en juillet, l'autre à Belchite, sur le front aragonais, au début de septembre, la délivrance de Bilbao et celle d'Oviedo ne firent pas sortir les miliciens de Madrid de leur attitude passive.

Il n'est point exagéré de dire qu'au cours de l'année 1936 la guerre civile d'Espagne porta la plus forte menace à la paix européenne. Qu'on se rappelle l'attaque alléguée de gouvernements contre un bateau allemand, attaque suivie du bombardement d'Almeria en guise de représailles, puis les actes de piraterie en Méditerranée, les efforts désespérés de la France et de l'Angleterre pour maintenir la non-intervention, l'heureux succès de la conférence de Nyon, et de nouveau l'avenir de la non-intervention compromis, enfin l'accord conclu tant bien que mal entre les cinq grandes puissances.

Où en est l'exécution de cet accord? Où en est l'évacuation des volontaires? Nous sommes assez mal fixés à ce sujet. Mais ne réveillons point le chat qui dort, et contentons-nous de constater avec une réelle satisfaction que les passions idéologiques semblent apaisées. Il paraîtrait, du reste, que l'U.R.S.S. ne livre plus de munitions à Barcelone et que l'influence du Komintern y subit une sérieuse éclipse. Puisse la nouvelle être exacte; elle faciliterait une paix rapide, qui mettrait fin au cauchemar que nous vivons depuis un an et demi.

*Ex Oriente sanguis.* Depuis le commencement de juillet dernier, un nouveau foyer d'incendie s'est allumé. On se rappelle l'étincelle qui mit le feu aux poudres : des coups de fusil échangés aux environs de Pékin entre soldats chinois et troupes nipponnes en manœuvres de nuit. Or il semble qu'à cette époque ni le gouvernement du Mikado ni l'état-major japonais, ni même le commandant général nippon dans la Chine du Nord, ne souhaitaient la guerre; ce sont quelques officiers nippons qui voulurent mettre Tokio devant le fait accompli. Leur but était apparemment d'en finir avec l'opposition de Nankin aux tentatives des autorités japonaises d'occupation pour détacher les cinq provinces du Nord du gouvernement central. Ces cinq provinces apparaissaient, et

ffet, indispensables au ravitaillement en matières premières de l'empire du Mikado; elles constituaient, en outre, non seulement un marché pour leurs produits fabriqués, mais aussi une base militaire excellente en vue d'une action future contre la Mongolie extérieure et la Russie des Soviets.

Imposer de gré ou de force une collaboration économique à la Chine : tel semble avoir été la ligne de conduite de Tokio. Mais Nankin préférerait naturellement à l'unique et impérieux collaborateur voisin l'aide lointaine et multiple de la France, de l'Angleterre, des États-Unis, et même de l'Allemagne et de l'Italie.

Si la Chine peut mobiliser sept fois plus d'hommes que le Japon, ses troupes sont loin d'être aussi bien entraînées et disciplinées; en outre, ses armements terrestres, aériens, et surtout navals présentent une infériorité lamentable.

Les succès japonais, au cours des six mois d'une guerre non déclarée, les ont amenés à occuper toute la Chine septentrionale, puis Changhaï et Nankin. Le gouvernement chinois, réfugié à Han-Kéou, se trouve exposé à la double menace ennemie, dirigée à la fois du sud et du nord. Le maréchal Tchang-kaï-Chek vient cependant de repousser comme inacceptables les conditions de paix proposées par Tokio. 1938 verra donc se continuer, pour quelque temps du moins, un conflit dangereux pour la paix du monde.

Les puissances blanches ont-elles pleinement compris que le sort de leur présence en Chine était plus que compromis? Nous le croyons, car il faudrait être aveugle pour nier l'évidence. Mais la discorde règne au camp d'Agramont. En souscrivant au pacte anti-communiste germano-nippon, Rome a encouragé Tokio à poursuivre son offensive. L'Allemagne fixe l'U.R.S.S. à l'ouest et la neutralise. L'Italie en fait autant en Méditerranée pour l'Angleterre. Quant aux États-Unis, hypnotisés par leur désir de paix à tout prix, d'ailleurs incapables d'entreprendre seuls une action lointaine dans des mers lointaines, ils ne bougeront pas. L'empire nippon a les mains libres, bien libres.

Ce n'est point la réunion à Bruxelles des signataires — sauf Tokio — du traité des Neuf Puissances, qui a pu impressionner Tokio. Les nations dites démocratiques ont une fois de plus cédé à leur « manie juridique », parfaitement inopérante dans les circonstances actuelles, et qui ne fait que les

rendre ridicules. Au bruit des mitrailleuses, on ne répond pas par celui de la machine à écrire.

Cependant, la force financière de l'empire nippon a des limites, et la Chine a toujours fini par absorber ses conquérants. On a remarqué l'attitude de Berlin qui — comme Rome d'ailleurs — cherche à ménager les deux belligérants. Nous pouvons nous demander si ces deux capitales n'auraient pas reçu de Tokio des promesses de collaboration économique dans les territoires conquis. Qui sait si les Nippons ne rétrocéderont pas Tsingtao et Kiatchéou au Reich.



Voilà donc dressé le triste bilan des deux guerres qui ont ensanglanté l'année close. Ajoutons-y le coup récent porté par l'Italie à Genève, qui, en se retirant de la S. D. N., a porté à quatre le nombre des grandes puissances y pratiquant l'absentéisme. La décadence de l'institution internationale génératrice de tant d'espairs s'affirme donc. De plus en plus l'Europe revient au principe d'équilibre. Ce n'est certes point la perfection; c'est du moins la seule ressource qui lui reste après l'échec du désarmement et celui de la sécurité collective.

De quoi demain sera-t-il fait? On ose à peine y penser. L'année écoulée est jonchée de cadavres, de haines, de déceptions. Celle à venir ne peut guère être pire — sauf si le monde entier prenait feu.

3 janvier 1938.

A.-D. TOLÉDANO.



## La Chine rouge en marche

La nouvelle guerre sino-japonaise apporte des modifications considérables au statut politique de la Chine : le Maréchal Tchang Kai Chek, qui menait avec une extrême vigueur la lutte contre les armées communistes chinoises, est obligé de concentrer toutes ses forces pour résister aux attaques nippones. D'autre part, les communistes chinois, à l'exemple de leurs camarades européens, essaient de pratiquer une politique de « front populaire » et ont proposé aux autorités centrales de Nankin, qu'ils dénonçaient jusqu'alors comme des traîtres à la nation et au peuple, de former un « front commun » contre l'envahisseur.

Le problème des régions soviétiques chinoises se pose donc à présent de tout autre façon : il est utile pourtant de se rendre compte de l'emprise que put exercer le communisme dans certaines régions importantes de Chine. Mme Agnès Smedley nous donne des récits de *La Chine rouge en marche* (1). Évidemment, ces récits n'ont pas grande valeur documentaire; ils prennent trop souvent le ton de l'épopée lyrique, en particulier le dernier chapitre : « Naissance de la République chinoise », mais ils ont au moins valeur de témoignage sur les tendances des Soviets chinois, tendances antimilitaristes, anticapitalistes, antireligieuses (p. 72, les missionnaires catholiques sont considérés comme des espions au service des étrangers). La description assez monotone et confuse de tous les combats livrés déçoit le lecteur, qui aurait préféré une histoire plus objective des réformes politiques et sociales des Soviets chinois.

PAUL CATRICE.

(1) Traduit de l'anglais par Renaud de Jouvenel. Paris, Éditions sociales internationales, 1937, in-16 de 318 p., 15 fr.

## A TRAVERS LES REVUES

● Un article documentaire de J. La Farge, S. J. (*Lettres de Rome*, décembre), sur *Le communisme aux États-Unis*, étudie les manifestations diverses de la propagande communiste dans ce pays. L'intérêt de ces pages est qu'elles peuvent nous aider, par comparaison, à tenter un relevé systématique, qui vaudrait pour tous les pays, des caractères de l'action prothéenne du communisme. Le R. P. La Farge les énumère ainsi : 1) Appropriation et confiscation de l'idéal démocratique; 2) opportunisme quant aux personnes; 3) discrétion des chefs : leur modestie et leurs réticences systématiques; 4) l'affirmation de l'inefficacité des tentatives chrétiennes pour réformer les conditions sociales; 5) énorme effort de publications, radio, cinéma, presse; 6) organisation politique des travailleurs; 7) organisation de grèves et de *pickets*; 8) mouvement de jeunesse; 9) organisation des loisirs; 10) mouvements artistiques et culturels; 11) nombreux mouvements pacifistes; 12) mouvement coopératif et éducation des adultes.

● Il ne nous a pas été possible jusqu'à ce jour de rendre compte du livre d'A. Mendizabal : *Aux origines d'une tragédie*. Nos lecteurs d'ailleurs, ne sont pas sans avoir quelque connaissance de cette œuvre importante de l'ancien professeur d'Oviedo (le gouvernement de Valence vient récemment de priver A. Mendizabal de sa chaire). Plusieurs des articles qui en composent le fond ont paru dans *La Vie Intellectuelle*.

Nous devons nous contenter d'emprunter à un rédacteur des *Études*, le R. P. Fessard, cette appréciation qualifiée du livre de notre ami :

« Livre de savant, on dirait presque : de clinicien social, cet ouvrage est aussi celui d'un homme qui a vécu la révolution doctobre 1934 dans Oviedo la rouge. Cet homme, après avoir vu sa maison, sa bibliothèque, ses travaux brûlés, a la grandeur de reconnaître les vertus espagnoles, chevaleresques et inconsciemment chré-

iennes, des mineurs asturiens dont il fut prisonnier, mais dont il put conquérir l'amitié. Le récit de ces journées, écrit au lendemain même du drame, et reproduit ici au milieu des analyses du politique, en dit long sur la qualité du christianisme qui les inspire...

« A ce titre, l'ouvrage de M. Mendizabal est un enseignement et un exemple non seulement pour les catholiques d'Espagne, mais pour ceux de France et de tout pays. Une courageuse Préface de Maritain prend soin de le mettre en lumière en montrant l'anachronisme, pour ne pas dire la fausseté, du concept de « guerre sainte » appliqué au conflit espagnol. Des attaques plus lyriques que fondées en raison ont essayé en vain de mordre sur ces analyses. Quoi qu'il en soit d'ailleurs du détail, il n'est pas douteux qu'elles signalent avec rectitude un danger que le catholique se doit d'éviter. Tout récemment, une voix autorisée l'a rappelé dans l'*Osservatore Romano* : « En dehors des deux partis en armes, l'Église ne combat pas, elle est martyre. »

● On fait précéder, dans les *Nouveaux Cahiers* (15 décembre), un article de R. Dautry : *La politique du logement en Angleterre*, des remarques suivantes : « Le problème du logement est, du point de vue social, l'un des plus importants : joies de la famille, éducation des enfants, qualité des loisirs, hygiène, santé, valeur ethnique, sont étroitement dépendantes d'un meilleur logement, pour les hommes de ressources modestes ou médiocres. Le relèvement de la moralité publique, la disparition progressive de l'esprit de classe seront singulièrement favorisés si ce problème est résolu. Aujourd'hui, l'arrêt presque complet de l'industrie du bâtiment, dont l'activité est à la base de toute la vie industrielle, pose le problème avec une particulière urgence sur le plan de l'économie. Un programme d'habitations, mis en route sans délai, apparaît comme une nécessité. »

Dautry étudie précisément, dans un article suggestif, la politique anglaise des logements et le programme de l'urbanisme dans la banlieue de Londres.

● Dans le *Bulletin de l'Association juridique internationale* (décembre), une étude de G. Pirou : *L'aspect juridique des occupations d'usines* : « L'occupation des usines est illégale, mais elle ne constitue pas un délit. Juridiquement, la différence est importante : dire que l'occupation des usines est illégale, c'est permettre de fonder sur cette illégalité une action en responsabilité civile, mais, comme les ouvriers sont généralement insolvables, cela ne présente

qu'un intérêt théorique; dire, au contraire, que l'occupation d'usines est un délit, c'est asseoir sur ce délit une responsabilité pénale, qui, celle-là, pourrait être effective et se traduire éventuellement par de la prison.

« La jurisprudence antérieure aux occupations d'usines est extrêmement nette; elle admet qu'il n'y a violation de domicile que lorsqu'il y a eu introduction dans le domicile avec violence. Or il apparaît en ces conditions que le texte sur la violation de domicile s'applique pas aux occupations d'usines.

« En effet, on peut faire le raisonnement suivant : La notion de propriété est en cours d'évolution, et cette évolution se traduit par une limitation croissante de la propriété immobilière en face de laquelle se développent des formes nouvelles de propriété : d'une part, la propriété commerciale, qui a été reconnue par des lois récentes; d'autre part, en matière agricole, la propriété culturale qui reconnaît à l'exploitant une sorte de droit de propriété en face du propriétaire du sol. S'appuyant sur ces précédents, on a déclaré que, le lieu de travail étant le point de rencontre des collaborateurs de la production, l'usine n'appartient en propriété exclusive ni à l'un ni à l'autre de ces collaborateurs, ni au capital, ni au travail. »

# PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT

R. PITROU, *Le système éducatif du troisième Reich.*  
Professeur à l'Université de Bordeaux.

Ce ne sont peut-être pas tant les emprisonnements et les tracasseries qui faisaient dénoncer à Pie XI la persécution allemande, que la terrible emprise du régime hitlérien sur la jeunesse.

D'un point de vue qui n'est pas confessionnel mais pédagogique, les renseignements recueillis ici n'en sont pas moins révélateurs et terrifiants : c'est la vie de l'intelligence et celle de l'esprit qui sont compromises. Comment la foi chrétienne ne serait-elle pas déjà menacée par une semblable éducation ?

M. LECOMTE. *Un éducateur moderne au XVIII<sup>e</sup> siècle.*  
Le chevalier Pawlet.

## DOCUMENT

P. DE LALLEMAND. *Une étude du système de Decroly.*

Un certain traditionalisme pédagogique recouvre, en fait, beaucoup de paresse et d'égoïsme. Comme on le remarquait récemment, en pédagogie comme en toute autre matière, l'Eglise ne nous donne que des directives générales. Pour les applications, qui relèvent de la technique de l'enseignement, elle s'en remet à notre activité intelligente. Le Dr Decroly ne fut des nôtres ni par la croyance ni par les idées qui inspirèrent son système, qui domine incontestablement la pédagogie contemporaine. Peut-on baptiser le système Decroly ?

P. D. *L'Évangile expliqué aux petits par une maman.*

## Le système éducatif du III<sup>e</sup> Reich

Est-ce un ressouvenir de son ancien métier d'architecte ? Le chancelier Hitler aime la symétrie. Nous l'avions observé, déjà, en étudiant ici l'organisation compliquée, schématique, géométrique qu'il a imposée à la matière la plus rebelle qui soit à toute réglementation : l'Art. Même rigidité mathématique dans sa « mise au pas » de l'agriculture, par exemple. Même rigidité dans sa réforme, aujourd'hui complète, de l'éducation nationale. Cet homme « pratique » reste malgré tout, par certains côtés, le rêveur allemand qui réinvente la réalité et croit pouvoir la plier à sa fantaisie.

Dans la construction nouvelle, tout est nivelé, équilibré, ramené à un centre commun, même ce qui ne laisse pas niveler, ni équilibrer, ni ramener à l'unité. Dans une façade en apparence homogène, les fausses fenêtres, les arcades aveugles ne manquent pas.



Nous sommes en Allemagne, en Allemagne prussienne : cela se voit. Il faut que tout marche militairement à la baguette. L'année même de la prise du pouvoir par le national-socialisme, le 28 décembre 1933, un décret répartissait la tâche éducatrice entre trois autorités : les parents, les ligues de jeunes, l'école. Les anciens « co



« conseils de parents » étaient remplacés par des *Schulgemeinden*, « communautés » formées des parents, des maîtres, et présidées par un Führer désigné par la H. J. (jeunesse hitlérienne), qui se charge, n'en doutez pas, d'y maintenir le « bon esprit ». Les ligues de jeunes, ce sont, pour les garçons, la H. J., pour les filles le B. D. M. (*Bund deutscher Mädchen*). Leur ambition, c'est « la formation de la jeunesse par elle-même », c'est de devenir (j'enjurante toujours le langage officiel) « des écoles sociales de disciplines de soi, de camaraderie et d'esprit chevaleresque ». A cet effet, un décret (7 juin 1934) réservait aux réunions de la H. J. et du B. D. M. la journée entière du samedi, baptisée dorénavant « jour de la jeunesse d'État ». De 8 à 18 heures l'hiver, de 7 à 19 heures l'été, les enfants sont absolument soustraits à leurs parents ; on sais — des parents — qui ne trouvent pas cela enchanteur. « Et que devient, dans tout cela, la famille ? », me lu, un jour, dans une lettre adressée par une lectrice rebelle à un grand quotidien là-bas (1).

On remarquera que l'école ne vient qu'en troisième lieu ; et cela, déjà, est significatif. Appliquant à la lettre les théories de *Mein Kampf*, le législateur a nettement jeté à l'arrière-plan l'intellectualisme. A l'Allemagne réveillée », il faut non plus des cerveaux, des savants assilés, mais des caractères, des volontés. Ces caractères, ces volontés, on les obtiendra, non plus en bourrant des cerveaux, comme on avait fait jusqu'alors, mais en fortifiant les corps. Conséquence : place prépondérante accordée aux exercices physiques, à la boxe en particulier, qui développe l'esprit de défense et d'attaque,

(1) Toujours le goût de la symétrie architecturale ! Un beau bâtiment, avec deux ailes, mais l'une des ailes, au moins, en trompe-l'œil.

le *wehrhafter Geist*. Les garçons seront entraînés *Wehrsport*, c'est-à-dire, en somme, aux manœuvres militaires, les « jeunes dames », comme on dit là-bas, à des sports plus doux et au jardinage, au ménage, si favorable à la santé.

D'une façon générale, on sépare de nouveau les sexes trop volontiers mélangés sous le régime weimarien. Pour l'éducation sexuelle non plus, source de curiosités malsaines. Il s'agit de former : d'une part, des chefs, à tout le moins des membres actifs de la communauté populaire ; de l'autre, des mères vigoureuses au physique et au moral, qui donnent au pays des enfants sains et « bons Allemands ».

C'est ainsi que le terrien qui dort au fond de tout l'Allemand, comme sans doute de tout Français, prend sa revanche sur l'ennui d'un enseignement très pédant, très technique, et tourne en ridicule le *Herr Professor* à lunettes d'or. Aujourd'hui, le *Herr Professor*, s'il veut entrer dans l'enseignement supérieur, doit commencer par séjourner un certain nombre de semaines dans un camp ! Il y connaît des gens de professions diverses, prend ainsi contact avec le peuple, exerce ses muscles par le travail et la gymnastique ; les seules conférences qu'il entende sont des conférences d'initiation politique. Et, au fond, la rectitude de la doctrine importe plus à l'État national-socialiste, même s'il s'agit d'une chaire de faculté, qu'à la science purement livresque. Mêmes dispositions pour les enseignants de l'ordre primaire et secondaire. On envoie les instituteurs de ville à des stages à la campagne pour qu'ils reprennent le goût et le sens de la terre et l'inculquent à leurs élèves. (N'oublions pas que nous sommes dans un pays où 64 o/o des gens vivent à la ville.) Dans la même intention, les anciennes écoles rurales ont été transportées, d'office, dans de toutes p

tes agglomérations comme Plœn, ou Potsdam, ou Kœs-in, dès 1934.

Mais les enfants eux-mêmes, et non pas seulement leurs maîtres, sont en toute occasion remis en contact avec la terre nourricière et exhortés à comprendre la grandeur de la vie rurale. Ceux des écoles primaires font, à tout propos, des excursions en plein air ; la Prusse a même fait l'effort considérable d'envoyer, depuis 1934, 22.000 « sortants » des écoles primaires tous les ans passer *huit mois* dans des fermes. Chacun sait que, depuis le début de l'ère nouvelle, tout bachelier, toute bachelière, est astreint, avant d'aborder les études supérieures, au fameux « service du travail » ; les jeunes filles remplacent ces quatre mois de rude travail manuel (assèchement de marais, construction de routes) par du ménage et de l'horticulture.

C'est également en rase campagne, loin des routes fréquentées, qu'ont été construits les trois « monastères » dont nous a parlé Robert d'Harcourt dans *l'Évangile de la Force* (Plon, 1936) : Burg Sonthofen en Bavière, Vogelsang en plein Eifel, Crössinsee sur un lac en Poméranie. Dans un décor qui rappelle le mysticisme de *Parzival*, les futurs Führer sont soumis à un noviciat de trois années, où leur formation physique et militaire va de pair avec leur formation politique.

Régénération de la race d'abord : on ne saurait faire prime aux dirigeants d'un pays où, comme chez nous, la santé publique est compromise, d'accorder la première place au *corpus sanum*, la *mens sana* ne venant qu'après. Peut-être ici pourrions-nous imiter un peu... (1)

(1) Bien entendu, l'intention militaire prédomine en tout cela ; mais, là aussi, ne gagnerions-nous pas à nous modeler *un peu* sur nos voisins ?



Et sans doute aurions-nous profit, nous aussi, à désencombrer nos programmes scolaires. *Mein Kampf*, en 1925, proclamait courageusement l'urgente nécessité de jeter par-dessus bord tout un *Ballast*, un fatras inutile, indiquait nettement (on ne peut pas reprocher aux nouveaux maîtres de l'Allemagne de ne pas savoir choisir) ce qu'il fallait conserver des plans d'études antérieurs. En somme, une culture qualitative beaucoup plus que quantitative. En quoi réside l'essentiel? Et nous arrivons ici au fameux enseignement racial. A tous les degrés, faut que l'enfant, que le jeune homme ou la jeune fille sortent de l'école, du cours, profondément pénétrés de la grandeur de la Race allemande, de l'obligation de maintenir sa pureté et d'accroître son rayonnement. A tous les degrés donc on enseignera *la même chose* : enseignement historique, géographique, biologique, économique, littéraire — tout viendra confluer vers cette *Rassenkunde*, aboutira à elle.

Éducation au chauvinisme, s'écriera-t-on dans les papiers dits « libéraux »!

— « La peur que notre époque ressent devant le chauvinisme est le signe de son impuissance », vous répond par anticipation *Mein Kampf*. Toute science, quoi que nous fassions, porte la marque de son temps, du pays où elle a été élaborée, affirmait en juillet 1936 le recteur Krieck, au 550<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Université à Heidelberg. Mais aussi bien ne sied-il pas qu'elle « porte une flèche indicatrice »? L'objectivité, ou qu'on appelle ainsi, reste en dehors de toute vie. Des Allemands au service de la doctrine nationale-socialiste.

telle sera désormais, selon le Dr Dietrich, chef du bureau de Presse du Reich, la définition du savant, outre-Rhin. Les résultats de la recherche scientifique n'ont de valeur, aux yeux d'un autre pédagogue, le Dr Rein, de l'Université de Hambourg, que s'ils peuvent être transmis à la communauté populaire avec un indice de valeur. Archéologues, historiens, ethnologues, linguistes, économistes, médecins, tous sont en quelque sorte mobilisés pour enrichir la connaissance qui prime toutes les autres et les résume : la race.

On devine, dès lors, la transformation que subissent des disciplines comme l'histoire, littéraire ou non. On insiste, par exemple, de plus en plus, même dans les « Écoles de la Communauté » (communales) sur la pré-histoire, qui nous présente une Allemagne « pure de tout mélange chrétien, oriental ou méridional » (1). En littérature, on glisse sur le XIX<sup>e</sup> siècle, infecté d'idées libérales, pour mettre l'accent, au contraire, sur un Klopstock éveillé de l'Allemagne nationale, ou, dans l'œuvre de Goethe et de Schiller, sur *Goetz von Berlichingen* ou *Wilhelm Tell*. Les contemporains sont à l'honneur, pour autant, bien entendu, qu'ils propagent les saines théories, comme Werner Beumelburg et son *Deutschland in Ketten*, Hans Grimm et son *Volk ohne Raum*. Le récit des grands événements historiques, lui aussi, s'effectue selon des principes politiques et conformément aux exigences révolutionnaires », pour parler comme les instructions hambourgeoises du 25 septembre 1933.

Mais c'est l'enseignement de la langue surtout qui doit donner l'occasion d'exalter la solidarité nationale, dont elle est le vivant symbole, l'expression la plus pré-

(1) On utilise surtout, à cet effet, les découvertes de Kossina sur les civilisations germaniques et prégermaniques.

cieuse. On lui a fait, dans les horaires, la part du lion. Dans toutes ces leçons, aussi bien, qu'il s'agisse des grands hommes qui ont bâti l'Allemagne (car ici les officiers réagissent contre la conception weimarienne qui nivèle le génie et universalise l'anonymat) ou des chefs-d'œuvre qui expriment l'âme nationale, doit se dégager avec une éclatante évidence la supériorité de la race germanique et la foi en son avenir. Là comme ailleurs, toute connaissance serait stérile qui ne contribuerait pas à mieux faire pénétrer l'âme nationale, à prendre une conscience plus nette du « sol et du sang » allemands.

\*  
\* \*

Par là sera obtenue peu à peu cette synchronisation des esprits, cette unification des vouloirs et des pensées qui scellera l'unité politique vaguement ébauchée par Bismarck. Et il est bien certain que l'enfant, arraché dès l'âge de cinq ou six ans à l'influence de la famille, enrôlé comme *Pimpf* (ainsi appelle-t-on les garçons et les benjamins des jeunesses hitlériennes), il est certain que cet enfant, à plus forte raison en pareil pays, adoptera sans choix les idées national-socialistes, y compris les idées antichrétiennes. Le miracle réalisé par le Führer fut de brasser en une communauté unique toutes les classes, tous ces partis qui, jusque-là, se combattaient comme des boulets rouges (on peut le dire !). Il n'y a plus qu'une école allemande, déclarent à tout propos les nouveaux maîtres des Allemagnes. C'est impliquer *ipso facto* la suppression de tout enseignement confessionnel ; ménager presque favorisé par la « République des Juifs », celui-ci voit ses jours désormais comptés. Sa situation, chaque jour, devient plus précaire — jusqu'à l'étouffement prochain.



« L'école de tous les Allemands » ; on voit que nous n'avons pas le monopole de « l'école unique » (d'ailleurs importée d'Allemagne). Tous les enfants, riches ou pauvres, sur les mêmes bancs ! L'enseignement secondaire, dispensé dans les *Oberschulen*, accessible au seul mérite : les bourses y sont multipliées... sauf pour les Juifs (1). Et à l'échelon supérieur, même sélection, sur la base du baccalauréat (*Abiturium*), 25.000 éliminés, en 1934, étaient « orientés » vers d'autres professions par un « Office pour le placement et l'assurance des sans-travail ». L'affluence vers les Facultés est moins grande que jadis, en particulier chez les jeunes filles. — Mais dans les Universités elles-mêmes, quelle révolution ! Ces corporations qui jouaient un si grand rôle dans la vie allemande, les voici, d'un trait de plume, supprimées, dépossédées de leurs locaux, toutes fondues obligatoirement dans une association unique, la *Reichsfachschaft deutscher Studierenden*. Ce groupement unique se subdivise en une multitude de sous groupes, dirigés, inspirés chacun par un représentant du parti nazi (2). Plus d'orgueil bourgeois, plus de séparatisme confessionnel, mais la fusion complète, hâtée encore par la vie en commun dans les « maisons de camaraderie » et des expériences comme le service du travail ou le service militaire.

Il nous reste un mot à dire des programmes de l'enseignement secondaire, tout récemment fixés. Le principe, nous l'avons vu, est le maintien d'une culture générale désintéressée, indispensable, selon *Mein Kampf*, à une époque aussi « intéressée » que la nôtre. Et l'on

(1) Ils ne sont servis, précise le ministre Dr. Rust, qu'après les « Aryens ».

(2) Même organisation pour les maîtres des trois ordres d'enseignement. Le ministre s'est réservé dorénavant la nomination des recteurs et des doyens, naguère élus par leurs pairs.

s'étonne, au premier abord, de la voir reposer sur l'étude du latin. Il faut expliquer cette prédilection inattendue par une préférence personnelle du Führer, qui a conservé de son contact avec le latin et avec l'histoire romaine un enthousiaste souvenir. Conséquence : latin obligatoire dès la sixième, comme première langue, dans les « gymnases d'humanités » (gréco-latins) maintenus simplement, croyons-nous, par égard pour une tradition vénérable ; à partir de la quatrième, dans le lycée nouveau modèle (*Oberschule*, ou *Aufbauschule* = internat (1), comme seconde langue. Le lycée nouveau style, à l'inverse des « classiques » (dont, une fois encore, l'existence est menacée), commence, lui, en sixième, par l'anglais. L'anglais, et non plus le français ; nous sommes relégués aux vieilles lunes ! et avec d'agréables considérants sur « la prépondérance de l'esprit français, qui avait commencé avec la fondation de l'Académie Française par Richelieu et pris fin avec le mensonge de Versailles en l'an 1919 ».

Poursuivons la route. Le petit « humaniste », après avoir attaqué « son » latin en sixième, « son » grec en quatrième — à l'instar de notre section A actuelle —, ne se risquera à l'anglais (toujours l'anglais !) qu'à partir de la seconde. Le lycée moderne (ou demi-moderne), lui, débute par l'anglais (sixième) ; puis est venu le latin (quatrième). A l'orée de la seconde, deux voies *ad libitum* ou une troisième langue (qui *peut* être le français, mais pour l'instant, on s'en doute, l'italien fait prime !), ou alors la section scientifique, qui n'intervient, on le voit, qu'après une initiation littéraire prolongée.

Mais les jeunes filles ? Il s'agit, ne l'oublions pas, d'

(1) L'Allemand, jusqu'alors (1933), se montrait très réfractaire à l'internat. Il y en avait très peu en Allemagne. Mais la Sparte nouvelle ne craint plus la caserne, et pour cause !

former avant tout des Allemandes et des mères, et non plus des « cervelines », comme du temps des Juifs. Par conséquent, et dût-on s'en surprendre, élimination du latin, superflu. L'anglais en sixième, puis en quatrième et français (oui, tout de même !) avec option possible pour l'enseignement ménager, essentiel.

Voilà comment se présente, aujourd'hui, l'enseignement du second degré chez nos voisins. D'après nos renseignements, l'ardeur au travail aurait diminué, chez ces écoliers pourtant laborieux par nature, en raison directe de l'importance accordée au sport et au comportement civique. Les parents s'en plaindraient, et plus encore du surmenage physique, exercices de nuit, etc. On peut être tranquille : il subsiste en Allemagne un trop grand respect des valeurs intellectuelles (voir, par exemple, la cote du *Herr Professor*), au moins jusqu'à présent, pour qu'on ait à craindre un retour à l'ignorance, à la barbarie. C'est une simple vague passagère, action et réaction. Ce qui pourrait disparaître moins vite, c'est la « politisation » de l'enseignement et de la science ; ils n'y tendaient que trop, dès avant Hitler ! Une mobilisation de toutes les forces du pays, y compris, et au premier chef, les esprits et les âmes, voilà ce qu'essaient le Führer et ses lieutenants avec une ténacité, un enthousiasme extraordinaires. Réussiront-ils, et surtout auprès de cette jeunesse qui seule peut assurer la victoire ? Il s'agit avant tout de savoir si ces événements leur en laisseront le loisir...

ROBERT PITROU,  
Professeur à l'Université de Bordeaux.

## NOTES ET RÉFLEXIONS

### Un éducateur moderne au XVIII<sup>e</sup> siècle

Notre enseignement est un peu comme nos professeurs : science solide, respect des techniques des sciences et du métier, règlements minutieux, catégories administratives. Bref, notre Université est maintenant arrivée au stade de la bureaucratisation, stade qui correspond certainement à un perfectionnement.

Il lui manque cependant ce je ne sais quoi de fantaisie de spontané, de vivant, à la fois dans ses maîtres et dans sa structure, qui aiderait notre enseignement à abandonner bien des routines et à lui laisser le champ libre pour de nouveaux progrès qu'il a aujourd'hui tendance à voir que dans une seule voie.

Ce sont les réflexions que l'on est amené à faire lorsqu'on entre en contact avec la vie et la pensée de bien des pédagogues d'autrefois. Je n'en veux pour preuve que la vie de cet éducateur bien oublié qu'est le chevalier Pawlet, vie que Fleming Voltelin Van der Byl, professeur à l'Université de Dublin, a essayé de tirer de l'oubli et dont M. le colonel Meyer a tracé une bien curieuse esquisse.

Celui qui se fit appeler plus tard le chevalier Pawlet naquit à Lyon, en 1731, d'une famille de petits commerçants. Par ambition, ou, peut-être, pour céder à l'anglomanie de l'époque, il se baptisa Pawlet et se fit donc du chevalier lorsqu'il eut acheté le brevet de cornette de régiment de la Reine-Cavalerie.

Le métier ne l'enthousiasma sans doute pas ou peu, mesure, puisque, en 1763, à l'âge de trente-deux ans

quitta l'armée et vécut modestement, mais agréablement, à Paris, dans sa demeure de l'île Saint-Louis.

1763 : nous sommes dans la mauvaise période du règne de Louis XV. Finances en déficit. La misère est grande. En 1764, les Jésuites sont chassés et leurs collèges disparaissent. Ils étaient nombreux. La question scolaire se pose, et s'ouvre, pour la petite et la moyenne bourgeoisie.

Or, si les méthodes pédagogiques des Jésuites étaient meilleures que sont les nôtres, puisque celles-ci ont été copiées sur celles-là, il existait dans les petites écoles de la ville et de la campagne, écoles que fréquentaient les paysans et les artisans, une autre tradition, qui remontait à la plus haute antiquité : celle de l'enseignement mutualiste, c'est-à-dire de cette méthode qui consiste à faire enseigner les jeunes par les aînés.

Les principes de cet enseignement se trouvent déjà dans Platon, Cicéron et Sénèque. L'écrivain Comenius demande que l'on divise la classe en groupes de dix élèves, chaque groupe ayant à sa tête un des élèves les plus avancés, qui fait travailler les autres.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, la tradition est continuée par les humanistes. Valentin Friedland, dit Troitzendorf, avait fondé une école célèbre à Goldberg, en Silésie, qui fournissait toute l'Europe en maîtres réputés. Les élèves exerçaient eux-mêmes la surveillance de leur école, et les petites classes étaient faites par les grands élèves.

Le gymnase de Strasbourg, créé par John Sturm en 1537, les *Publics Schools* anglaises reposaient sur des principes analogues.

M<sup>me</sup> de Maintenon, au XVII<sup>e</sup> siècle, appliquait en partie le système à Saint-Cyr. De grandes élèves étaient choisies, qui portaient, pour les distinguer des autres, un ruban « couleur de feu », et qui étaient aidées par des élèves plus jeunes, les « Noires », pour surveiller et administrer les divisions inférieures.

Et, dans les vieilles écoles paroissiales de France, tel-

les que nous les décrivent leurs règlements contenus dans *L'école paroissiale*, que devait avoir et lire soigneusement chaque maître et maîtresse, il y avait des « officiers », ou enfants plus âgés, chargés d'aider, de toutes façons, leurs camarades. Dans le livre : *L'instruction méthodique pour l'école paroissiale, dressée en faveur des petites écoles*, par M. I. D. B., prêtre, publié en 1654, on énumère ainsi treize classes d'officiers : les intendants sont chargés de la surveillance générale, tous les moniteurs et initiation des nouveaux, les observateurs s'occupent de la discipline et « écrivent les devoirs quants et immodestes sur un morceau de papier », les répétiteurs font réciter les leçons et enseignent l'alphabet aux petits enfants. Il y avait encore les récitateurs des prières, les lecteurs, les officiers d'écriture, les receveurs pour l'encre et la poudre, les balayeurs, les officiers pour aller à l'eau, les portiers, etc.

Cette tradition était donc très vivace en 1763, l'année où, un jour de juin, le chevalier de Pawlet rencontra par hasard, au cours d'une promenade dans le bois de Vincennes, un enfant pauvre et mourant de faim, couché dans un fossé. Cet enfant lui apprit qu'il était le fils d'un ancien maréchal des logis de dragons à l'Hôtel des Invalides.

Touché de pitié, notre chevalier amène l'enfant chez lui, et, au bout de quelques semaines, l'enfant lui amène deux autres, qui mouraient de faim également et vivaient d'aumônes.

« Mais, mon ami, lui dit le chevalier, je ne suis pas assez riche pour les élever, je ne le pourrais que si je voulais partager avec eux ce que je suis en état de donner pour ta nourriture et ton habillement. »

Les enfants acceptent avec joie. Plusieurs autres arrivent encore. Et, à la fin de 1787, deux cents à deux cent vingt enfants étaient installés par les soins de Pawlet dans une dépendance de la caserne de Popincourt.

Ces enfants que Pawlet recevaient venaient de tous



milieux. Des « états » nous sont restés où notre pédagogue notait tous ceux qui entraient chez lui. C'est ainsi que, en 1778, il reçut sept enfants de la Maison de la Pitié :

Pierre Pagnan. — Je le fais élever pour la peinture; vu ses dispositions, je l'envoy à l'Académie du Louvre, et il demeure à mon institution.

Ferriole Drémont. — Serrurier chez le S. Barduel, rue Guisarde.

J.-Bastien Meth. — A appris la boulangerie chez mon boulanger, et vient de partir en cette qualité pour l'armée.

Jean-Baptiste-François Dieu. — Élève de sculpture, et logé chez moy à mon institution, etc.

Un état de 1780 nous donne quelques noms de fils d'anciens officiers, bas-officiers et soldats invalides :

Alexandre-Joseph Loyal de Bonnière, âgé de 13 ans, fils du Sr Robert-Joseph Loyal, ancien garde du corps.

Amable Thevenet, âgé de 14 ans environ, fils de feu Nicolas Thevenet, classe intermédiaire, ci-devant sergent du canton des moines laïcs, décédés.

Jacques, Pierre, Jean et Barthélémy Merry, quatre fils de Claude-Louis Merry, caporal décédé, retiré avec les vétérans à Châteauneuf, etc.

Ces enfants étaient élevés jusque-là soit dans les hôpitaux pour les enfants du peuple, soit dans les collèges pour les enfants des officiers. Dans un Mémoire écrit par Pawlet pour exposer son système d'éducation, nous voyons, très clairement exposée, une critique des deux systèmes d'éducation :

Dans les hôpitaux, on élève les enfants du peuple dans un avilissement qui, en les dégradant à leurs propres yeux, ne peut qu'émousser les sentiments faits pour former des hommes; on y élève, dans une oisiveté aussi propre à énerver leurs membres qu'à corrompre leurs cœurs, de jeunes sujets destinés à gagner leur subsistance par leur travail...

L'éducation des collèges se borne au latin, dont on prolonge l'étude, afin, dit-on, d'employer les premières années de la jeunesse des enfants : le fils du bourgeois, de l'artisan, du noble qui y sont élevés sont-ils sans goût pour cette langue, — devront-ils embrasser les états qui en ont le moins besoin ? Tant pis pour eux, on ne les y borne pas moins.

Cette critique, ne semble-t-elle pas écrite aujourd'hui ?

L'école de Pawlet veut réagir contre ces méthodes pédagogiques.

Chez lui, tout d'abord, il n'y a point travaux manuels pour les uns et travaux intellectuels pour les autres. A tour de rôle, les fils de nobles comme ceux qui ne le sont pas sont chargés de la cuisine, de l'infirmierie, du jardinage, du soin de la maison, de la surveillance, car il n'y a pas de domestiques dans la maison.

Du reste, à la fois par nécessité — car le chevalier était pauvre — et par principe, la simplicité régnait à la caserne de Popincourt. Installation et décoration de l'école avaient été faites par les enfants eux-mêmes. Et comme on n'avait que très peu de place, les salles de classe servaient de dortoirs et, le matin, on cachait dans le mur les lits de sangle.

L'emploi du temps était celui-ci :

5 heures : Lever — Prières. Nettoyement et distribution des dortoirs (qui devenaient des classes). Déjeuner.

Travail « avec changement fréquent de sujet pour éviter l'ennui ».

11 heures : Déjeuner : potage et un plat de viande. Après déjeuner, exercices militaires, accompagnés de tambour, ou exercices dans « le hangar destiné à la gymnastique ».

Travail jusqu'à 6 heures du soir.

6 heures du soir : Souper : potage et légumes.

En été, après le souper, on faisait une promenade, en hiver on jouait de la musique.

9 heures du soir : coucher.

Le dimanche était un jour de repos. Les devoirs religieux et des récréations saines et utiles, jeux et représentations théâtrales remplissaient cette journée.

La discipline, on le voit, ressemble à celle de beaucoup de maisons d'éducation de tous les temps. Mais ce qui était original, à Popincourt, c'est qu'elle était imposée par les élèves eux-mêmes, qui l'avaient établie et la faisaient respecter.

Voici, par exemple, ce qu'en rapporte, à ce sujet, le maréchal Macdonald, duc de Tarente, ancien élève de l'école :

La police, une partie de l'enseignement et presque toute l'administration de l'école étaient confiées aux élèves; et le chevalier Lawlet n'exerçait et n'avait besoin d'exercer qu'une légère surveillance. Un élève, ayant le titre de major, commandait en chef. Tous les autres, quel que fût leur nombre, composaient quatre divisions, ayant chacune un chef, qui avait pour adjoint un chef de section. Chaque division était subdivisée en escouades. Le major et les quatre chefs de division composaient un conseil, qui se réunissait tous les soirs au milieu d'un cercle formé par les élèves et qui se prononçait, d'après les règles établies, sur les rapports de la journée. Chaque jour, la garde était commandée par un chef de division qui, pendant cette journée, avait la police de toute la maison. Les élèves de garde se couchaient après les lectures, lorsque la ronde était faite et que tout était en ordre. Ce service les détournait peu ou presque point de leurs études et de leurs cours.

Le résultat devait être parfait, puisque Pictet de Rémont, visitant l'école en 1787, écrivait :

Nous fûmes frappés du silence et de l'ordre qui y régnaient. Une sentinelle chargée de la police se promenait gravement d'un bout à l'autre. Notre arrivée ne donna de distraction à personne : chaque enfant paraissait sérieusement à son ouvrage. Ils étaient divisés par petites classes qui différaient par l'âge, le nombre et les occupations. Chacune était confiée à un élève chargé du rôle d'instituteur. Une heure plus tard, nous aurions pu voir les maîtres instruits par quelqu'un de leurs écoliers sur des sujets différents.

En effet, l'enseignement lui-même était dans les mains

des enfants. Les plus âgés étaient formés par des maîtres éprouvés qui venaient enseigner à l'école le français, le latin, l'allemand et l'anglais, la géographie, l'histoire, la littérature, les mathématiques, le dessin, la musique, l'escrime et la danse. Par ailleurs, des ateliers étaient aménagés où de jeunes apprentis pouvaient préparer à des métiers tels que l'horlogerie, la gravure, la cordonnerie, etc.

Les grands élèves enseignaient tous les autres. Le même Pictet de Richemond nous dit son émerveillement devant ce qu'il a constaté :

Les résultats tiennent du prodige... Il (le chevalier) nous fait remarquer un jeune homme de douze ans qui surveillait la classe d'écriture, et lui dit de nous montrer son ouvrage... Il nous présente ensuite un jeune homme de quatorze ans qui avait la classe de géométrie, et nous pria de le questionner... Nous rencontrâmes un jeune homme de neuf ans qui dirigeait les écoliers au dessin, dont la plupart étaient plus âgés que lui.

Pour « orienter » tous ces enfants, dirions-nous aujourd'hui, Pawlet avait une véritable intuition. Sans aucun préjugé pour les milieux d'où étaient sortis ces enfants, il savait discerner les véritables dispositions de ses élèves et les dirigeait soit dans les métiers, soit dans les professions pour lesquelles ils semblaient doués.

Variété dans les sujets d'études — système d'instruction réciproque — maison entretenue par les enfants, les élèves se gouvernant eux-mêmes (les punitions étaient négatives : les enfants étaient condamnés à l'oisiveté) — n'avons-nous pas là les grands principes qui dirigent l'enseignement moderne ?

Mais le chevalier ne voulait pas en rester là. Driven par d'une curiosité infatigable, il caressait sans cesse de nouveaux projets. Il désirait l'agrandissement de son établissement, et pour cela adressait pétitions, demandes au roi, au chancelier, au contrôleur général des finances, faisait intervenir des personnages de la Cour, réclamant

s'emportait... Il voulait faire l'achat d'un grand terrain situé à la Butte de l'Étoile. Les projets, écrits et dessinés, étaient prêts. Il y aurait là ce que plus d'une construction scolaire moderne pourrait envier : piscines, ateliers de toutes sortes, grandes salles d'éducation physique, salles de physique, de chimie, bibliothèque, salle pour dessiner des plans et des cartes, cabinets de curiosités naturelles, etc.

Mais, avec son impatience, il avait déjà fait poser la première pierre de son établissement, avant même que l'achat des terrains fût réglé. Il s'emportait auprès d'Antoine, l'architecte du roi, qui, en juillet 1789, lassé, ordonnait la suspension des travaux et écrivait à notre bouillant chevalier :

Il serait impossible que j'eusse conservé, ainsi que je l'ai fait, l'amitié de tous ceux pour lesquels j'ai fait des bâtiments depuis plus de trente ans, s'ils avaient eu lieu de se plaindre de ma besogne... C'est donc avec bien du regret, Monsieur, que je vois, dans votre lettre, toute l'étendue de votre mécontentement.

Mais 1789 sonne. Le chevalier ne s'était pas borné à donner la meilleure instruction possible à quelque deux cents jeunes gens sans fortune et à leur élever un établissement digne de l'éducation qu'il voulait leur donner. Il s'était, comme on dirait aujourd'hui, « lancé dans la politique », car cet homme s'occupait de tout.

C'est ainsi qu'il avait fondé un « *Journal de Littérature, des Sciences et des Arts*, sous les auspices du Roi et de la Reine », dont « l'empire », ainsi que l'annonçait le prospectus, « ne reconnaît d'autres bornes que celles du monde, de l'intelligence et des facultés humaines ».

Ce journal n'ayant pas eu le succès que son auteur en attendait, il en créa un second, plus ambitieux encore et bien dans le goût du jour, et qui avait pour titre : « *Le Journal des Amis de la Paix et du Bonheur de la Nation*, annexé au Club de réunion de tous les citoyens vertueux,

amis de la Patrie, du Roi, et d'une bonne Constitution dédié à la Seconde Législature. »

Et enfin, en 1789, Pawlet envoyait à l'Assemblée Nationale un projet qui plut tellement à celle-ci qu'elle le fit imprimer sous le titre : *Projets de décrets sur les Milices auxiliaires et les Travaux Publics, avec des observations sur la Police générale du royaume, sur un plan d'impôt territorial, la capitation, le timbre et une banque de secours nationale, précédée d'une adresse à l'Assemblée Nationale.*

Mais, en 1792, quelques pétitions intempestives en faveur du roi déplurent à l'Assemblée. Le chevalier fut contraint de s'exiler en Angleterre, tandis que l'école de Popincourt, d'abord protégée par la Constituante, fut ensuite réunie à l'Institution charitable de Liancourt mais ressuscita lorsqu'on créa ces écoles d'enfants de troupe qui fonctionnent encore aujourd'hui.

Vieilli, mais gardant toujours l'activité universelle qu'il avait autrefois, le chevalier, en 1808, se rendit en Espagne, et là, à l'âge de quatre-vingts ans, dirigea un hôpital modèle que Napoléon venait de créer à Burgos. C'est là qu'il mourut, le 22 octobre 1809, dans l'hôpital même auquel il avait donné ses derniers jours et son dernier dévouement.

Telle est la vie de cet homme si actif, qui, pendant vingt ans, fut un éducateur parfait parce qu'il n'était pas un pédagogue et qui, sans que la postérité en témoigne, relie notre enseignement moderne — qui n'est pas toujours l'enseignement officiel — aux plus intelligentes traditions de l'enseignement humaniste.

M. LECOMTE.



# DOCUMENT

## Une étude du système Decroly

*Depuis quelques années un effort se manifeste des côtés les plus divers pour renouveler les méthodes d'enseignement; de meilleures adaptations à la psychologie enfantine ont été étudiées ici même (1). Parmi les groupements qui travaillent activement dans ce sens, l'U.T.O. (Union des trois ordres de l'enseignement libre) se propose, comme l'a rappelé le R. P. Châtelain à la dernière session, de donner aux éducateurs chrétiens un moyen de perfectionnement technique, en les mettant à même d'utiliser tout ce qu'il y a de juste dans les méthodes nouvelles; il veut être en même temps un centre de vie spirituelle et d'étude qui examine les difficultés qui se présentent au point de vue chrétien, afin de donner à l'éducation tout son achèvement, et de permettre à l'enfant d'atteindre sa fin surnaturelle. Pour remplir cette mission, le dernier congrès de l'U.T.O. tenu à Cambrai, du 8 au 11 septembre, a été consacré à l'étude du système Decroly (2).*



### EXPOSÉ DE LA MÉTHODE DECROLY

La méthode Decroly, selon le vœu de son instigateur, doit se perfectionner sans cesse; cependant ses grands traits sont maintenant fixés, elle a été pratiquée depuis des années, on peut donc la juger par l'expérience. Son étude semble particulièrement opportune, car elle s'est largement répandue

(1) Voir les articles du R. P. de Paillerets : Principes et pratique de l'individualisation. *La Vie Intellectuelle*, 25 juin 1937.

(2) Pour étudier le système Decroly, voir comme point de départ la bibliographie donnée par le R. P. Châtelain dans la *Revue de U.T.O.*, juin 1937; et les rapports du Congrès dans le numéro d'octobre.

ces derniers temps, et le nouveau plan d'études belge pour l'enseignement primaire en a été largement inspiré; de plus, il est possible, semble-t-il, d'en assimiler certains éléments sans qu'il soit nécessaire de la suivre en tous points.

Pour cette étude, l'U.T.O. avait obtenu le concours de personnalités compétentes : Mlles Gallien et Claret, anciennes collaboratrices du Dr Decroly, qui travaillent toujours à l'école Decroly de l'Ermitage; Mlle de Loneux, professeur de pédagogie à l'école normale et à l'école sociale de Bruxelles; Mgr Dévaud, recteur de l'Université catholique de Fribourg.

Nous exposons ici quelques grands traits de cette méthode tels qu'ils nous ont frappés d'après leur rapports.

### *L'esprit de la « méthode »*

Avant d'entrer dans la technique du système, un aperçu général sur l'esprit de la méthode Decroly s'impose toutefois avec une réserve : on dit la « méthode Decroly », en fait rien ne fut plus étranger à son fondateur que l'esprit de système. C'est plutôt un esprit de directives émanant de la forte personnalité qui réunissait à la fois celle d'un savant à l'esprit scientifique, d'un artiste qui aimait tout ce qui était vie et beauté, d'un homme de devoir, au service de tous, avec un sentiment social profond et une générosité inlassable. Si l'on veut garder le mot « méthode », il faut donc le concevoir comme quelque chose d'essentiellement dynamique, qui sera à un moment donné une application de cet esprit animateur, une adaptation à certains enfants déterminés, et par conséquent en transformation perpétuelle. Chaque enfant est sans cesse en évolution pour développer sa personnalité. Il arrive à l'école enfantine ayant acquis le développement sensoriel; il prend conscience du monde extérieur, s'intéresse à tout ce qui est concret; son activité essentielle est le jeu : jeux moteurs, jeux d'imitation, jeux imaginatifs. Les fonctions qui prédominent en lui sont la mémoire, l'imagination; son action est égocentrique; ses dessins reflètent la réalité telle qu'il la pense, non telle qu'elle est; sa perception est confuse et globale, il saisit l'ensemble avant le détail. Cette « globalisation » est un des points principaux que Decroly a observé, sur lequel il s'appuyait pour établir sa méthode de lecture, d'écriture, une des raisons pour lesquelles

Il voulait centrer l'intérêt de l'enfant sur un ensemble. Peu à peu l'attention devient plus volontaire, le jugement s'habitue aux rapports de cause à effet, les intérêts abstraits commencent à s'éveiller, les fonctions d'élaboration s'exercent. Graduellement, pendant la période de l'adolescence, les intérêts sociaux se font jour; les questions sentimentales et sexuelles se posent; d'autre part, les domaines plus abstraits sont accessibles aux adolescents; les questions religieuses se posent à leur esprit avec une acuité nouvelle. Ils traversent des conflits avant d'atteindre l'équilibre de l'adulte.

Toutes ces données psychologiques très brièvement esquissées ici avaient été minutieusement étudiées par le Dr Decroly; il s'est donné pour tâche d'en tenir compte, car il désirait que l'éducation soit le développement total de l'enfant: pour cela il a placé son école à la campagne, où les promenades fréquentes sont un moyen d'enseignement; l'immobilité n'est jamais imposée à l'enfant, même pendant les temps des classes; il va et vient librement; les exercices de gymnastique, les travaux manuels, le soin des animaux prennent une grande place dans l'emploi du temps.

Le développement mental est basé sur une connaissance aussi exacte que possible de chaque enfant, obtenue par un questionnaire adressé aux parents, l'examen du niveau mental de l'enfant par les tests, et des investigations nouvelles entreprises, quand il se présente des difficultés.

#### *Un élève actif*

Decroly ramène à trois groupes les opérations de l'esprit: l'observation, l'association, l'expression. Le jugement sera d'autant plus sûr que l'observation sera plus riche et plus précise. L'observation doit s'exercer sur le réel, le vivant, non sur des collections toutes faites où l'enfant ne voit que des animaux morts, hors du milieu où ils vivent; mais c'est à la ferme, à la cuisine, l'usine, l'atelier, la campagne que l'enfant réunira lui-même sa documentation, en regardant, en manipulant la matière à étudier. Le professeur donnera « peu de mots, beaucoup de faits ».

L'enfant a besoin d'une activité visible, il pense pour agir en agissant. Le travail cérébral doit être uni au travail manuel. Après avoir réuni sa documentation, en collaboration avec le maître, l'enfant exécutera des travaux spontanés,

pour lesquels on lui fournit les outils, les matériaux. La classe n'est pas un auditoire de la parole du maître, mais la fois un laboratoire, un atelier, une bibliothèque dont l'animation même est confiée aux élèves de chaque classe. Ils fabriquent beaucoup d'objets utilisables et utilisés. Après l'élaboration des observations acquises, il passera ainsi à l'expression, aux formes infiniment variées.

Cependant l'acquisition des techniques indispensables (grammaire, calcul, etc.), s'acquiert au moyen d'exercices de jeux éducatifs très variés sans cesse renouvelés par l'initiative des maîtres; ils sont basés d'après le principe de la globalisation sur des représentations d'objets concrets, et non de formes géométriques.

L'enfant doit apprendre à travailler en groupe aussi bien que seul, l'école, en même temps qu'un atelier, est donc un milieu social, une transition entre l'atmosphère affective un peu fermée de la famille et la vie en société dans laquelle il doit évoluer plus tard.

Pourtant chaque enfant, même en dehors du travail en classe, est suivi individuellement, car l'école est divisée en groupes de quinze à vingt enfants, de 4 à 18 ans, sous la direction d'une éducatrice. Elle peut donc veiller de près à leur formation morale. Celle-ci est surtout pratique, elle insiste particulièrement sur la loyauté, la droiture, la confiance entre maîtres et élèves, la solidarité. On demande aux enfants de agir en pensant à la répercussion de leurs actes sur le milieu social, et en premier lieu sur leurs camarades. La discipline repose sur le système de responsabilités développées graduellement : chez les petits, responsabilités personnelles, apprendre à s'habiller, se servir etc.; ensuite elles s'étendent peu à peu à l'entourage, soin des plantes, des animaux, réparation des objets de la classe, observation du temps, etc. Un capitaine nommé dans chaque classe est chargé de veiller à l'ordre général; il représente sa classe dans les assemblées générales, où sont votés les règlements qui assurent l'organisation de l'ordre dans l'ensemble de la maison.

*Le moteur : l'intérêt*

Tout le travail de l'enfant est donc orienté par l'intérêt, le levier naturel de l'activité.

Selon Decroly, les intérêts de l'enfant sont l'expression des besoins profonds de l'être humain. Il les ramenait à quatre groupes fondamentaux : se nourrir, se protéger contre les intempéries, se défendre, travailler en société. Ces nécessités primordiales sont étudiées en fonction de l'organisme humain, des animaux, des végétaux, des minéraux, de l'organisation sociale, et englobent tout le programme d'étude.

Dans la première année (6 à 7 ans), le cycle des quatre besoins fondamentaux est parcouru. Dans la suite, l'un d'eux est pris comme centre d'intérêt pendant l'année entière ; le centre d'intérêt est le même pour toutes les classes de l'école (sauf la première) ; comme les centres d'intérêt sont tous étudiés successivement et toujours dans le même ordre, les centres d'intérêt étudiés par un enfant de 8 et 9 ans seront repris quand il aura 13 et 14 ans ; il pourra donc les étudier alors d'une manière plus approfondie.

Le centre d'intérêt est annoncé avant les grandes vacances pour l'année scolaire qui commencera en octobre, les élèves arrivent déjà pourvus de toute une documentation récoltée pendant leur temps libre ; le professeur prépare un plan à l'avance, toutefois il ne le donne pas tel quel aux élèves, mais le premier travail collectif consiste justement à ordonner le travail de l'année ; ainsi le plan conçu par le professeur se trouve souvent modifié et sera suivi d'autant plus volontiers par les élèves qu'ils en ont eux-mêmes établi l'enchaînement.

Le centre d'intérêt n'a rien de rigide, il doit laisser des portes ouvertes pour englober tous les intérêts occasionnels des enfants.

Ainsi les observations nombreuses faites sur une maison en construction, d'autre part l'élevage d'un agneau déposé à l'école par des bergers de passage, s'allient au centre d'intérêt qui est la défense des intempéries, tandis que ces intérêts momentanés servent aussi bien que le sujet central de sujet de dictée ou de thème pour l'exercice de lecture silencieuse.

Il semble qu'il y ait ici un talent tout particulier des maîtres decrolyens pour guider et adapter la curiosité si voyante des enfants.

Le plan suivi est matérialisé en un vaste tableau construit dans chaque classe au fur et à mesure que l'année d'étude



s'avance, il est illustré de dessins, peintures, découpages, légendes, sans jamais qu'un tableau soit identique à celui de la classe voisine ou à celui d'une année d'étude antérieure.

*Le souci des données concrètes*

Ce souci de partir toujours de la réalité concrète se manifeste dans la méthode de calcul. Toute observation comprend toujours un exercice de mesure. Pour mesurer, l'enfant utilise des mesures naturelles, ainsi sa main, son pied pour les longueurs, des marrons, des haricots pour les pesées, etc. Ce n'est qu'après avoir calculé pendant deux ans avec ces mesures trouvées dans le champ de son expérience que l'enfant passe aux mesures conventionnelles. Par exemple, il s'agit, pour faire un plan de la classe, que le nombre de pieds varie avec chaque enfant selon sa taille, on choisit donc l'élève moyen ; pourtant, s'il y a quelque travail à faire dehors, ainsi par le menuisier, la nécessité de la mesure conventionnelle apparaît et elle lui est alors enseignée.

Le même souci de mettre l'enfant en face d'une réalité bien vivante, qui suscite son activité personnelle, se manifeste dans *l'étude de la langue maternelle*. L'enfant apprend sa langue en la parlant. A l'école Decroly, une grande place est faite à la conversation, aux discussions, aux conférences prononcées par les élèves dès la première classe. Les enfants produisent des travaux spontanés de rédaction dont le genre varie avec l'âge : histoires, contes jusque vers onze ou douze ans ; puis apparaissent les vers, les chansons, les dialogues ; vers quinze ans les productions de l'imagination font place à l'exposé de questions générales, et les travaux de rédaction reflètent des préoccupations intellectuelles, spéculatives.

La lecture de ces divers travaux devant leurs camarades est une occasion de correction. Un journal imprimé à l'école stimule la composition, de même que le théâtre. Ces derniers temps, l'opéra (à la fois composition littéraire et musicale) avait toutes les faveurs. Un scénario est fait concurremment par plusieurs élèves ; après discussion en classe, le meilleur est choisi, puis chacun travaille une partie. Ces compositions libres sont une occasion d'étudier les auteurs classiques : pour composer une comédie on examine comment les meilleurs auteurs comiques ont bâti leurs pièces.



L'étude des textes n'est jamais faite d'après un manuel. Mais après l'indication d'un genre, d'une idée dont il faut trouver les expressions diverses ; les élèves recherchent à la bibliothèque, dans des ouvrages complets, les textes les plus significatifs. Ainsi on compare comment des auteurs différents ont traité un même sujet. En étudiant les grands courants d'idées parallèlement dans plusieurs littératures, le sentiment de la solidarité entre les nations s'éveille.

La grammaire s'apprend d'abord uniquement par l'usage jusqu'à dix ans. Une grammaire méthodique est composée par chaque élève pendant l'enseignement secondaire en s'appuyant sur des exemples réunis précédemment. A la fin de chaque partie, un professeur examine chaque élève pour constater si elle est bien assimilée. L'analyse grammaticale se fait par fiches, chaque catégorie de mots : l'article, le nom, le verbe, etc., est représenté par une couleur. L'analyse logique est faite sur le texte d'un bon auteur antérieurement étudié en classe, et le schéma des différentes propositions constituant une phrase permet de reconnaître le rythme propre à chaque auteur (1).

#### *Le rôle de l'éducateur*

Dans une méthode où l'étude de toutes les branches vise au même temps à développer la libre initiative, le rôle de l'éducateur est primordial. (Il est vrai qu'il ne l'est pas moins dans les méthodes exclusivement collectives pour adoucir systématiquement ce qu'elles ont de mécanique.) On résumait brièvement le rôle de l'éducateur decrolyen en quelques formules frappantes.

L'éducateur decrolyen doit être : un créateur de milieu, — un éveilleur d'intérêt, non un créateur d'intérêt, — un orienteur d'activités, non un « imposeur » d'activités, — un guide lors l'acquisition de la connaissance, non une source de documentation, — un entraîneur de volonté, non un dompteur, ni un briseur de volonté, — un éveilleur d'idéal, — un ami de l'enfant, non un maître d'école.

Le maître decrolyen est très libre de ses procédés, mais

(1) Ces deux derniers exercices sont tout à fait analogues à ceux que recommande Mme Montessori dans son ouvrage traduit en français sous le titre : *Pédagogie scientifique, Éducation élémentaire*. Larousse, 1916, pages 223, 274 et suiv.

strictement tributaire de l'enfant ; il doit résister à la grande tentation de se substituer à l'enfant afin d'arriver à l'idéal proposé par le cardinal Mercier, qui définissait l'éducation « la collaboration de deux volontés ». En effet, il manque à l'enfant l'esprit de synthèse, la représentation du but à atteindre, le choix des moyens pour y parvenir, une volonté assez ferme pour créer des habitudes ; en cela l'éducateur doit l'aider.

Il y parviendra s'il est *un créateur de milieu* ; il faut qu'il fournisse les stimulants nécessaires à l'éclosion des tendances qu'il crée une atmosphère favorable dans la confiance réciproque.

L'enfant qui s'ouvre est plus docile ; il parle volontiers à ceux qui s'intéressent à lui, mais est très fin à sentir la moindre condescendance contrainte. Il faut qu'il puisse s'exprimer dans sa langue, même imparfaitement, non comme on arrive dans certaines écoles, où il y a des enfants qui ne sont jamais arrivés à finir une phrase, parce que le maître termine pour eux.

Le règlement doit être fait en vue des enfants, non pour la commodité du maître, sinon son action deviendrait une caricature que Bernard Shaw a stigmatisée en disant que « L'éducation est l'organisation de la défense des adultes contre l'enfant. » Pour obtenir la confiance, le maître doit être lui-même rigoureusement loyal, ne pas truquer ses fautes. « La meilleure façon d'être adroit, c'est encore d'être droit » (Cardinal Mercier.)

*Un éveilleur d'intérêts, non un créateur d'intérêts artificiels.* Le maître ne doit pas imposer ce qui l'intéresse, car l'intérêt spontané de l'enfant révèle ses tendances profondes. L'enfant est, par nature, pauvre d'intérêt, le rôle de l'éducateur est d'élargir ses vues, de lui proposer des expériences ; il est donc normal que le maître, le groupe qui travaille ensemble suggestionne l'enfant dans une certaine mesure, mais respectant toujours l'intérêt enfantin.

*Un guide vers l'acquisition des connaissances, non une source de documentations.* L'école doit à l'enfant l'instruction ; pour l'acquisition de sciences humaines, l'éducateur doit donner une méthode, guider dans le choix des moyens et ne peut leur imposer des formules alors qu'ils sont incapables de percevoir le sens véritable. Les méthodes actives demandent

il est vrai, des éducateurs une grande valeur intellectuelle et un savoir étendu dès le début de leur carrière, mais en même temps les travaux mêmes de leurs élèves leur donnent l'obligation et la joie de s'instruire sans cesse par de nouvelles recherches tout en enseignant.

Tout maître doit être un *entraîneur de volonté* et non un dompteur, parfois même un briseur de volonté. Il faut qu'il donne cette impression notée par A. Maurois : « Quand on marche près de lui dans la rue, on croit qu'avec lui on ira jusqu'au bout du monde. » Pour cela il faut être exigeant, non dur, vigilant jusqu'à ce que l'enfant fasse jusqu'au bout ce qu'il a entrepris. Cette conception de l'éducateur demande à celui qui l'exerce un travail intense, mais c'est un travail dans la joie.



#### CRITIQUE DE LA MÉTHODE

Cependant, pour un éducateur chrétien, une question capitale se pose : *Quelle est la valeur du système Decroly au point de vue de la pédagogie chrétienne?* Mgr Dévaud nous a communiqué ses remarques à ce sujet. Il observe tout d'abord que l'Église laisse les éducateurs libres d'employer les méthodes qui leur conviennent, pourvu qu'elles s'accordent avec la morale et le dogme chrétiens. La méthode Decroly présente beaucoup d'éléments intéressants : l'appel à l'activité personnelle et spontanée de l'élève, la liaison entre les différentes connaissances, le souci d'apprendre à l'enfant à observer son milieu, la relation entre l'école, la vie extérieure, la famille; les rapports confiants entre le professeur et l'enfant. Cependant le programme Decroly paraît insuffisant à un chrétien et ne peut donc être accepté absolument tel quel. Les préoccupations de se nourrir, s'abriter, se défendre, travailler en commun, ne peuvent être nos seuls intérêts, car elles laissent de côté ce qu'il y a de plus important pour nous, l'explication de ce que nous sommes.

L'enseignement doit faire connaître à l'enfant la nature, lui en faire apprécier la richesse, comme le faisait le Dr Decroly, mais il ne doit pas s'arrêter au monde matériel, il doit se préoccuper aussi de former en lui la pensée abstraite pour elle-même. Afin de remplir les tâches chré-

tiennes, l'enfant doit se servir de la raison, connaître la révélation ; afin de remplir sa vocation personnelle, la volonté de Dieu sur chacun. Il est nécessaire de faire connaître à l'enfant ce qu'il est par lui-même, par rapport à la matière, par rapport à Dieu ; de lui apprendre les ressources qu'il peut trouver dans sa propre pensée, dans les objets matériels, par l'activité solidaire de ses semblables, par la grâce.

Il semble donc que l'on pourrait en quelque sorte baptiser le système Decroly, en superposant à l'étude des besoins matériels, la prise de conscience des besoins spirituels de l'homme. L'homme doit se nourrir spirituellement, repousser les dangers qui menacent sa vie spirituelle, s'unir aux autres membres de l'Église en formant le corps mystique du Christ. Cette formation chrétienne ne devrait pas être confinée au cours de religion, mais l'esprit chrétien doit pénétrer tout l'enseignement, même l'étude de la nature, la matière.

Il faut se rappeler que 80 o/o des enfants sont destinés au travail manuel, il est donc de toute importance de leur faire envisager le travail selon la loi chrétienne et l'exemple laissé par Jésus ouvrier à Nazareth. En l'élevant à cette dignité, la place considérable donnée au travail manuel par la méthode Decroly est excellente.

Mgr Dévaud rappelait récemment qu'il a dû abandonner après un essai, les centres d'intérêt choisis par Decroly ; il garde, il est vrai, le principe du centre d'intérêt, mais en le choisissant en fonction du milieu. Au cours élémentaire l'étude sera strictement locale : l'école, l'église, les chemins, les champs. Au cours moyen on élargit le cercle d'étude jusqu'à la région que l'élève atteint du regard, il s'informe de diverses relations du village. Au cours supérieur, on se prépare à vivre dans ce milieu, à agir sur lui.

Mais revenons à la méthode Decroly ; un élément essentiel est la marche tracée à l'esprit de l'enfant : observation, association, expression. L'importance de l'observation, de la saisie immédiate par les sens est juste ; cependant l'observation exclusivement concrète est trop limitée, très tôt l'enfant est capable de saisir l'être dans sa totalité ; il peut y parvenir en consultant des documents, en écoutant le maître.

Qu'avec l'aide du maître les enfants procèdent ensuite à l'association en combinant les données obtenues par chacun.

t en ordonnant leurs connaissances; qu'ils formulent ensuite leur pensée par l'expression concrète (travaux manuels, travaux artistiques) ou abstraite (conférence, rédaction, etc.), cette marche de l'esprit est exacte et largement humaine.

On retrouve ici des vues analogues à celles de saint Thomas, lorsqu'il délimite l'humble rôle du maître dans cette œuvre de collaboration qu'est pour lui l'éducation.

C'est dans le travail personnel que l'enfant prend conscience de son rôle de personne, il la développe au-delà des limites du moi, en agissant par amour, dans la collaboration.

Tout cela est authentiquement chrétien. Si la philosophie du Dr Decroly ne fut pas chrétienne, sa personnalité présente bien des traits qui seraient dignes d'un chrétien : le souci de la vérité, le dévouement total, inlassable à sa recherche, et surtout l'amour des petits, des plus déshérités, auxquels il se sacrifiait.

Certains traits de méthodes actives se trouvaient sous d'autres noms dans la tradition chrétienne. Fénelon n'a-t-il pas insisté, dans le *Traité sur l'Éducation des Filles*, sur l'importance qu'il y a à donner un enseignement qui corresponde à la « curiosité » de l'enfant, ce que maintenant on appelle l'intérêt?



#### LES EXEMPLES ET LEÇONS DE CHOSES DANS L'ESSOR DE LA PENSÉE CHRÉTIENNE

Nous voyons, en effet, à des époques bien différentes, la pédagogie chrétienne être une pédagogie concrète et vivante. Le système Decroly ne se trouve donc pas, en tant que méthode, aussi loin du christianisme qu'on pourrait le croire au premier abord. Il y a de part et d'autre certaines notions d'enseigner qui peuvent se rejoindre, comme M. l'abbé aquevent nous l'a si bien montré.

L'intérêt du Dr Decroly pour tout ce qui est vivant va à la rencontre de la pensée chrétienne, puisque Jésus est le seul maître de la vie : *Lumen vitae*; dans tout ce qu'il y a de vivant un chrétien se sent chez lui. Or c'est l'ordre même de la vie, qu'on remonte, pour trouver Dieu, du visible à l'invisible. Supposons l'appartement d'un peintre mort, où il aurait

laissé ses œuvres, nous apprendrions à connaître par elle une grande partie de sa vie, de ses pensées. Ainsi la création de l'univers est l'œuvre de Dieu, c'est un premier enseignement. Mais le peintre n'est pas mort : les merveilles de Dieu sont devenues visibles. Adam et Ève voyaient la création, la manifestation du Verbe et le chant d'amour de toutes les créatures leur étaient intelligibles par leur grâce de la science infuse. La chute les priva de cette manifestation du Verbe.

Pourtant l'intelligence du sens caché de certaines créatures revient peu à peu aux hommes par la révélation, et nous en connaissons les grandes étapes.

Avec l'histoire de Caïn et d'Abel, l'homme prêtre, demandons aux enfants ce qu'ils mettent sur leur table, sur la table d'Abel pour l'offrir à Dieu. Un enfant decrolyen s'intéressera beaucoup à la construction de l'arche, image de l'église ; n'est-elle pas faite en pieds et en coudées, mesurés dont il connaît la réalité ? Dieu parle en grandes figures simples, à Abraham, et déjà le Verbe de Dieu est là dans les cœurs par sa promesse.

Et voici que Moïse nous enseigne toute une haute grammaire de la langue divine : l'hébreu, comme la langue des Égyptiens que Moïse connaissait aussi, ne comprend pas les mots abstraits, tout est concret, un mot enchaîne plusieurs images, et la richesse des symboles se déploie dans toute l'Écriture, dominée par quelques grandes images : par exemple, le feu, symbole de Dieu. (Une forte impression est restée aux enfants qui ont mimé le buisson ardent.) L'eau est symbole de purification, de fécondité ; le souffle, le vent, représente l'Esprit ; les plantes, le progrès spirituel ; les animaux, les passions, etc.

Ensuite un nouveau mode d'enseignement est donné : Dieu aux hommes, c'est le drame vécu.

Quand Notre-Seigneur paraît enfin, les Juifs confessent : « Jamais homme n'a parlé comme cet homme. » Nous aussi, en l'adorant, nous reconnaissons ce qu'il y a de divin et d'unique dans sa parole. C'est qu'il n'emploie pas ses comparaisons au petit bonheur, comme font les littérateurs, c'est que, sans même des créatures qui transparaissent dans ses images, il parle avec elles le langage qu'il a créé lui-même avant toutes les langues humaines et où elles plongent toutes leurs « racines ».



Nous pouvons distinguer trois procédés d'enseignement dans l'Évangile :

*La parabole*, comparaison quelquefois mise en action ; ainsi dans la guérison de l'aveugle : la terre, c'est nous, l'eau, c'est l'intelligence dans l'homme, elle nous vient de l'intelligence de Dieu, mais nous la gâtons.

*Les histoires* : elles varient selon les milieux ; Notre-Seigneur ne parle pas de la même façon à Jérusalem, dans la campagne, au bord du lac. Il a des histoires pour les commerçants, les militaires, les paysans ; c'est avec ceux-ci que Notre-Seigneur se plaît davantage ; pour eux il raconte l'envoyé à la vigne, la moisson, le berger, le pêcheur.

*Les choses vécues* : les noces de Cana enseignent le fruit de l'obéissance et l'abondance que Notre-Seigneur y fait régner, la richesse de la grâce. L'histoire de Marthe et Marie est éclairée par un beau commentaire de saint Bernard ; il nous dit que si Notre-Seigneur loue Marie de rester à ses pieds, c'est qu'elle était prête à tout pour faire sa volonté. Les malades que Notre-Seigneur guérit représentent le péché dont il nous délivre.

#### *Les précautions nécessaires*

Mais il ne faudrait pas prendre la symbolique chrétienne (si grand que soit son intérêt) pour une sorte de panacée de l'enseignement chrétien. Le problème est beaucoup plus vaste. Il faut avant tout que l'éducateur forme vraiment en lui un intermédiaire entre d'une part le Verbe et sa créature, et d'autre part ces petites âmes que Notre-Seigneur lui propose pour modèles, et en lesquelles il s'agit de faire lever des louanges vivantes de Dieu. Chaque fois une louange unique, irréductible à tout autre.

Que l'examen des tests soit fait avec charité, discrétion, esprit surnaturel ; c'est une âme immortelle que l'on sonde ; qu'on fasse succéder les connaissances avec ménagement en mesurant sans cesse ce que chaque jeune esprit *peut* porter à tel et tel moment, en se rappelant la parole du Christ Jésus : « J'ai encore d'autres choses à vous dire, mais vous ne pouvez maintenant les porter... »

Que les connaissances soient ordonnées en une synthèse chrétienne à ne jamais perdre de vue, et où il n'y ait plus rien de profane, c'est-à-dire d'étranger à notre vie chré-

tienne, mais où tout se situe par rapport à Dieu et à la destinée terrestre et éternelle. Que l'enseignement chrétien soit vivifié par toutes ces techniques de l'image et du symbole qui le rendent plus vivant, parce que plus authentiquement humain (du concret à l'abstrait), et par conséquent plus chrétien. La fiction, les histoires sont un excellent moyen de présenter les vérités religieuses aux enfants, cependant il faut prendre garde que l'intérêt ne soit pas dévié vers l'illustration et reste bien centré sur la vérité à assimiler. La mise en œuvre par le drame, le jeu, fait vivre aux enfants ce qu'ils doivent retenir et les prépare à entrer dans le grand jeu de l'Église, la liturgie, où s'achèvera la prière qui doit tout pénétrer.

Ce qu'il faut enfin et surtout, c'est que la vie même de l'école soit une vie chrétienne, c'est-à-dire toute faite de dévouement des enfants les uns aux autres, de continuel don de soi (travail en équipes, enseignement mutuel) et que toujours la vérité se fasse dans la charité, et de joie même dans la joie.



*En marge de l'étude du système Decroly, d'autres conférences, carrefours, suscitèrent à Cambrai des échanges de vues, des rencontres précieuses. On pouvait apprendre auprès de Jacques Chesnais la fabrication la plus pittoresque des marionnettes avec Mgr Dévaud l'utilisation des fiches telle qu'elle se fait à Genève, avec Mme Fargues la pratique de tests de contrôle de catéchisme et bien d'autres choses. M. Deffontaines, qui avait donné des récits très amusants et utiles de ses expériences de camping, conclut que ce congrès a bien rempli le but de l'U.T.O. donner aux éducateurs quelques moyens de mieux remplir leur tâche.*

A la séance de clôture, Mgr Richaud exprima sa sympathie pour plusieurs aspects de l'œuvre de Decroly et pour la personne du savant, de l'éducateur. Il y a, nous dit d'abord Mgr Richaud un certain parallélisme entre les procédés employés par les Jociques : constater, juger, décider, et le système Decroly basé sur l'observation, l'association, l'expression.

L'U.T.O. a aussi l'avantage de mettre en rapports des professeurs des différents degrés avec les dirigeants des autres mouvements catholiques. Cette collaboration est précieuse, car l'enseignement libre doit préparer ses élèves à soutenir les différents

branches de l'activité catholique, tandis qu'il est très utile aussi que les dirigeants des diverses œuvres soient informés des nouvelles techniques pédagogiques; ainsi se prépare l'union des esprits et des cœurs.

P. DE LALLEMAND.

## L'Évangile expliqué aux petits par une maman

Si l'on veut apprécier la qualité du livre (1), il n'est que de lui demander un échantillon. L'auteur en est arrivé à expliquer la dernière demande du *Pater* :

BÉNÉDITE

C'est quoi, délivrer?

MAMAN

Nous délivrer de quelque chose, c'est nous enlever cette chose. Si Marie-Pascale va dans le bureau de papa pendant qu'il travaille, papa dit à maman : délivre-moi de cette enfant, c'est-à-dire : élève-la.

Délivrez-nous du mal, c'est : enlevez-nous tout ce qui est mal.

BÉNÉDITE

Par exemple mal aux dents, mal au ventre?

On saisira sur le vif, au moyen de cet exemple, la manière de l'auteur. Il faut avoir lu tranquillement le livre entier, et être laissé prendre à ce commentaire du texte inépuisable pour apprécier le mérite de cette contribution à la pédagogie catéchistique. Dans une brève introduction, S. Exc. Mgr Beaussart en a signalé l'intérêt : « Les catéchistes vous rendront une vive gratitude. Ils ont besoin d'apprendre à parler aux petits le langage qu'ils peuvent entendre, sans trop de gaucherie et sans tomber dans la niaiserie ou la trivialité. Nous exprimons tout de suite la seule réserve que nous inspire le livre : Mme Leprince-Ringuet, pensons-nous, a écrit, plutôt qu'un livre à mettre entre les mains des enfants,

(1) Les Éditions du Cerf. 1 vol. in-8°, 200 pp. avec dessins. 18 fr.

un excellent *livre du maître* à l'usage des parents qui voudraient apprendre à parler à leurs enfants le langage du Seigneur, à rafraîchir l'Évangile et à l'accorder à une expérience familiale et quotidienne « très 1938 ». La plupart des critiques qui peuvent être faites au livre se ramènent à celle-ci. Contre-épreuve : ceux que leur condition ne met pas à même de vivre avec des enfants n'en liront pas moins le texte avec avidité. Lassée par les fausses enfances, les fausses naïvetés qui l'entourent, une « grande personne » a besoin de retrouver, sans jamais y percevoir une fausse note, l'accent si simple, si direct, si sain d'une mère qui parle de Christ à ses petits enfants.

Je dirais même que le plaisir le plus grand que nous tirons au livre est qu'il nous aide à évoquer le milieu de notre propre enfance, si elle a été chrétienne, en nous introduisant dans un milieu familial qu'on devine si absolument chrétien. La vie de famille et d'enfance est partout la même, les tables d'addition qu'on a tant de mal à apprendre, les rougeoles qui nous font rester au lit et qui nous empêchent d'aller retrouver au Luxembourg nos petits amis, et de s'asseoir sur le bassin le beau bateau tout neuf que l'oncle René nous a donné, la vieille amie de notre mère qui nous apporte à périodes fixes de petits sacs de bonbons, à la mode que étrange, toujours la même, et à qui, un jour malheureux, on a « retiré la chaise » pour qu'elle tombe... Tout cela, c'est le livre de Mme Leprince-Ringuet. L'intérêt est précisément que cette enfance est continuellement traversée, attirée dans une lumière surnaturelle qui impose son attention l'enseignement et la personne de Jésus.

On pense souvent à la Comtesse de Ségur, mais à une Comtesse de Ségur libérée de son amoralisme, et ayant rectifié la caricaturale vision du monde qu'elle a imposée à son enfance :

Vous verrez plus tard, quand nous raconterons la vie des saints qu'ils aimaient tant Jésus que, par moments, ils voulaient absolument avoir mal pour lui, comme Jacquot pour sa grand'mère. Alors, ils se tapaient eux-mêmes très fort avec des cordes, mais avec des chaînes. Saint Dominique se fouettait le dos avec des chaînes, il saignait beaucoup et disait : « Jésus, je vous aime, vous aimez plus que moi-même, et, pour vous le montrer, je me fais très, très mal. »

P. D.

# LES LETTRES ET LES ARTS

. LOURIÉ.

*De la forme musicale.*

« Où se trouve aujourd'hui le centre d'influence musical? Personne ne paraît l'occuper. La synthèse des cultures musicales latine et germanique est-elle possible? Jusqu'à présent elle n'a jamais été réalisée. Si elle est, en définitive, impossible, l'opposition de ces deux cultures ne peut que s'accentuer encore, dans le cas, naturellement, où la culture allemande est destinée à renaître. A qui sera dévolu le rôle principal? Sera-ce à la musique russe? Ou bien est-ce que sur un sol nouveau va surgir une culture musicale tout à fait nouvelle?

## NOTES ET CHRONIQUES

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par J. Madaule : *Sparkenbroke*,  
de C. Morgan.

PEINTRE ANDRÉ DUNOYER DE SEGONZAC, par G. Poulain.

THÉÂTRE, par H. Gouhier : *L'Echange*, de P. Claudel.

# De la forme musicale

## I

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, Berlin était le centre mondial de la musique. Le règne de la culture musicale allemande, alors non encore ébranlé, était basé sur le classicisme germanique. La force spirituelle de la musique allemande était due aux titans de la musique : Mozart, Bach, Beethoven. Brahms, lui, n'est déplus qu'un interprète, interprète génial, du sens spirituel et de la valeur créatrice de l'œuvre de ces trois. La musique de Brahms est un commentaire original (si l'on peut dire) de la plus haute synthèse de la musique germanique, et c'est en cela seulement que consiste aujourd'hui son importance. Quant à la poésie propre de la musique de Brahms, elle reste, malgré tout son charme, au second ordre. Sa force principale est dans le fait qu'à grâce à une conception musicale la plus parfaite et la plus subtile de son temps, il a su faire passer les acquisitions de ce qu'on peut appeler le classicisme germanique du plan du national au plan de l'universel. Il a bâti un pont qui relie le classicisme germanique à la méthode universelle de composition propre à l'époque dont nous parlons.

La méthode de Brahms n'est à aucun degré suivie de nos jours, mais Brahms ne pouvait manquer d'être apprécié à sa valeur, aujourd'hui, à cause de la signification interprétative de sa musique qui est avant tout d'



re méthodologique. J'ajouterai toutefois que je considère cette méthodologie comme une force vivante et organisatrice. L'évolution de la méthode est aussi l'évolution de l'art. La nature de l'art est immuable et inviolable. Seule la méthode change, aussi bien dans l'œuvre des artistes pris individuellement que selon les diverses époques artistiques. La nature de l'art est la même chez Durbaran et chez Henri Rousseau, seules leurs méthodes diffèrent, en liaison avec leur temps. D'une infraction intelligente et habile à un canon ancien peuvent naître un canon nouveau et une méthode nouvelle. Au lieu que la soumission servile aux règles établies détruit la possibilité même d'une évolution de la méthode; et c'est ainsi que se forme l'académisme des épigones. Mais, d'un autre côté, une infraction maladroite et inintelligente ne conduit qu'à la pure anarchie.

De nos jours, on a pu voir la tentative paradoxale de création d'une méthode « absolue », d'une sorte de vier d'Archimède. Les canons et les méthodes de maîtres d'époques diverses étaient successivement comparés l'un après l'autre à l'actualité. On a pu voir la création directe remplacée par l'interprétation. On comprend ainsi que Brahms (répudié par les impressionnistes) ait été adopté par le « néoclassicisme ».

Le néoclassicisme, en ce qu'il a donné de meilleur, a essayé de faire du nouveau à l'aide, sinon de l'imitation, du moins de l'interprétation de cette musique du passé qui lui a paru la plus consonante au présent. Brahms a été le dernier musicien complet et normal du XIX<sup>e</sup> siècle. Après lui a commencé la décadence du classicisme, et au début du XX<sup>e</sup> siècle le modernisme a fait irruption. La place prépondérante dans l'art musical a été reprise par l'Allemagne et prise par la capitale de l'Eu-

rope latine. Paris a succédé à Berlin. C'est à l'époque de Debussy que l'influence de Berlin a surtout été ébranlée. Mais Paris n'a pas su conserver sa position. Ayant répudié la dialectique allemande, les musiciens français n'ont pas su imposer une dialectique nouvelle, — latine. Disons ici que, par dialectique, nous entendons cette sorte de logique organique et vitale (sorte de logos sonore) selon laquelle se réalise une œuvre musicale. L'unité vitale de l'œuvre commande toute sa croissance. La dialectique musicale n'a aucune nécessité de recourir à un sujet extra-musical. Mais aussitôt qu'on abandonne la dialectique instrumentale, le sujet extra-musical devient un tremplin nécessaire.

L'impressionisme en créant sa forme instrumentale a essayé de se passer de la dialectique. Cependant la nature de la pure musique instrumentale a toujours été dialectique, et il est très probable qu'elle ne peut pas ne pas l'être.

Parmi les musiciens russes, Glinka est le seul héritier de la dialectique du classicisme. Déjà, chez Tchaïkovski le processus de la composition se transforme en rhétorique. Moussorgsky, par son opposition absolue au fau classicisme germanique (lequel a engendré ce type de rhétorique musicale), a été amené à renoncer, d'une manière générale, à la méthode dialectique de composition. Moussorgsky a suivi d'autres voies, ayant pris pour base de composition l'élément du chant et (pour autant qu'il a pu en avoir l'intuition) l'élément instrumental de la musique populaire. Cette foi intuitive de Moussorgsky dans l'élément organique de la musique russe, constitue justement la force pathétique de sa création musicale.

Debussy, en s'éloignant du germanisme et de la pensée musicale wagnérienne, s'est rencontré avec Moussorgsky sur la voie découverte par celui-ci, dans u

complète solitude, peu d'années auparavant. Une exacte compréhension du rôle de Moussorgsky dans le développement des voies de la musique russe a aidé Debussy à trouver l'authentique expression nationale de la musique française elle-même.

La signification de Debussy dépasse de beaucoup aujourd'hui le rôle de l'impressionisme, et sa forme musicale nous révèle maintenant la subtile dialectique de la pensée musicale latine. Moussorgsky, lui, n'est pas arrivé à une nouvelle dialectique parce que le temps lui manquait pour aller jusqu'au bout de sa voie.

La voie suivie par le développement de la pensée musicale depuis sa floraison classique, dont nous avons parlé, jusqu'à nos jours, confirme notre manière de voir. Durant toute cette longue période qui a vu la décadence des principes classiques, le romantisme, la naissance et développement du modernisme, l'anarchie qui a suivi le déclin de l'impressionisme et, enfin, en ces dix dernières années, le retour à la tradition classique, — durant toute cette période de l'histoire musicale, tout essai d'abandon de la dialectique instrumentale dans la pensée musicale amenait seulement à l'abandon des conditions mêmes des processus de la composition, et conduisait les musiciens dans des régions qui n'avaient presque rien, ou peu de chose, de commun avec la musique. Des voies nouvelles devaient être cherchées dépassant la dialectique du classicisme allemand, pour fonder une dialectique d'un nouvel ordre. La musique russe, après la guerre, est entrée dans ces voies (Stravinsky); il est vrai qu'elle ne s'est pas proposé pour but de dépasser la dialectique allemande, mais elle a créé une dialectique comme méthode de composition après que cette méthode eût été perdue pour longtemps par le wagnérisme et le modernisme. Cette perte a causé un long conflit entre les

tenants de la musique allemande ancienne et ceux de la nouvelle; mais tout le mouvement musical a repris en Allemagne dès le moment où l'on y est revenu à la dialectique. Alors la méthode dialectique était déjà bien établie dans la nouvelle musique russe, et le retour de la musique allemande à la dialectique s'est justement accompli sous l'influence de la culture musicale russe. Les musiciens allemands reconnaissent aujourd'hui la relation directe entre la dialectique musicale, la logique concrète de la musique russe, et les fondements de son langage et de leur matière musicale. De cela témoignent Hindemith et la nouvelle école allemande. Les valeurs principales de la musique russe se trouvent aujourd'hui hors du territoire russe. La musique qui se fait maintenant en Russie même a un caractère de provincialisme; c'est une accumulation de valeurs primaires. L'oscillation du pendule entre Berlin et Paris aurait pu continuer indéfiniment sans le changement politique du régime en Allemagne, qui n'a rien apporté d'essentiellement nouveau dans le développement du processus culturel, mais a brutalement détruit les bases mêmes de la culture allemande. Mais ceci dépasse le thème de nos présentes réflexions.

Où se trouve aujourd'hui le centre d'influence musical? Personne ne paraît l'occuper. La synthèse des cultures musicales latine et germanique est-elle possible? Jusqu'à présent elle n'a jamais été réalisée. Si elle est en définitive, impossible, l'opposition de ces deux cultures ne peut que s'accroître encore, dans le cas, naturellement, où la culture allemande est destinée à renaître. Qui sera dévolu le rôle principal? Sera-ce à la musique russe? Ou bien est-ce que sur un sol nouveau va surgir une culture musicale tout à fait nouvelle? Cela aussi est possible.

## II

Brahms se rattachait lui-même, très consciemment, à la tradition classique parce qu'il craignait plus que tout la rupture avec la *weltanschauung* propre à la culture classique et la perte de l'unité. Mais il n'ignorait pas, pour cela, l'élément ou le courant individualiste qui agissait déjà, et commençait à détruire l'héritage des classiques du siècle précédent et leur intégrale aperception du monde. De ce dualisme est née sa forme musicale. Elle n'est ni classique, ni académique, ni « épigonique », mais elle est tout cela à la fois. A la considérer dans l'ensemble, cette forme est déjà arbitraire. Seuls des éléments partiels de sa structure sont fondés sur une base traditionnelle. Brahms a tenté de réconcilier le classicisme avec le romantisme, il n'y a qu'en partie réussi. En réalité, il se rattache plus au second qu'au premier. Dans ses dernières années, il faisait effort pour s'écarter de la discorde aiguë qui s'était créée entre le classicisme et le romantisme, et il ne s'appuyait plus que sur sa technique formelle. Ce qui le conduisit à l'académisme.

Le grand intérêt de Brahms est pour nous dans ce fait qu'ayant vécu à la frontière de deux époques opposées l'une à l'autre, il a porté en lui-même les conflits naissants qui devaient, plus tard, se préciser dans le modernisme sous la forme de toute une série de tendances opposées.

Après Brahms, les problèmes de l'harmonie (et ensuite du rythme) devinrent prépondérants, et pour longtemps. Le modernisme recueillit ces problèmes comme l'héritage du passé. Le style homophonique des tenants du romantisme essayait encore de maintenir autant que possible l'équilibre des trois éléments fondamentaux de la mu-

sique : mélodie, rythme et harmonie. Mais déjà, même chez les romantiques, l'harmonie commençait à prévaloir sur les deux autres éléments. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> l'harmonie a été l'axe principal autour duquel évoluait toute la création musicale de l'époque. La priorité de l'harmonie s'est constituée au dépend d'abord du rythme, ensuite de la mélodie. Et tout ceci nous a amenés, dans le modernisme, au dépérissement de la polyphonie, atrophie qui est surtout sensible chez les impressionnistes. La polyphonie, pour autant qu'ils la conservaient encore, n'existait plus que comme fonction de l'harmonie. Une tendance opiniâtre se manifestait à transformer la polyphonie en verticale harmoniques, c'est-à-dire à remplacer la libre conduite des voix par des liaisons d'accords. Le dépérissement de la vivante polyphonie et l'extrême raffinement de l'harmonie ont alors presque totalement paralysé le rythme. On vit naître le culte des harmonies extrêmement raffinées. Le rythme perdit son importance fondamentale comme principe constructif. Son rôle se réduisit à la contemplation de ces sonorités statiques. Le raffinement extraordinaire de l'harmonie et la perte consécutive de la substance rythmique conduisirent la musique à une impasse évidente pour tous. Alors commença un processus contraire. Les compositeurs s'appliquèrent à limiter le développement de l'harmonie et à rappeler le rythme à la vie. Naturellement un nouvel excès se manifesta : « la polyphonie à tout prix ». Cette tendance finit par prédominer. Pendant plusieurs années on put assister à la renaissance de la polyphonie selon de nouveaux principes; et le rythme fut restitué dans ses droits. La polyphonie trop longtemps contenue acquit alors un caractère d'élément déchaîné d'une force incoercible. Mais elle se distinguait en ceci qu'elle était maintenant fondée



sur la synthèse de toutes les nouvelles acquisitions harmoniques. Les résultats des recherches harmoniques des années précédentes entrèrent pleinement dans la forme nouvelle qui était en train de naître. Chacun des trois éléments de la forme musicale (rythme, harmonie, mélodie) acquit un sens nouveau, différent de celui qu'il avait chez les classiques et chez les romantiques. La forme qui naît alors, fondée sur la libre intonation harmonique, porte atteinte avant tout à l'ordre tonal et au rapport tonique-dominante sur quoi reposait l'équilibre de la forme traditionnelle, soit classique, soit romantique. La méthode nouvelle rompt avec cette tradition et s'avance inévitablement vers un extrême déséquilibre (Schoenberg et son école). Elle s'oppose ainsi à la méthode classique qui tend à amener la forme à une plénitude d'équilibre et de repos.

Cette méthode nouvelle qui fonde sur le déséquilibre la construction de la forme musicale a conduit à la perte des bases jusque-là inébranlables du langage musical : l'ordre moral et l'ordre tonal. C'est le règne de l'arbitraire où, par le caprice de tel ou tel compositeur, se créent indéfiniment des idiomes individuels et tout artificiels.

L'harmonie étant devenue dans l'impressionnisme le tout unique, a conduit la musique à une impasse. A son tour, la polyphonie atonale conduit à la confusion des langues. Au lieu d'un seul langage musical, nous avons maintenant une multitude de dialectes.

A la suite de cela, le rythme a de nouveau perdu son rôle classique de principe organisateur du discours musical. Privé de ce rôle de serviteur de la forme, le rythme est devenu un principe de composition autonome. Aux dépens de la pureté du langage musical, il s'est fait une accumulation, jusqu'à nos jours inconnue, de richesses

rythmiques et métriques. La nouvelle structure métrique est fondée sur la liberté rythmique elle-même. Pour parler brutalement et formellement, cela revient à dire que la barre de mesure a cessé de dépendre du temps fort et du temps faible. Le mètre s'est complètement séparé du rythme. Et le déplacement de la barre de mesure a conduit à l'élaboration la plus poussée et du rythme et de la métrique.

Nous venons d'examiner deux évolutions successives de la forme. La première était fondée sur l'intonation harmonique; la seconde sur l'accent rythmique. Il est difficile d'établir une perspective juste quand il s'agit d'un passé très proche. En esquissant le schéma de ces évolutions, nous ne faisons état que de leurs manifestations les plus avancées. Mais il ne faut pas perdre de vue le fait, qu'en seconde ligne, continue encore la vie attardée et le mélange de toute une série de tendances modernistes. Cette catégorie de la production musicale ne peut ni rien changer ni rien ajouter à la forme nouvelle qui a reçu son expression extrême.

Et nous voici maintenant amenés à considérer le temps de ces dix dernières années où les musiciens, ayant atteint le maximum d'élaboration dans la création des formes polytonales et polymétriques, sont entrés dans une première période de « désarmement ».

La méthode du « néoclassicisme » était une méthode de polémique. Le néoclassicisme n'avait d'actualité que pour autant qu'il menait une lutte contre le modernisme, qui avait parcouru tout son cycle. Quand l'âpreté de cette polémique a commencé à s'adoucir, la plupart des œuvres qu'inspirait le néoclassicisme commencèrent à perdre de leur importance. Leur valeur musicale absolue, à part quelques rares exceptions, n'était pas très grande. Lorsque l'impression de surprise causée par le contraste

avec le modernisme se fut dissipée, on a vu qu'on se trouvait, dans la plupart des cas, devant une imitation inconsciente du passé. En somme, le mouvement néoclassique a dégénéré en un faux classicisme. La forme polémique a donné naissance à un académisme et à un paratisme du passé, sans aucun discernement. Le résultat fécond de cette lutte a été de susciter la recherche d'un nouvel équilibre de la forme. Là a commencé un processus opposé à celui du modernisme. Après l'extrême déséquilibre créé par le modernisme, on a fait effort pour rendre à la forme musicale l'équilibre et l'apaisement classiques. Telle fut la tendance, en ces années 1920-1930, dont il s'agit ici. Mais l'imitation sans discernement de l'ancien, qui a été la conséquence du mouvement néoclassique, a atteint des proportions énormes. Elle sera inévitablement liquidée dans un avenir prochain. Cependant, lorsque le grain semé pendant cette période sera mort, il donnera naissance à une forme nouvelle. Ce que j'appelle ici méthode de combat a été nommé bien à tort « néoclassicisme ». Le nouveau classicisme est pour nous l'avenir inconnu, et la méthode combative de nos jours n'en est que le précurseur. Elle lui aura seulement réparé les voies.

### III

Durant toute l'époque que nous venons d'examiner, au milieu de la diversité et de l'opposition des efforts, des tendances et des buts, au centre du travail musical de l'art se tenait non pas une idéologie quelconque, mais toujours l'unique problème de la forme. A ce problème se rattachait de plus en plus l'effort de la création musicale, jusqu'au jour où l'on a abouti à un formalisme de métier, étroitement professionnel. En parlant du « problème de

la forme », nous revenons à la terminologie qui avait cours au début du siècle. Alors « forme » s'opposait à « contenu », et l'esthétique du début de notre siècle a été fort occupée de leurs rapports et de la priorité de l'un ou de l'autre. Le résultat de cette dispute, depuis longtemps oubliée, fut dès lors cette conclusion unanime que la forme est inséparable de son contenu. La synthèse de la forme et du contenu est devenue une chose indiscutable. Et cela est bien. Mais, dans la marche progressive des choses, il est arrivé ceci : dans les recherches d'une nouvelle forme, ce que l'on entendait par le mot « contenu » était écarté de plus en plus, et s'est trouvé finalement tout à fait exclu. Comment expliquer ce refus conscient ou inconscient des artistes à exprimer leur relation au monde et à la vie ? Par quoi s'explique cette tendance générale et grégaire à vouloir créer une forme sans défaut, et vide ?... Il semble que la raison principale n'en est rien moins que la perte de l'esprit de la musique et l'écroulement de la culture humaniste. L'art est devenu l'expression du processus de mécanisation de la vie qui embrasse maintenant le monde. Le dernier sursaut de l'humanisme a été l'extrême individualisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a été épuisé et vaincu. Ce qui lui a succédé, c'est une force antihumaniste, et la culture matérialiste a donné naissance à ce style impersonnel qu'on a appelé « objectif ».

L'art a fini par refléter servilement le pathos antispirituel dont notre époque regorge ; il est descendu jusqu'à la seule fabrication de choses bien (ou mal) faites. Le principe de la chose bien faite prit toute la place dans l'art. N'est-il pas temps de reconnaître que cette sorte de production artistique de choses dénuées de tout sens spirituel, n'importe vraiment à personne ? La nécessité d'objets de ce genre est un concept conventionnel et contesta-

ble. Une œuvre d'art doit être, ou doit pouvoir devenir, absolument nécessaire, même si, au moment de son apparition, cette nécessité n'est reconnue que d'un petit nombre, ou même de personne. Or, la nécessité d'une œuvre d'art dépend exclusivement de sa plénitude spirituelle. En s'enfermant dans des limites étroitement spécifiques et professionnelles, la musique de notre temps s'est exclue elle-même du plan spirituel de la vie, et s'est condamnée à un déterminisme sec et dur. Cela a commencé par une réaction contre cette époque où la musique négligeait ou dédaignait la forme, et était en même temps pleine de rhétorique et d'un contenu spirituel douteux. Cette réaction était légitime; et, dans ses débuts, le modernisme a paru rechercher l'unité de la forme et du contenu sous un nouvel aspect. Mais le développement ultérieur du modernisme l'a finalement conduit à admettre la priorité absolue du principe formel. Toute la complexité des valeurs spirituelles fut alors regardée comme un obstacle qui éloigne la pensée et la recherche artistique de la valeur qui seule importe, c'est-à-dire de la recherche de la forme nouvelle. C'est ici que se manifeste le divorce entre l'artiste et la réalité. En opérant d'une manière abstraite sur la forme et sur la matière, séparées de l'idée et de l'émotion vivantes, on a créé non pas un art vivant, mais des valeurs abstraites. L'univers des idées et des émotions, agissant organiquement dans l'inconscient créateur, fut considéré comme une force ennemie, qu'il était nécessaire de rendre inoffensive afin qu'elle n'entraînât pas l'artiste dans des réactions étrangères, et ne le détournât du but essentiel : la recherche de la forme comme telle.

Alors tout ce qui n'était pas l'incarnation directe d'une forme abstraite fut déclaré « extra-musical ». Ainsi a pris naissance l'esthétique constructive. Produisant une forme

impersonnelle, séparée de tout l'univers des idées et des émotions, elle nous donnait — à ce prix — une musique « objective ». Et, se trompant soi-même, on appelait cette musique « musique pure ». Est-ce que vraiment nous serons obligés de revenir à ces concepts de musique « pure » et « impure » ? La musique contemporaine n'a apporté aucune lumière dans ces questions. Et, de toute façon, il est clair que le concept de musique pure ne coïncide pas avec celui de « musique objective ». La musique objective n'est rien d'autre qu'une facture sèche et mécanisée. Ce n'est pas encore une œuvre d'art, ce n'est qu'une expérimentation.

Le processus de la lutte pour une forme et une matière pures, en même temps que pour l'exclusion ou du moins pour la subordination de toute la sphère spirituelle, ont conduit la musique à une victoire à la Pyrrhus. Réellement, tout l'univers de l'extra-musical a cessé d'exister pour les musiciens. Le processus de la « purification » de la forme a atteint aujourd'hui ses dernières limites. Et la musique contemporaine s'est placée ainsi dans la plus fâcheuse des impasses. Le refus, meurtrier pour la création artistique, de tout « contenu » a pour conséquence vengeresse ce fait que maintenant la forme devient l'ennemie de la matière musicale elle-même. *Le dualisme de la forme et du contenu aboutit au conflit entre la matière musicale et son élaboration.* Le problème de la forme aboutit aujourd'hui à une collision du *fait* et de la *procédure*. Le fait, ici, est la matière sonore elle-même. La procédure, c'est-à-dire l'élaboration de cette matière, s'est constituée comme sa propre fin. Dans cette lutte pour sa propre existence, l'élaboration musicale s'est mise à pourchasser la matière sonore elle-même. De sorte que, au sens proprement musical, il ne se passe plus rien dans la musique contemporaine. La modulation paraît



n événement. Tout le fait musical se réduit au jeu de l'intervalle. Si l'on supposait par absurde que l'on puisse extirper de la musique l'intervalle lui-même, il n'y aurait plus aucune différence entre cette sorte de musique et qu'importe quel bruit organisé. On arrive ainsi à cette conclusion que ce qui importe dans la composition n'est rien d'autre que l'intervalle, et que toute la force formelle d'une œuvre réside uniquement dans le rôle de l'intervalle dans le tissu sonore donné. D'autre part, la voie de la musique moderne qui tend à diviser de plus en plus l'intervalle, dans l'ordre du chromatisme supérieur, tend à détruire aussi la valeur immuable jusqu'ici de l'intervalle.

On ne peut aller plus loin. Ici s'ouvre l'abîme où la méthode formelle a conduit la musique. Il est désormais évident qu'il est impossible de continuer plus longtemps dans cette direction. La création musicale n'a plus guère, dans cette voie, de ressemblance avec la musique, parce que la matière musicale elle-même y est perdue, et qu'il n'est plus possible d'aller l'emprunter au passé.

La recherche de la forme pour la forme n'est rien d'autre qu'un nouvel académisme. Il est triste d'en arriver à de telles constatations; mais plus triste encore de voir ce qui se passe dans la production musicale de nos jours. La production musicale authentique, vivante, fraîche et directe qui se fait aujourd'hui, il faut sans doute la chercher dans les « catacombes » de notre temps; mais presque tout ce qui se manifeste à la lumière du jour étouffe dans les filets du formalisme, du scolasticisme et du schématisme.

Où est l'issue? Et quelles sont les perspectives? Sans s'étendre à la divination et à la prophétie, on peut dire, et cela est évident, qu'une forme nouvelle n'est possible qu'avec le rétablissement de l'équilibre perdu entre la

forme et le contenu. La voie en est dans l'abandon du fétichisme de la forme. Les forces spirituelles sont nécessaires dans cette voie. Lorsqu'elles se renouvelleront l'esprit de la musique se renouvellera lui aussi. Nous ne prophétisons pas, mais nous croyons que la matière reprendra la place qu'elle a toujours eue dans le monde qui est d'être subordonnée à l'esprit.

D'autre part, une forme nouvelle ne peut naître que lorsqu'elle devient organiquement nécessaire, cela ne se fait jamais artificiellement. Et l'évolution de la méthode se trouve, ainsi que nous l'avons dit plus haut, organiquement liée à l'évolution vitale de la forme. La forme se crée toujours à nouveau sans le moyen d'aucune recette sans répétition du passé; elle n'est liée qu'à la très personnelle et inimitable vue des choses et du monde qui distingue l'artiste original de l'homme de métier. Pour ceux qui pensent ainsi, le monde n'est pas quelque chose de figé et de donné une fois pour toutes; sa création se continue et se renouvelle à chaque instant de notre existence.

ARTHUR LOURIÉ.

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

### Sparkenbroke

Il est assez vain de se demander si *Sparkenbroke* (1), le nouveau roman de Charles Morgan, marque un progrès sur *Fontaine* dans la voie de l'accomplissement. Nos impressions subjectives doivent ici céder le pas à des considérations plus hautes et plus essentielles. C'est ainsi que l'originalité si profonde de Morgan ne revêt jamais la forme de la surprise et de la nouveauté. Les romans de Morgan n'ont pas d'âge, bien qu'ils soient situés avec une certaine exactitude dans le temps. Et ce style fluide et plein d'une élégance sans surcharge non plus, si ce n'est qu'il nous rappelle une certaine tradition hellénisante, qui est une marque de la haute culture anglaise.

Le livre porte le nom du principal héros : Piers Tensiel, septième vicomte et douzième baron Sparkenbroke. Les titres de noblesse ne doivent pas nous leurrer. Ils ont leur importance, certes, et le cadre seigneurial de Sparkenbroke n'est pas du tout une chose négligeable. Mais enfin Sparkenbroke n'est pas seulement un pair d'Angleterre qui a épousé la fille d'un banquier: il est surtout un poète. Et non pas un amateur, mais un homme pour lequel l'art et la poésie constituent les plus sérieuses, les plus profondes raisons de vivre. Fils d'une mère très

(1) Charles Morgan, *Sparkenbroke*, traduit par Germaine Delacour, 1 vol., Stock, 1937.

belle, très aimée, dont nous ne savons à peu près rien d'autre que son départ et sa mort en Italie, Piers apparaît, dès le début, dans sa famille, comme un être étrange et privilégié, secrètement préféré par son père et détesté par son demi-frère aîné. Le pasteur Hardy le forme aux bonnes lettres, et entre le vieil humaniste et l'enfant génial s'établit une sorte de filiation spirituelle.

Mais ceci, au fond, est peu de chose. L'essentiel, c'est la révélation presque ineffable que Piers a reçue, au sortir de l'enfance, une nuit que son frère, par une sinistre plaisanterie, l'avait enfermé dans le caveau des Sparkenbroke. Toute son activité d'écrivain, toute sa vie d'homme ne sera plus, désormais, qu'une tentative pour retrouver l'extase perdue. Et il la retrouvera, effectivement, à la fin du livre, lorsqu'il mourra lui-même, terrassé par une attaque d'angine de poitrine, dans ce caveau des Sparkenbroke, où il semble bien qu'il soit venu attendre la mort, ce soir-là.

Ceci est donc, si l'on veut, une longue méditation sur la mort, et ce ne serait aucunement trahir les intentions de Charles Morgan que de donner de son livre une telle définition. L'angine de poitrine confère à Sparkenbroke cette angoisse indicible, par laquelle un homme se sent, pour quelques instants, séparé du monde des vivants. Telle est la source de sa poésie, et, d'une manière plus générale, de son art, qui nous conduit à chaque coup jusqu'au seuil de ce mystérieux passage. Non de la lumière aux ténèbres; mais de cette lumière-ci à une autre clarté qui déjà nous enveloppe en ce monde, mais que nous ne voyons pas. Tout de même que, si dans une pièce, dont les fenêtres sont ouvertes sur la nuit, nous faisons de la lumière, la nuit nous échappe; mais elle est toute à nous aussitôt que la lampe s'éteint.

Peu de livres, sans doute, contiennent autant de confidences d'un auteur à ses lecteurs que celui-ci. Non pas de confidences biographiques; mais des confidences sur ce qu'il y a de plus secret en tout artiste, et qui touche

la naissance même de son œuvre. Le travail poétique de Sparkenbroke n'est pas, en effet, l'un des moindres intérêts du roman. Nous lisons souvent ses poèmes; nous le surprenons en train de les écrire, et il nous est loisible de mesurer la distance qui sépare un poème de son occasion, et la valeur des transpositions. Jamais peut-être les rapports de l'art et de la vie n'avaient été montrés d'une manière aussi profonde. Et je dois dire que le « Journal d'Édouard », dans les *Faux-Monnayeurs*, fait mince figure auprès de *Sparkenbroke*. C'est qu'il y a toujours chez le Français un peu trop de rationalisme. Non que Sparkenbroke et presque tous les personnages du livre ne soient très intelligents. Mais leur intelligence n'est pas une intelligence analytique et logicienne. Elle est intuitive et synthétique; c'est pourquoi elle nous fait appréhender le mystère, qu'elle n'explique pas.

L'œuvre à laquelle travaille Sparkenbroke presque tout le temps que dure cette histoire est un Tristan. C'est-à-dire le poème précisément de l'amour et de la mort. Car l'amour est, comme l'art, pour Sparkenbroke, un autre aspect de cette même réalité que la mort nous découvre; de telle sorte que le livre entier soit comme une vaste symphonie de l'Amour, de l'Art et de la Mort. Liés entre eux si étroitement que leurs progrès sont communs, et que Sparkenbroke trouve enfin dans la mort le repos de l'extase à l'heure où l'œuvre d'art est accomplie et où, tenant dans sa main l'amour, il ne l'a pas refermée. C'est que la mort déjà l'appelait.

L'amour, c'est Mary. Il faut qu'elle soit la beauté, telle qu'aux yeux de Tristan parut Iseult dans le crépuscule : « Elle l'envoûtait par son pouvoir de rassembler toute sa force spirituelle dans les lignes de son corps. » Ainsi de Mary pour Piers; de Mary qui ne peut, cependant, être à lui. D'abord parce qu'elle appartient à un autre. Mais ce n'est point ici la véritable raison. Nous touchons au point le plus secret de l'œuvre. Mary aime Piers autant que Piers Mary. Si elle est pour lui la

beauté, « la terre », comme il le lui dit, un jour, dans un très profond langage, il est pour elle la poésie, dont la découverte a complètement changé la vie de la jeune fille. Elle a compris alors qu'elle ne pouvait pas demeurer plus longtemps fiancée à son joueur de cricket. Et elle est devenue la femme du médecin George Hardy, fils du pasteur. Pourtant déjà elle connaissait Piers; elle aimait Piers. Mais je crois que la vraie raison de son mariage avec George, et de cette étrange interdiction qui sépare de Sparkenbroke alors qu'elle est tout consentement, c'est que Sparkenbroke et George ne sont pas pour elle situés sur le même plan.

Une des grandes beautés de ce livre est d'avoir abordé en face, sans réticences, ce problème, qui est beaucoup moins théorique qu'on ne serait tenté de le croire, d'un cœur de femme partagé entre deux amours. La chose est proprement inconcevable si ces amours sont de même nature. Mais George, pour Mary, c'est incontestablement l'homme qui est prédestiné à devenir le compagnon de sa vie. Elle l'a reconnu dès la première minute. Et tout ce qui l'entoure confirme ce pressentiment. C'est là, au presbytère de Sparkenbroke Green, entre le vieux pasteur qui cite des vers latins, et l'infirmes Helen, pleine de sagesse et de doctrine, avec le ruisseau proche, qui scintille au soleil et que, de sa chambre, on entend couler pendant la nuit; c'est là, parmi les vieilles servantes dans la maison aux meubles brillants et polis par l'usage, que Mary doit vivre et qu'elle trouve son lieu. Il arrive bien, quelquefois, que George s'étonne d'avoir su conquérir la beauté, et qu'elle soit venue si simplement dans sa maison, et jusque dans ses bras, sans qu'il ait eu un mot à dire. C'est, d'ailleurs, un homme qui parle peu. Mais elle est si bonne, et si simple, et si familière, et si droite, qu'il se fait insensiblement à l'idée prodigieuse que Mary est à lui, et qu'elle est son apanage.

Pourtant, il y a Sparkenbroke, et George ne l'ignore pas, qui est son ami d'enfance, qui l'admire et qui l'aime.



Sparkenbroke dans cette chaumière du bois Derry, qu'il préfère au faste du château, et où il se retire pour travailler. Sparkenbroke que Mary, avant même qu'elle ne soit la fiancée de George, a rencontré sans le connaître. Et, tout de suite, elle s'est familiarisée avec lui, comme si il était non un homme, mais le génie du bois. Il parlait de si étrange manière, comme s'il l'avait toujours connue, comme s'il savait d'avance ce qu'il peut y avoir dans le cœur d'une jeune fille qui aime la poésie ! Elle subit un véritable sortilège. La vie, pour un moment, tandis qu'il lui parle, interrompt son cours ordinaire. Elle ne sait plus si son père et son fiancé l'attendent à l'hôtel. Elle ne sait plus si elle est Mary, ni ce qu'elle fait à Chelmouth. Il n'y a plus que cet homme qui parle au-dessus du mince ruisseau, dans le bois éclaboussé de soleil.

Sparkenbroke est hors de la vie, hors du monde qui est celui de Mary, et c'est là, je crois, le secret, non de sa résistance, car on ne peut dire qu'elle lui résiste, ni même qu'elle y songe un seul instant ; mais du fait qu'en définitive, il ne la prend pas. Et d'abord il a craint, lui aussi, de briser une fois de plus son rêve. Il connaît la vanité des expériences de don Juan. Pourquoi sacrifier encore cette innocente victime ? Il l'épargne par pitié pour lui-même, autant que par pitié pour elle, tandis qu'elle est vierge encore, et il part brusquement pour l'Irlande. George est venu le voir, ce jour-là, et de la décision de Piers dépend la destinée de Mary. Dans leur dialogue, je relève ces deux répliques, qui situent admirablement le drame. George dit : « C'est vous qui êtes son père, ne le sentez-vous pas ? » Mais Piers réplique : « Vous êtes l'homme selon son cœur — en harmonie avec sa nature. » Toutefois, si Piers s'en va, ce n'est pas uniquement par bonté, et pour permettre à Mary d'épouser l'homme selon sa nature, mais parce qu'il redoute l'accomplissement.

Entre temps, Mary épouse George, et nous assistons

pendant quelques mois au paisible bonheur conjugal qu'abrite le presbytère. Telle est la véritable vie Mary, cela ne fait aucun doute. Peu à peu les blessures se cicatrisent, et l'on peut prévoir le temps où Piers sera plus, dans la mémoire de la jeune femme, qu'un souvenir venant presque irréel. Mais le hasard veut qu'ils se rencontrent de nouveau à Pise, et que Mary et sa belle-sœur soient obligées de s'installer, à Lucques, dans la propre maison de Sparkenbroke. Le hasard? Non. Nulle part davantage que dans un roman de Morgan, nous ne sentons que le hasard n'existe pas. Ce n'est pas le hasard qui conduisit autrefois Mary, égarée dans un pays qu'elle ne connaissait pas, au bois Derry; pas un hasard qui fit rencontrer Sparkenbroke chez un libraire de Chesham-mouth; et ce n'est pas davantage le hasard qui a rendu Helen incapable de poursuivre son voyage précisément ici, où était Sparkenbroke. Tout cela est nécessaire; non parce que le romancier en a besoin pour continuer son récit, mais parce que les véritables nécessités sont celles qui résistent à l'explication rationnelle.

Les entretiens de Lucques prolongent ceux du bois de Derry. Pourtant leur atmosphère est profondément différente. On pourrait facilement en déduire des considérations du plus haut intérêt sur les rapports spirituels entre l'Angleterre et l'Italie. Ce n'est pas en vain que l'ombre de Shelley flotte sur ces pages. L'éclat et la grandeur de l'Italie les gonfle comme un fruit d'automne. Nulle part Mary ne peut être matériellement et spirituellement plus éloignée du presbytère. Il y a bien cet infirme, là-haut, qui est en train de mourir sans l'avoir vu dans le pays dont elle a rêvé toute sa vie; il y a les lettres de George; la maladie du pasteur, au loin. Mais c'est tout cela, maintenant, qui est devenu irréel pour Mary. Seule compte la présence de Piers.

Il écrit, en même temps que son *Tristan*, un poème sur Nicodème et la légende du *Volto Santo*. C'est-à-dire un poème qui pose les plus hautes questions que l'

puisse avoir à résoudre, car il ne s'agissait de rien moins, pour Nicodème, que de représenter le Christ. Alors, entre Piers et Mary, l'accord devient tel que ce n'est pas Piers, mais Mary, qui « entend » dans le bois la hache de Nicodème frapper l'arbre où sera sculptée la divine effigie. C'est par l'intermédiaire de Mary que cela est *donné* à Piers. Quant à Mary elle-même, il aurait suffi, cette nuit où Helen est morte (ils ne savaient pas qu'elle mourait à la même heure), que Piers voulut la prendre, car elle avait été poussée vers lui comme par une force irrésistible. Mais une fois encore il l'a épargnée, parce qu'il l'aime plus profondément que jadis. Je ne sais rien de plus poignant que, tout au long de cette nuit, ces deux êtres au bord l'un de l'autre. « N'existait-il pas un saint, pense Sparkenbroke, entre les mains duquel nichaient les oiseaux, et qui ne remuait que lorsque les petits s'envolaient ? » Car Mary s'est endormie dans ses bras.

Maintenant, c'est fini de nouveau. George ramène sa femme au presbytère. Sparkenbroke demeure à Lucques, où il achève rapidement *Tristan*. A présent il n'y a plus pour lui aucune raison de rester en Italie. Une dernière fois, à la cathédrale, il contemple l'effigie mortuaire d'Ilaria del Carretto, ce chef-d'œuvre inexplicable de Jacopo della Quercia, devant lequel longtemps s'était arrêtée Mary, le jour qui précéda cette nuit-là. Non moins que Platon et Keats, que Nicodème et que Tristan, la statue d'Ilaria domine le roman et semble répondre, d'Italie, à ce caveau des Sparkenbroke, qui ouvre le livre et l'achève. Ce qu'a exprimé le vieux sculpteur, en effet, c'est moins la beauté que la mort. Mais elles sont une seule et même chose : la fenêtre qui s'ouvre sur la nuit lorsque la lampe s'éteint.

La vie a repris au presbytère, avec Helen en moins. Le soir, George ou Mary font la lecture au vieux pasteur infirme. Ils apprennent par le journal le retour de Sparkenbroke en Angleterre et l'achèvement de *Tristan*. On dirait que cela vient d'un autre monde. Quant à Piers,

pour la dernière fois, il est venu à Chelmouth House, la résidence londonienne de sa famille, un soir où sa femme donne un grand bal, et il s'en est fallu de presque rien qu'il ne se réconcilie avec elle. C'est une figure fort émouvante que celle d'Etty, femme amoureuse, mais trop raisonnable, qui n'aura jamais su retenir le génie entre ses sages mains. Il lui échappe, et elle sait, maintenant, qu'il ne reviendra plus jamais.

Le voici de nouveau dans la chaumière du bois Derry au presbytère, auprès de Mary. Il suffit à Piers de paraître, et tout est oublié. Il a décidé d'en finir, de rompre avec l'ancienne vie, de partir avec Mary. Toutefois, il lui donne cruellement le temps de la réflexion. Le tableau de cette dernière soirée que passe la jeune femme entre son mari et son beau-père, avant d'aller au rendez-vous que lui a fixé Sparkenbroke est un des sommets du livre. Non seulement ces deux hommes ne lui ont rien fait mais elle les aime autant qu'il est possible, et voici pourtant qu'elle a décidé dans son cœur de commettre un acte qui, elle le sait, brisera leur vie. Mais l'a-t-elle décidé vraiment, et ne sommes-nous pas ici en présence d'un cas d'aliénation, où il semble que la responsabilité du sujet n'existe plus ? Certainement rien de durable n'est possible entre Mary et Sparkenbroke. Il le lui disait, au début de leurs relations, et, lorsqu'il était parti pour l'Italie c'est parce qu'il avait senti cette impossibilité.

D'où vient donc que, maintenant, tout paraisse chargé ? C'est que Sparkenbroke, ayant terminé *Tristan*, délivré son message au monde. Sans qu'il en ait une nette conscience, il n'a plus rien à dire. Pour la première fois, il goûte la solitude la plus parfaite qu'un écrivain puisse endurer, cette solitude qui n'est même plus peuplée par le son de sa propre voix. Cette sorte de solitude aussi, où entre, sans qu'il s'en doute, celui qui va mourir. Une seule chose est certaine pour lui, désormais c'est que ce qui est fini ne peut plus recommencer. Il rompu avec tout pour pouvoir, pense-t-il, commencer

une vie nouvelle avec Mary. Et c'est bien d'une vie nouvelle, en effet, qu'il s'agit, mais non pas de celle qu'il pense.

Mary va au rendez-vous, n'y trouve pas Sparkenbroke, essaye en vain de se suicider, et retourne chez elle, où sa vie, désormais, sa vie véritable s'achèvera sans histoire. Ce n'est point parce que Sparkenbroke n'était pas là qu'elle a un moment cédé au désespoir, mais parce que tous les principes de son existence étaient à vau-l'eau, et qu'il n'y a qu'un seul endroit sur terre où elle puisse vivre selon son cœur et selon la loi : c'est le presbytère de Sparkenbroke Green. Piers n'était pas une illusion; mais il appartenait à un autre monde; à ce monde précisément que la poésie nous fait entrevoir, mais que la mort seule nous révèle. Lui-même a vu la jeune femme, et il aurait pu la rattraper; mais une seconde fois il a laissé sa main ouverte, car son destin le conduisait ailleurs, vers le caveau des Sparkenbroke, où la mort enfin le ravit.

Je m'excuse d'une si brève et si pauvre analyse, quand il s'agit d'un des livres les plus riches de notre temps. Il est à la fois dense et fluide, chargé de résonances presque infinies, et d'une manière aisée. Il ne faudrait pas croire, surtout, que Morgan s'efforce ici de démontrer quoi que ce soit. Sans doute, une certaine philosophie de la vie se dégage de ce roman, comme de *Fontaine*. Il arrive même qu'elle soit fort explicite dans la bouche de quelques personnages, le pasteur et Sparkenbroke en particulier. Mais elle n'est pas surajoutée; elle fait corps avec la fiction elle-même, et elle participe de son ordre de réalité. Jusqu'à quel point cette doctrine platonicienne est conciliable avec le christianisme orthodoxe, ce n'est point au pasteur Hardy qu'il faut le demander. Ce qui manque peut-être le plus, ici, c'est un certain sens pascalien de l'angoisse. Il est vrai que le drame atteint plus d'une fois une poignante acuité, et je l'ai, il me semble, suffisamment montré. Même alors nous sentons que tout

va pourtant se résoudre dans une sérénité plus parfaite. Morgan ne paraît pas avoir le sens du péché; car il ne faudrait pas se méprendre sur les raisons véritables pour lesquelles Mary demeure vertueuse. Cette loi hors de laquelle elle ne peut vivre, c'est seulement la loi de sa propre nature. Et s'il y a de la pureté, ici, c'est une pureté simplement naturelle. Le pasteur, George, Sparkenbroke, Mary, Etty sont à tout moment baignés d'innocence.

Il fallait faire ces réserves, quand ce ne serait que pour mieux marquer à quel point une œuvre de cette qualité honore la culture occidentale. Je crois que, si nous voulions démontrer que nous ne sommes pas indignes, malgré nos erreurs et nos faiblesses, de cette suprématie que nous avons jusqu'à présent exercée sur le monde, un livre comme celui-ci en fournirait une preuve. Et ce n'est certainement pas un hasard s'il fut écrit par un Anglais, dans la continuité d'une tradition qui fait encore aujourd'hui la puissance véritable de son pays. L'Angleterre peut être fière de Morgan, que ne semble même pas avoir effleuré la tentation de reniements trop faciles. Nulle œuvre ne revêt plus naturellement que celle-ci une signification universelle; mais c'est peut-être par là qu'elle est la plus anglaise, s'il est vrai que chaque grand peuple vaut dans la mesure où il se montre capable d'accéder à l'universel.

JACQUES MADAULE.

*Campagne* (1). — Ce livre mérite qu'on en parle pour d'autres motifs que le prix qui vient de le consacrer. Il a suscité des éloges enthousiastes et d'âpres critiques. MM. Edmond Jaloux et Léon Daudet le portent aux nues; M. André Thérive ne peut le souffrir. C'est un roman de la vie paysanne, comme le Berry en a déjà tant suscités, et il n'est pas sans rappeler, par quelques

(1) Raymonde Vincent, *Campagne*, 1 vol., Stock, 1937.



stés, *le Grand Meaulnes*, cette autre roman berrichon. Il est possible que cette évocation de la vie paysanne ne soit pas des plus nouvelles, et qu'elle languisse parfois, d'autant qu'il n'y a pour ainsi dire pas d'intrigue. Ce n'est pourtant pas là le principal reproche que j'adresserais à ce livre, qui est l'œuvre d'une femme ayant elle-même longtemps mené à la campagne une existence paysanne. Mais plutôt d'avoir systématiquement ignoré le mal, que les grands horizons des champs n'exorcisent, hélas! pas toujours. Sans doute la grand'mère est entêtée, et Robert brutal, mais c'est tout, et cela ne va pas très loin. Les personnages, d'ailleurs, en dehors de celui de la grand'mère et de Marie, ne se détachent pas nettement. Marie, la principale héroïne, pourrait être une création magnifique si elle n'était vue un peu trop de l'intérieur, et si l'on n'avait le sentiment d'une autobiographie, en que l'auteur s'en défende. Il n'en reste pas moins que cette œuvre grave et sereine, si elle ne nous donne pas encore le roman paysan que la littérature française n'a pas eu, continue heureusement une tradition respectable et féconde.

J. M.

## Le peintre André Dunoyer de Segonzac

### I. — L'HOMME

Sont-ce le fin trait circonflexe de sa moustache, son clair et franc regard, son visage plein, solide, sa carrure, sa santé, ou bien son large feutre gris qu'il enfonça longtemps sur sa tête comme les courants d'air de Paris possédaient l'ampleur et la dureté des vents sous la pampa? Il nous a toujours semblé qu'André Dunoyer de Segonzac aurait pu, à l'écran, doubler Douglas Fairbanks... Et l'on s'étonnerait de le voir enfermé dans un appar-

tement de la rue Bonaparte, si cet appartement n'offrait cet aspect particulier aux demeures qu'animent seuls les brefs séjours des êtres qui ont commencé à les installer, les ont quittés, et ne sont revenus que pour en repartir.

Le divan reste un lit de camp; un Bonnard, un Vuillard, un Jacqueline Marval, une aquarelle de Vanderpyl, que l'on croirait persane, sont accrochés aux murs et voisinent avec la lithographie de Daumier *Père-Scie* — Jean-Charles Persil, ministre de la Justice sous le règne de Louis-Philippe — arrière-grand-père maternel du peintre.

Sur un bahut, un dessin d'Edgar Degas, un croquis en traits de Daumier, et des oiseaux sous cloche, naturalisés, des vases roses de sacristie ou de salon notarial au temps de Marie-Amélie sont fixés sous verre, jeunes filles modèles anglaises...

Douglas de Segonzac ouvre sa porte :

— J'aime la solitude.

Et d'accueillir l'importun comme un camarade, de toute son affectueuse franchise, semblable ainsi à ces *gentlemen-farmers* dont les visiteurs dérangent l'existence, mais qui ne sont pas atteints de misanthropie ou de neurasthénie, et qui, passé le choc du coup de sonnette, éprouvent un plaisir certain à l'accidentelle interruption de leur isolement volontaire.

Retiré du monde, André Dunoyer de Segonzac reste accessible à tel point que quelques minutes d'entretien avec lui suffisent à faire oublier qu'il aime la solitude, démentent sa défense, et font de cet athlétique ascète le plus sympathique des compagnons.

## II. — LA DOCTRINE

— J'aime la solitude, nous a notifié Dunoyer de Segonzac lors de notre entrée chez lui.

Interrogé quant à sa doctrine, il développe et confirme son cri du cœur.

— J'ai toujours été indépendant et isolé.

— J'ai horreur du troupeau, j'ai la sainte horreur des systèmes.

— Je crois qu'il faut tâcher d'être à la vie contemporaine ce que les anciens étaient à la vie de leur temps. Nous ne devons pas plus nous occuper de ce qui était avant nous, pas plus qu'ils ne s'occupaient de ce qui était avant eux.

— Je crois beaucoup à la communion directe. Ce qui n'est pas direct détruit la part saine de l'œuvre. Témoin Gustave Moreau. Son art documenté, exécuté, n'est pas nutritif. C'est un art inerte.

— L'esprit classique est opposé à l'esprit académique.

— On a toujours confondu la forme classique avec l'esprit classique.

— L'enseignement de l'École des Beaux-Arts prolongé jusqu'à trente ans tue chez l'individu cette chose si attachante qu'est la réaction sur les choses.

La formule d'exécution en honneur à l'École ne donne qu'une réussite apparente.

— Les Prix de Rome se fabriquent, ainsi que les rires à la Comédie Française et à l'Odéon. On apprend seulement des figures.

— J'éprouve à peindre une joie intense. J'éprouve un grand amour pour le paysage, le paysage dans lequel s'exprime la vie contemplative.

— La peinture doit être une communion entre le peintre et le monde extérieur. Cette communion appartient au domaine de l'inconscient.

— L'état de grâce est dans la solitude.

— Les musées sont impressionnants. Il faut redouter les réminiscences.

— Je crois beaucoup plus à l'instinct qu'à l'intelligence documentée.

— L'intelligence plastique est indépendante de la culture.

— Je crois que le sens instinctif de la composition est supérieur à la science apprise de la composition.

— Il y a moins de potentiel chez le Poussin et chez Claude Gellée que chez un Giorgione, un Titien, un Rembrandt.

Proposition posée *a priori*...

Et Dunoyer de Segonzac écrit :

— Trop d'êtres qui ne nous apportent rien détruisent notre vie intérieure. Celle-ci renaît dès qu'on retrouve la vie élémentaire et vraie, dans la pleine campagne et la solitude.

— J'éprouve devant les choses simples et vraies un sentiment de sécurité.

— La plus grande volupté, c'est d'approfondir.

## III. — L'HISTOIRE

Les biographies consacrées à Dunoyer de Segonzac fixent sa naissance en 1885, à Boussy-Saint-Antoine, dans le Quercy.

Le peintre nous affirme :

— Je suis né le 6 juillet 1884, à Boussy-Saint-Antoine (Seine-et-Oise). Je suis le fils d'un ancien officier de marine...

Le regard du peintre bleuit de tendresse : l'ancien enseigne de vaisseau de Segonzac, qui, après avoir démissionné, fut mis à la disposition du gouvernement chinois pour l'Arsenal de Fou-Tchéou, vient de mourir il y a quelques mois.

— Et de la petite-fille de Persil.

— Ma grand'mère avait un joli talent de miniaturiste.

Ma famille est originaire du Quercy.

J'étais élève du lycée Henri-IV. Je voulais faire de la peinture. Ma famille me destinait à Saint-Cyr... Elle m'a amené chez Luc-Olivier Merson pour savoir si j'avais des dispositions...

Je suis resté deux ans dans son atelier particulier. Je faisais des fonds dans son genre... Tous ses élèves appliquaient la même formule...

Il croyait être dans la tradition d'Ingres en écartant les ombres et les lumières, en restant linéaire.

Au bout de deux ans, Luc-Olivier Merson m'a prié de m'en aller. J'ai eu alors pour professeurs Jean-Paul Laurens, George Desvallières, Charles Guérin, Maxime Dethomas, et René-Xavier Prinet, qui était le plus remarquable...

Je crois à l'enseignement de la technique.

Si l'on ne voit pas les fautes de proportions, l'on ne vaut pas la peine d'être corrigé.

Puis j'ai loué, rue Saint-André-des-Arts, un atelier, de moitié avec Jean-Louis Boussingault, que j'avais connu au régiment en 1907-1908.

J'ai exposé pour la première fois au Salon des Indépendants, en compagnie de Boussingault, Luc-Albert Moreau, La Fresnaye, Fernand Léger, dans la salle d'Henri Rousseau, qui présentait *Le poète et sa muse* (Guillaume Apollinaire et Marie Laurencin) ou peut-être *La noce*. En 1908-1909, j'ai exposé au Salon d'Automne des études de Saint-Tropez, où nous avons été reçus par Signac, qui nous avait loué sa maison, à Bonnard, Moreau, Boussingault et moi.

Je subissais alors une période de tâtonnements.

Ma peinture était montée en couleurs...

En 1910, je suis, seul, parti pour Villiers-Adam, où j'ai peint mes premiers paysages de l'Ile-de-France et les *Buveurs*.

A cette époque, j'ai trouvé un peu ma direction... J'ai exposé à l'Automne et aux Indépendants jusqu'à la guerre.

Du point de vue de l'âge, notre groupe était apparenté à celui des cubistes. Mais nous faisions bande à part.

La Fresnaye oscillait entre les cubistes et nous. Ses formules seules appartenaient au cubisme.

Nous lui disions : « Tu es un Normand, un nègre-blanc ! » Il nous répondait : « Je suis un Normand doublé d'un Dauphinois. »

En 1914, j'ai quitté Saint-Tropez et suis parti comme sergent d'infanterie au 353<sup>e</sup>. J'étais au Bois-le-Prêtre. — Jusqu'en 1915...

A cette époque, Forain, Abel Truchet et Guirand de Scevola ont créé la section de camouflage où je suis entré. J'ai pu, grâce à cela, recommencer à dessiner.

D'Amiens je suis allé, comme chef de section, à Noyon. J'y ai retrouvé Charles Despiau, Albert Pommier. Charles Dufresne était mon cycliste.

Nous faisions du décor de théâtre sur le théâtre de la guerre. En 1919, au Théâtre des Arts, René Blum me présenta à Roland Dorgelès, et j'illustrai *Les Croix de Bois*.

Et puis je me suis remis à travailler, à Chaville, un nu en plein air, une figure dans une serre, dans la vallée du Morin, à Crécy, à Cerbonne, devant les beaux toits en ardoises, dans la campagne française...

En 1929, je suis allé en Amérique, comme membre du Jury Carnegie; en 1934, je suis retourné à New-York faire une exposition.

#### IV. — COMMENTAIRES

— Je suis parti de l'art sculptural. Mes premières œuvres étaient monochromes, en réaction contre l'impressionnisme.

Les cubistes réagissaient aussi contre lui, mais dans le domaine de la forme. Moi, j'étais plus synthétique.

C'est de travailler en Provence qui a amené ma palette à une gamme de tons plus colorés.

Avant 1911-1912, j'avais peint le *Village* et le *Déjeuner sur l'herbe*, plastiques et réalistes; Cézanne était le père de cet événement.

J'ai traversé ensuite, de 1912 à 1914, une période noire, opaque; à force de chercher la transition, je n'atteignais que l'égalité.

Ce fut une période d'erreur.

J'ai retrouvé cette erreur après la guerre. Comme le printemps à Londres, ma peinture manquait de contrastes...

Je me suis affranchi en Provence, vers 1923-1924. La Provence m'a amené à une plus grande analyse du ton...

Mon problème ? garder les qualités sculpturales du début, et en même temps, la qualité de la couleur.



Nul mieux que René-Jean, dans sa préface du catalogue de la première exposition particulière de Dunoyer de Segonzac (1), n'a exprimé l'art du peintre :

« En larges coulées épaisses, il modèle la couleur, il la pétrit comme un coroplaste. La lumière vient jouer sur son tableau ainsi qu'elle jouerait sur un relief fraîchement sculpté.

« Sans qu'un objet perde rien de sa beauté colorée, un site rien de ses charmes, une figure rien de sa plasticité, il veut que tout concoure à l'effet désiré pour quoi fut rêvé et exécuté le poème que doit être toute peinture. »

Poète et paysan, du limon de la terre il forme ses figures qu'il sabre de sombres coups de soleil, grave la rude écorce, ordonne le faux statique des ramées, ou les branches d'hiver effilées comme des racines, dévoile la race des ciels, et, mâle, aimant la peinture rugueuse, la peinture qui ne plie pas, il détermine avec une ferveur opiniâtre la douceur grave qui se retrouve dans tout paysage français.

GASTON POULAIN.

(1) En 1914, faubourg Saint-Honoré.



## THÉÂTRE

Le théâtre. Vous ne savez pas ce que c'est ?

Il y a la scène et la salle.

Tout étant clos, les gens viennent là le soir et ils sont assis par rangées les uns derrière les autres, regardant.

Je les regarde, et la salle n'est rien que de la chair vivante et habillée.

Et ils garnissent les murs comme des mouches jusqu'au plafond.  
Et je vois ces centaines de visages blancs.

(Acte I, pp. 195-196) (1).

Lechy Elbernnon voit-elle chaque soir la salle du Théâtre des Mathurins remplie d'hommes et de femmes pleurant et riant, « les mains posées sur les genoux » ? L'échec de *L'échange* serait sans excuse. Que ces trois actes exigent du public un effort, ceci prouve simplement que le théâtre est un art comme les autres et a droit aux mêmes dispositions : il demande ce que l'on accorde si généreusement à la poésie et à la musique. Que l'interprétation ne soit point parfaite, est-ce vraiment ce qu'il y a de plus important à souligner et de plus urgent à signaler ? Si l'on songe aux exceptionnelles difficultés d'une pareille représentation, on ne pensera plus qu'à

(1) Nous citons d'après Paul Claudel, *Théâtre*, t. III, Mercure de France.

l'intelligente décoration de la scène par M. Pitoëff, à la curieuse composition de M. Salou en Thomas Pollock, aux admirables dons de M<sup>me</sup> Pitoëff, si justement accordés au rôle de Marthe.

Dans *Le drame de Paul Claudel*, M. Jacques Madaule fait une remarque intéressante : « Ce drame est le premier de ceux où le poète appelle l'univers à la confession de la vérité. » Ainsi, « Louis Laine, c'est l'Amérique d'avant la découverte, l'Amérique des grands espaces libres..., l'Amérique dans sa pureté primitive, pour qui l'Europe est, non pas la terre des ancêtres, mais, par excellence, la terre étrangère ». Lechy Elbernon est la femme américaine, « détachée de ses devoirs coutumiers, refusant de se plier à la loi de l'homme, mais incapable de vivre sous sa propre loi ». Thomas Pollock Nageoire est l'homme d'affaires, le héros de la nouvelle civilisation capitaliste, mais qui tient encore à la tradition occidentale par un sentiment puritain de la règle. « Quant à Marthe, elle porte tout l'antique héritage... C'est une fille des champs où les coutumes millénaires se transmettent de génération en génération... Seule parmi les autres, Marthe croit en Dieu, Marthe a une religion » : elle représente « ce que la vieille Europe, depuis Christophe Colomb, enseigne aux Amériques ». Ces indications, trop rapidement résumées, évoquent le climat de *L'échange*, son décor historique et géographique. Elles correspondent à la biographie exacte des quatre personnages, qui sont des êtres concrets, ayant une personnalité, un passé, une vocation. Paul Claudel choisit ses figures symboliques parmi les figures réelles qu'il trouve dans le monde.

Il ne conviendrait pas, toutefois, d'éclairer le symbolisme de la pièce dans ce cadre historique et géographique : ces Américains, croyons-nous, ne jouent pas un drame qui serait celui de l'Amérique, bien qu'en fait leur drame soit aussi celui de l'Amérique. M. Madaule a raison de commencer son chapitre en citant ce *vers d'exil* :

« J'ai fui en vain; partout j'ai retrouvé la Loi. » *L'échange* est le drame du libre échange.

Thomas Pollock Nageoire est cet *intermédiaire* qui a pris dans la civilisation capitaliste un rôle comparable à celui des *intercesseurs* dans la vie spirituelle. « ... Et je suis là comme au milieu de mains qui font des signes, comme quelqu'un qui écoute et comme quelqu'un qui demande et qui répond » (p. 188). Acheter, vendre, gagner, perdre, voilà l'échange commercial, avec son postulat : tout est à vendre, tout s'achète. Thomas achète Marthe à son mari. Ce dernier, Louis Laine, n'a aucune idée de la comptabilité qui met sous l'échange une espèce d'égalité. Échanger, pour lui, c'est changer. « Je ne sais ce que c'est qu'hier et que demain. C'est assez que d'aujourd'hui pour moi » (p. 167). Il vend sa femme sans inquiétude trop vive, car elle n'est plus sa femme : il a déjà pris celle de Thomas Pollock. Lechy Elbernon croit tirer les fils de la comédie, et les casse : en elle, l'amour se veut absolument libre, libre contre la loi, la pitié, la bonté, libre même contre cette fidélité qu'est une personnalité, libre non comme une femme au cœur innombrable, mais comme une comédienne aux innombrables cœurs. « Aime-moi, car je suis belle! Aime-moi, car je suis l'amour, et je suis sans règle et sans loi! Et je m'en vais de lieu en lieu, et je ne suis pas une seule femme, mais plusieurs, prestige, vivante dans une histoire inventée! » (p. 233) Lechy Elbernon n'achète pas : elle prend. Elle ne rend pas : elle détruit. Elle est au-dessous de l'échange par mépris de la règle : la liberté ivre a rendu l'échange impossible.

Marthe est au-dessus de l'échange par respect de la loi. L'amour ne change pas; l'être qui aime ne s'échange pas. La loi et l'amour ne s'opposent pas. La loi est une exigence de l'amour. La charité n'est pas une anticipation confuse et sentimentale de la justice, comme dans les dissertations de philosophie : la charité fonde un ordre de justice.



Justice ! Justice !

Je me tiens devant l'Univers, et je le vois, et toutes choses subsistent par la justice...

Justice ! Justice !

J'ai aimé et je n'ai point été aimée.

J'ai été unie à lui et tout vivant il s'est séparé de moi (p. 240).

Tel est le cri profond de l'amour. Telle est aussi l'une des premières expressions que Paul Claudel donne de son intuition la plus essentielle. Déjà il est le poète qui n'oublie jamais l'Ancien Testament en lisant le Nouveau. L'Amour s'est incarné dans un Juif, dans un homme dont la nation se glorifie d'être un peuple et une Loi, un peuple sous la Loi. L'Amour n'abolit point la Loi : il proclame le droit de la charité à la justice, il le proclame sur la Croix, symbole de la plus grande injustice, puisque la victime fut la plus grande charité.

Thomas Pollock ne connaît encore que l'honnêteté commerciale, le respect des contrats : c'est un commencement que l'auteur ne méprise pas. Marthe lui apprendra la suite. Elle n'aura qu'à lire avec lui le théâtre de Paul Claudel. La tragédie classique opposait l'amour aux lois de la cité ou de la raison : la tragédie claudélienne surgit au moment où l'amour prend conscience de la loi inscrite dans son essence et elle se dénoue lorsque la charité est assez pure pour se vouloir justice.

HENRI GOUHIER.